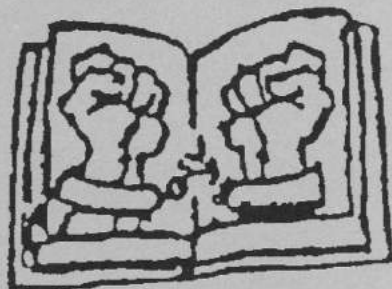


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

email : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Des militants corses chez Babeuf** p. 9
(Jean-Marc Schiappa)
- **Benoît Malon :**
les grèves du Creusot de 1870 (fin) p. 15
- **Baïtalski :**
souvenir d'un jeune communiste russe (1920-1927) (I) ... p. 21
- **A. Grigoriev :**
la lutte dans le Parti communiste russe et le Comintern
sur les questions de la politique en Chine
(1926-1927) (suite) p. 35
- **Staline et l'insurrection de Canton (décembre 1927) :**
documents inédits p. 43
- **Voyage dans les procès-verbaux du bureau politique**
du PC de l'URSS : les bureaux politiques
du 27 juin 1936 (suite et fin) et du 17 février 1937 p. 51
(Jean-Jacques Marie)
- **Images de Lénine** p. 59
- **Une conférence du militant ouvrier vietnamien Ngo Van**
dans les bureaux du CERMTRI (20 octobre 2001) p. 65
- **James P. Cannon :**
les débuts du trotskysme américain p. 77
- **Wilhelm Fahnert : souvenirs d'un militant**
du Parti communiste allemand p. 85
- **Evgueni Gromov : Staline, l'art, les récompenses**
et les décorations p. 95

- **Lettre à la *Nezavissimaia Gazeta*
sur le troisième procès de Moscou (1938) p. 103**
(Vadim Rogovine)
- **Lee Harvey Oswald et les faux du FBI p. 109**
(Jean-Marc Schiappa)
- **Dans les archives de Marceau Pivert p. 113**
- **Retour sur le film *La faute à Lénine* p. 119**
(Jean-Jacques Marie)
- **Pages oubliées : les trotskystes français dans la Résistance
vus par le Centre de documentation juive contemporaine
en 1947 p. 125**
- **Chronique des falsifications p. 129**
- **Notes de lecture p. 135**
- **Les *Cahiers du CERMTRI* : l'intervention de Bordiga
au VI^e exécutif élargi de l'Internationale communiste
(février-mars 1926) p. 149**
- **Les archives du CERMTRI : L'Union communiste p. 155**

Présentation

C E numéro s'ouvre sur un épisode de l'activité des babouvistes, les pères fondateurs du mouvement communiste en France. La série d'articles de Benoît Malon sur la grève du Creusot de 1870 s'achève dans ce numéro. Sans que telle soit évidemment la volonté de son auteur, elle souligne, nous semble-t-il, la continuité entre l'activité des babouvistes, racontée plus tard par le babouviste Buonarrotti, et l'organisation du mouvement ouvrier au cours des années 1850-1860, qui va déboucher sur la Commune de Paris, dont Benoît Malon sera l'un des animateurs avant d'être l'un de ses historiens.

Ce n° 16 commence la publication d'extraits des Mémoires de Mikhaïl Baïtalski (1903-1978), devenu jeune communiste à Odessa pendant la révolution et qui s'associa plus tard à l'Opposition de gauche, fut donc déporté comme "trotskyste" à Kolyma, en ressortit après la mort de Staline et, sous Brejnev, rédigea à destination de la jeune génération de l'époque des Mémoires dont pas une page, bien entendu, ne fut publiée. Les numéros suivants des *Cahiers* publieront d'autres épisodes de ses souvenirs, dont ce qu'il a écrit sur la liquidation des trotskystes grévistes de la faim à Kolyma, en 1937.

Les "Images de Lénine" proposent au lecteur des données inconnues sur l'image de Lénine dans la population au lendemain de sa mort. Le rôle que jouent dans l'histoire les "représentations", voire les mythes, est depuis longtemps objet de discussion. Il ne saurait être question ici de se prononcer sur cette question ni de porter un jugement sur la valeur politique de ces images ; il est clair seulement qu'elles sont par elles-mêmes une réalité et renvoient nécessairement à une réalité, quel que soit le degré d'interprétation de cette dernière que chacun peut leur prêter.

Deux séries de textes apportent un éclairage supplémentaire sur le problème crucial de la révolution chinoise de 1925 à 1927, dont on sait que son déroulement et l'orientation à suivre dans son cours ont été l'objet d'une vive discussion, que la direction du Comintern et du PC soviétique (constituée alors par le tandem Staline-Boukharine) n'ont pu entièrement étouffer. Ce numéro des *Cahiers* poursuit la publication de l'étude du professeur Grigoriev sur la politique du Comintern en Chine et les posi-

tions des principaux dirigeants du PC soviétique. Les documents inédits sur la préparation de l'insurrection de Canton écrasée dans le sang en décembre 1927, à la veille du XV^e Congrès du Parti communiste russe, apportent un éclairage nouveau sur cet épisode capital à la fois dans le cours de la révolution chinoise et dans la lutte interne au Parti communiste soviétique.

La suite du voyage dans les procès-verbaux du bureau politique du PC soviétique fournit des éléments sur la préparation de la terreur de masse lancée par Staline contre le parti dont il est le dirigeant et sur les privilèges financiers accordés à la nomenklatura au moment où il déchaîne cette terreur. Précisons que les augmentations importantes de salaires attribuées en juin 1936 — à la veille du premier procès de Moscou — aux cadres du parti ne constituent qu'une partie de leurs revenus réels : s'y ajoutent des avantages en nature, dont la liste varie en fonction du rang et dont la quantité augmente au fil des années.

C'est dans le fil de cette politique que se situe l'étude d'Evgueni Gromov sur la politique de la carotte et du bâton menée par Staline vis-à-vis de l'intelligentsia soviétique pour tenter de la domestiquer par un mélange de corruption et de terreur.

La lettre que Vadim Rogovine adressa peu avant sa mort au journal *Nezavissimaia Gazeta* (qui ne mérite guère son titre de "journal indépendant") à propos du troisième procès de Moscou de mars 1938, qui condamna à mort, entre autres, Boukharine et Rykov, évoque la façon très grossièrement trafiquée dont ce journal fort anticommuniste avait traité cette page particulièrement noire du stalinisme en se plaçant du côté de l'accusation, contre les victimes : ce n'est pas la première ni la dernière fois qu'anticommunisme et pro-stalinisme font bon ménage...

Les souvenirs de Wilhelm Fahnert, dont le n^o 17 publiera la seconde partie, évoquent la vie d'un militant communiste allemand, un moment secrétaire fédéral de son parti, à l'époque de la montée du nazisme, et sa rage croissante, mais impuissante, devant la manière dont les dirigeants de son parti (ainsi que ceux de la social-démocratie) laissent peu à peu les mains libres à Hitler. Nous ne savons rien d'autre sur Wilhelm Fahnert que ce qu'il raconte lui-même.

Le 20 octobre 2001, Ngo Van, l'auteur de *Vietnam 1920-1945, révolution coloniale et contre-révolution au Vietnam* et de *Au pays de la cloche fêlée*, a prononcé une conférence sur le thème de ses deux livres : ce numéro reproduit le texte de sa conférence, qui est à la fois une présentation succincte de vingt-cinq ans d'histoire de lutte anticoloniale au Vietnam et une introduction à la lecture de ses deux ouvrages.

En 1958, peu de temps avant sa mort, le 3 juin, Marceau Pivert m'avait remis un certain nombre de documents concernant son activité. L'un d'eux est la déclaration du 15 mars 1943 rédigée par des groupes de militants d'orientations diverses, à laquelle il a participé. Ce document, entièrement inédit, reflète à l'évidence la variété des sources qui sont à son origine. Cette diversité n'empêche pas que cette déclaration insiste fortement sur deux points : la faillite du système capitaliste, c'est-à-dire

du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, et l'affirmation que le socialisme dans un seul pays est une impossibilité et une impasse.

L'article de Jean-Marc Schiappa sur Lee Harvey Oswald et le FBI, et la reproduction des deux pages consacrées à l'activité des militants trotskystes du PCI pendant la guerre par le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) en 1947 portent sur deux aspects du même problème : la calomnie et les provocations organisées contre les trotskystes.

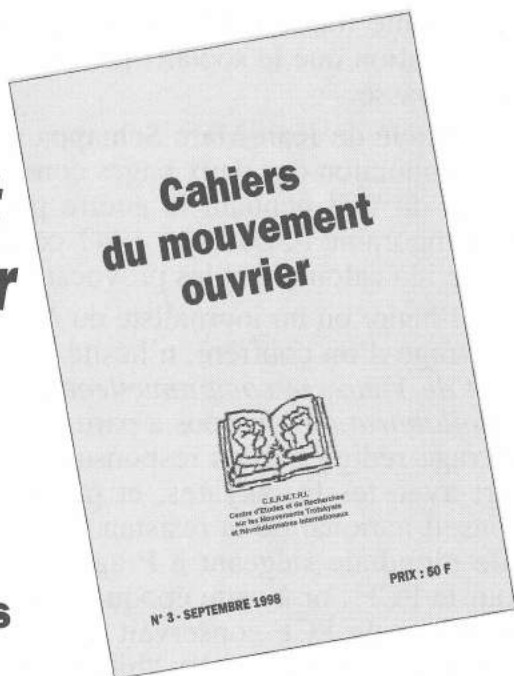
A l'heure où un journaliste du *Nouvel Observateur*, rendant compte de l'ouvrage d'un confrère, n'hésite pas à écrire : "*Les trotskystes (...), à la mort du Vieux, se compromettent, au nom de raisonnements tordus, avec la collaboration*", il nous a paru intéressant de reproduire ces pages d'un ouvrage rédigé par les responsables du CDJC, qui n'avaient aucun rapport avec les trotskystes, et préfacé par Louis Saillant, président du Conseil national de la résistance, futur président de la Fédération syndicale mondiale siégeant à Prague, aux sympathies connues et affichées pour le PCF ; or à cette époque — et longtemps encore —, la haine anti-trotskyte du PCF conservait toute la virulence qui l'avait amené à ressasser sa rengaine sur les "hitléro-trotskytes", dont certains journalistes peu regardants reprennent aujourd'hui le refrain.

La brève étude de Jean-Marc Schiappa sur la tentative faite par le FBI d'associer les trotskystes américains au meurtre de John Fitzgerald Kennedy a le double avantage de souligner la solide tradition de falsification et de provocation des services secrets américains et la grossièreté des moyens auxquels ils n'hésitent pas à recourir.

Fausse preuves, faux aveux, faux documents ou preuves, aveux et documents truqués : c'est l'une des armes traditionnelles des régimes totalitaires, à laquelle les régimes dits "démocratiques" fondés sur l'exploitation et l'oppression n'hésitent nullement à recourir en cas de besoin. La "Chronique des falsifications" en rappelle deux exemples aux lourdes conséquences, qui remontent à la Première Guerre mondiale.

Jean-Jacques Marie

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les quinze premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 14) : 53,36 euros (350 F).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : 7,65 euros (50 francs)

Abonnement annuel (quatre numéros) : 27,50 euros (180 francs)

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14
 à partir du n° 15 à partir du n° 16

Commande du (des) n° (nos) :

La collection des nos 1 à 14,
vendue au prix de 53,36 euros (350 francs) + 7,65 euros (50 francs) de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : Cahiers du mouvement ouvrier)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Des Corsés
impliqués
dans la Conjuración
de Babeuf**

(Jean-Marc Schiappa)



G. Babeuf âgé de
trente-quatre ans
(cliché B.N.)

Emprisonné en
février 1794, Babeuf
écrit à son fils
(Archives de Moscou)

G. BABEUF
Âgé de 34 ans.

*Démontrer en même temps
qu'il est probable que le Peuple
français conduira sa révo-
lution jusqu'au terme heureux
de ce système d'égalité parfait
qui assurera une félicité d'au-
tant plus ravissante, qu'elle
sera basée sur des disposi-
tions qui la rendront
invariable : c'est là seulement
le but où les efforts de notre
république doivent s'arrêter.*

Ton papa t'embrasse.

G. Babeuf

Quelques indications sur des militants

BUONARROTI, arrivé en 1789 à Bastia, a eu un rôle important en Corse jusqu'en 1793 (1). Au printemps 1793, Sylvain Maréchal mentionne la Corse dans son *Correctif à la Révolution*. Il parle de la faiblesse de la propriété privée : “*Dans cette isle (sic), un ménage ordinaire, pour être complètement heureux, ne désire qu’une petite maisonnette, rien de plus, six châtaigniers, autant de chèvres et de brebis*” (2). Babeuf y fait allusion dans le *Cadastre perpétuel* (3).

Aujourd’hui, notre propos est de donner quelques indications sur des militants : dans les papiers de la Conjuración babouviste, on trouve les noms de quatre révolutionnaires corses, compromis à des titres divers. Il s’agit de l’ancien conventionnel Saliceti, des abonnés au journal de Babeuf, Arrighi et Mastagil et, enfin, de Ramarone, inscrit sur les listes des “conventionnels” babouvistes (4).

Saliceti, prénommé Antonio-Cristoforo, est né à Saliceto, près de Bastia, le 26 août 1757, il est de la même génération que Buonarroti. Il a fait ses études à Pise, où il devient avocat, puis il est élu député du tiers-état aux états généraux en juin 1789 ; il est un révolutionnaire conséquent, partisan de l’intégration de la Corse à la France comme expression de la volonté de ses habitants. Il est le principal responsable du courant révolutionnaire “français” en Corse. Il est aussi —

et dans quelle mesure est-ce contradictoire ? — un avisé homme d’affaires. Personnage complexe et relativement peu connu, son affairisme est incontestable, son népotisme ne l’est pas moins. Mais il ne faut pas oublier son républicanisme ardent et son courage physique (5).

Une note — écrite par Darthé et non par Buonarroti, même si on ne peut en dé-

(1) J.-M. Schiappa, *Filippo Buonarroti en Corse* (tome 1), 1789-1790, suivi de documents inédits, éd. La Marge, Ajaccio (sous presse).

(2) Sylvain Maréchal, *Correctif à la Révolution*, cité par Fr. Aubert, *Sylvain Maréchal. Passion et faillite d’un égalitaire*, Paris, 1975, p. 109 ; cette expression est quasiment la copie littérale d’expressions répandues dans les œuvres d’auteurs décrivant la Corse au XVIII^e siècle ; cf. J. Defranceschi, *Pasteurs et cultivateurs en Corse au XVIII^e siècle*, A. H. R. F., n° 218, 1974, p. 542 : « “Les Corses sont sobres et pourvu qu’un ménage, quelque nombreux qu’il soit, ait dans sa propriété six châtaigniers et autant de chèvres, il ne pensera pas à cultiver d’autres productions ni à faire le moindre commerce...” *Ce propos de Jauselin, repris par Germanès et Pommereul...* » On trouve dans le catalogue de la bibliothèque de Sylvain Maréchal un imprimé intitulé *Mémoire sur l’histoire naturelle de l’île de Corse* (Fr. Aubert, *op. cit.*, p. 168).

(3) G. Babeuf, *Œuvres*, tome I, Paris, 1977, p. 396 et p. 397 ; le texte imprimé mentionne “*pièces ou district de l’île*” et il est impossible de savoir s’il s’agit de “pièces” ou de “pièves” dans le manuscrit.

(4) A. N., W 561.

(5) Sur Saliceti, peu de biographies satisfaisantes ; tout au plus, J. Godechot, “*Saliceti et le royaume de Naples*”, *Regards sur l’époque révolutionnaire*, 1980, pp. 357 à 369.

duire une dissonance dans les conjurés — demandait à Saliceti, tout récemment nommé commissaire à l'armée d'Italie, d'arrêter les généraux traîtres en Italie (6), mais rien ne prouve que celui-ci ait été informé des décisions babouvistes le concernant. Il fait indiscutablement partie du noyau des démocrates qui travaillent à l'unité italienne. Mais, au printemps, il défend avec Bonaparte l'armistice de Cherasco empêchant la poursuite de la guerre révolutionnaire en Italie, au grand dam des unitaires italiens et des démocrates. C'est la rupture ; ensuite, il va désavouer la Conjuración, assez sordidement, il est vrai, après l'arrestation des conjurés (7). A partir de ce moment, comme l'a écrit J. Godechot, les rapports de maître à élève qui étaient ceux entre Saliceti et Bonaparte s'inversent (8).

En l'an IV, Buonarroti se propose de représenter le département du Golo à la Convention que les babouvistes devaient installer après la prise du pouvoir. D'ailleurs, les deux départements corses devaient avoir des représentants à la nouvelle Convention (9). Et pourtant, au printemps 1796, la Corse est toujours occupée par les Anglais et elle ne reviendra dans la République française qu'en octobre 1796. Il faut noter que la Belgique nouvellement annexée et départementalisée par le Directoire n'a pas de représentants désignés, malgré la présence de Belges comme le général Fyon dans les rangs de la Conjuración. Pour Babeuf comme pour Buonarroti, il n'y a pas de problème : la Corse est française, à l'inverse de la Belgique. Le droit des nations n'est pas une formule vaine : c'est par choix, en 1789, que la Corse est devenue française, et cela n'a rien de commun avec l'annexion de la Belgique. Notons aussi que la Corse est représentée par deux départements : la Conjuración babouviste prend la succession de la Convention robespierriste, sur cet aspect comme sur beaucoup d'autres.

Certains Corses exilés à Nice étaient abonnés au *Tribun du peuple*, le journal de Babeuf. Il s'agit de Baptiste Mastagli, abonné n° 565, commis à l'atelier d'habillement à Nice en l'an IV, qui prit part à la lutte contre les agitateurs contre-révolutionnaires barbets, comme le prouve son

courrier du 16 nivôse (10). On peut reconstituer sa carrière et l'identifier. Il s'agit du Mastagli commis secrétaire à l'administration départementale en 1791 (11), où il est camarade de travail de Buonarroti. En 1793, Mastagli, républicain à Bastia, fait fonction de secrétaire général du département provisoire (12) et il est parfois qualifié d'administrateur provisoire (13). Comme greffier du tribunal militaire de Corse, il écrit une brochure en l'an II, pendant le siège de la ville par les troupes de Paoli et les Anglais (14) ; cette brochure est la *Relation de l'expédition de Farinole*, dans le Cap corse, en novembre 1793, qui insiste sur le courage des troupes républicaines et qui cite abondamment les anciens paolistes ralliés à la République. Cette brochure est en français et en italien, elle est imprimée chez Batini, comme le *Giornale patriottico di Corsica* de Buonarroti en 1790.

Mastagli est ensuite un des réfugiés corses à Oneille, employé dans l'administration, toujours avec Buonarroti, donc (15). Présent à Nice, il fait partie du noyau babouviste niçois, composé de démocrates locaux comme Tiranty, d'unitaires italiens ou de républicains corses. Il est qualifié d'ami de Buonarroti par Pellisserri (16).

Le nommé Arrighi est l'abonné n° 585. Comme Mastagli, il est qualifié sur le registre d'abonnement de "*Corse réfugié à Nice*" (et comme pour Masti-

(6) *Copie des pièces saisies...*, tome 1, p. 241.

(7) J. Godechot, *op. cit.*, p. 360 ; A. Mathiez, *Le Directoire*, 1934, p. 220.

(8) J. Godechot, *op. cit.*, p. 359.

(9) *A. N.*, W 561 ; Buonarroti mentionne avec faveur la guerre des troupes corses contre Gênes, *Histoire de la Conjuración pour l'Égalité dite de Babeuf*, réédition, 1957, tome 1, p. 177.

(10) *A. N.*, F 7 7095, B 910 et 7142, 2 B 2582.

(11) *Archives parlementaires*, tome XXVII, p. 311.

(12) *A. N.*, M 668, d. 7, n° 15.

(13) *A. D. de la Corse*, I Q 1.

(14) *B. N.*, Lb 41 3551.

(15) *A. N.*, F 7 4626 : 5 registres de l'administration révolutionnaire d'Oneille en l'an II tenus par Buonarroti. Voir aussi E. Michel, "*Corsi in Oneilla*", *Archivio Storico di Corsica*, 1934.

(16) A. Saitta, *Filippo Buonarroti contributi...*, tome 2, p. 13.

gli, nous n'avons pas d'indication de prénom). On l'a trouvé à Toulon peu auparavant dans une pétition babouviste (17). Il n'a pas laissé de trace dans l'environnement de la Conjuraton.

Enfin, un nommé Ramarone est inscrit sur les listes babouvistes comme futur représentant du département de Liamone. Aucun personnage connu de ce nom ne figure dans les textes de la Conjuraton. Il existe bien un Ramarone, orthographié Vumarone par E. Michel, et qui était correspondant de Buonarroti à Bastia en 1792 (18). Il faut citer un officier de la milice de Bastia, qui signe (avec ses collègues) une lettre de novembre 1789 à propos des événements de la ville (19). Plus vraisemblable, un Joseph Ramaroni signe comme secrétaire de la société des Jacobins de Bastia le 14 juin 1793 (20). Il est parti après la chute de Bastia à Oneille, où il joue un rôle très important dans l'administration, il est en fait le bras droit de Buonarroti (21).

Est-il encore en relation avec Buonarroti en l'an IV ? Cela reste à prouver.

Les incertitudes sont nombreuses, on le voit, et ces annotations ne prétendent nullement épuiser le sujet, notamment sur la trajectoire de ces militants après la Conjuraton. Notons que Mastigli et Ramarone sont d'authentiques représentants du courant jacobin extrémiste en Corse, que celui-ci existait et que certains de ses membres ont frayé avec le babouvisme.

Le propre de la recherche est d'établir à un moment donné l'état des découvertes et, par conséquence, comme l'explorateur de jadis, l'état des *terrae incognitae* pour les expéditions futures.

Jean-Marc Schiappa

(17) A. N., F 7 7110, B 6598.

(18) E. Michel, "Vicende di F. Buonarroti in Corsica (1789-1794)", in A. S. C., 1933.

(19) A. N., F 7 3667/1.

(20) Publié dans le *Bulletin d'histoire de la société des sciences de Corse*, 1891.

(21) Cf. note (15).

**Benoît Malon :
les grèves
du Creusot
de 1870**

(dernière partie)

Ce numéro clôt la série des articles de Benoît Malon consacrée à la grande grève des mineurs du Creusot du printemps 1870, finalement battue grâce à l'union étroite du patron, Eugène Schneider, et de l'appareil d'Etat, qui mit l'armée à sa disposition. Le *Bulletin des Amis de Benoît Malon* les a republiés et nous a autorisés à les reprendre. Encore merci...

Benoît Malon, né à Prétieux, dans la Loire, le 23 juin 1841, mort à Asnières le 13 septembre 1893, est une figure remarquable du socialisme français.

Fils d'un ouvrier journalier, pâtre dès l'âge de sept ans, il apprend à lire à l'âge de vingt ans, monte alors à Paris pour s'y faire le propagandiste du socialisme.

Il travaille le jour comme manutentionnaire, puis comme teinturier, et étudie la nuit. Il adhère à l'Internationale dès 1865, est délégué au congrès de l'Internationale à Genève, en 1866, est condamné en 1868 à trois mois de prison pour... internationalisme, est délégué au congrès de l'Internationale à Bâle, en 1868, est condamné à un an de prison en 1870 pour son soutien à la grève du Creusot.

Le 7 février 1871, il est élu député de la Seine avec 117 483 voix.

Après l'insurrection de la Commune, le 18 mars, il est élu au comité central de la Commune par le XVIII^e arrondissement, dont il était maire adjoint. Réfugié à Genève après la défaite de la Commune, il écrit plusieurs ouvrages, dont l'un, rédigé à la hâte, dit-il lui-même, consacré à la Commune, est intitulé *La Troisième Défaite du prolétariat français* et publié à Neuchâtel en 1871.

Il y souligne sa volonté de rompre avec une vieille tradition selon laquelle "les vaincus n'ont pas d'histoire" et, s'adressant aux "obscur héros populaires tombés dans les rues de Paris pour l'avènement de la République sociale, prisonniers, déportés, proscrits", il affirme sa confiance en l'avenir : "Tant de sacrifices, tant de souffrances n'auront pas été inutiles. Ils hâtent l'aurore du jour où l'humanité, débarrassée des prêtres qui abrutissent, des soldats qui tuent, des capitalistes qui spolient, se réjouira au spectacle de tous ses enfants égaux, solidaires, travailleurs et libres."

La fin de la grève et les témoignages sur la condition ouvrière

Introduction

Nous achevons ici la publication des articles publiés par Benoît Malon dans *La Marseillaise* lors de la grande grève du Creusot en 1870. Depuis le début de leur publication, nous avons numéroté ces lettres, qui sont, en fait, des articles de presse, parus dans *La Marseillaise*, le journal d'Henri Rochefort. Nos lecteurs trouveront donc ici les textes XIV et XV, qui sont datés des 16 et 17 avril 1870. La lettre du Creusot est du 16 avril, et l'étude sur la condition des mineurs du Creusot est envoyée de Fourchambault le 17 avril.

La fin de la grève du Creusot

La grève a échoué. "*L'ère des vengeances sans merci commence*", écrit Benoît Malon, dès le 16 avril ; il dénonce "*la cruauté familière aux exploités*", les renvois des ouvriers grévistes et leur "*fichage*", qui les empêche de retrouver du travail dans une usine de localités voisines. En adressant cette "*dernière lettre*" du Creusot, Benoît Malon explique comment s'organise la solidarité vis-à-vis des victimes : ouvriers condamnés et-ou renvoyés. Il raconte aussi le "*banquet socialiste des libres*

penseurs du Creusot", auquel il a participé et qui a rassemblé 62 personnes — sans compter les policiers rôdant autour du café-restaurant qui les accueillait : dernier pied de nez à une autorité patronale qui avait partie liée, au Creusot, avec l'Etat et l'Eglise...

Un document sur la condition ouvrière

Benoît Malon part ensuite pour Fourchambault, où la grève continuait. Lorsqu'il arrive dans cette petite ville industrielle de la Nièvre, il envoie les premières nouvelles et joint une étude sur les ouvriers du Creusot, qui montre, une nouvelle fois, qu'il n'est pas seulement un journaliste rendant compte de l'événement immédiat, mais un véritable enquêteur social, un sociologue, dont les travaux de recherche, pourtant conduits dans l'urgence et destinés à éclairer les événements, peuvent prendre place aux côtés d'autres observations célèbres faites précédemment au XIX^e siècle sur la condition ouvrière. L'étude d'un budget ouvrier rappelle, en particulier, les enquêtes de Le Play ou de Villermé.

Claude Latta

Documents

Lettre XIV

La grève du Creuzot

Le Creuzot, 16 avril 1870

Cher citoyen,

Avant de quitter le Creuzot, je vous adresse une dernière lettre. La défaite des ouvriers est consommée et l'ère des vengeances sans merci commence. Il y a déjà plus de 200 renvois : par une raffinerie de cruauté familière aux exploiters, ce sont surtout les pères chargés du plus grand nombre d'enfants qui sont renvoyés. On peut déjà dire sans exagération que la vengeance de M. Schneider a ôté le pain à 800 bouches au moins, sans préjudice de ce qui va suivre.

Au moment de son renvoi, l'ouvrier frappé éprouve un sentiment de joie, il se sent plus libre ; mais avec la réflexion se dresse le spectre de la misère profonde, inévitable, et il rentre, triste et découragé, au foyer où l'attendait une femme anxieuse que l'affreuse nouvelle désespère.

Ce qu'il y a de plus terrible, c'est que l'influence de M. Schneider s'étendant aux environs, les ouvriers renvoyés par lui pour cause de grève ne seront embauchés ni à Montchanin, ni à Epinac, ni à Monceaux, ni peut-être même à Saint-Etienne.

Cependant, beaucoup attendent, pour quitter ce pays de servitude et de misère, le secours que va distribuer le comité permanent qui a été constitué hier et à qui, ce matin, les délégués de la grève ont remis le reliquat des souscriptions.

On établira un fonds de réserve pour assurer le pain quotidien aux familles des condamnés, et le reste sera réparti entre les victimes de l'usine.

Une des pratiques de Schneider pour faire rentrer les mineurs après l'échec des bons de lard, des menaces, de l'emprisonnement, de l'appel de la force armée, a été de proclamer, il y a quelques jours, que la paie d'avril (notez que la paie n'a lieu que tous les deux mois) ne serait faite aux ouvriers que sur présentation des outils. Les outils des mineurs, estimés à une cinquantaine de francs, avaient été, à dessein, égarés dans les galeries par les hommes de l'administration. Les grévistes, pour toucher les quelques francs gagnés avant la grève, dont ils ont si grand besoin, doivent descendre dans les puits pour chercher les deux pics, les deux paramines (1) et les deux burins qu'il est d'obligation de présenter au bureau. Une fois descendus, les faibles ont été influencés et les courageux renvoyés.

Hier a eu lieu le banquet socialiste des libres penseurs du Creuzot. Nous étions soixante-deux, dont cinq femmes. On a porté des toasts à la raison humaine, à la République universelle, à l'égalité, à l'émancipation de la femme, à *La Marseillaise*, etc.

La police, représentée par des agents et des gendarmes, a cependant tout le temps rôdé autour du café Pelletier, elle n'a pas trouvé le prétexte d'intervenir.

Ma lettre de demain sera datée de Fourchambault.

A vous cordialement.

B. Malon

(1) Il s'agit plus vraisemblablement de barres à mines.

Lettre XV

Le travail au Creuzot

Les mineurs

Sur les quinze cents mineurs qui s'étaient mis en grève, il y a environ cinq cents mineurs proprement dits et mille journaliers. Nous allons nous occuper des uns et des autres.

L'on connaît ce travail de la mine à des centaines de pieds sous terre, dans l'eau jusqu'aux genoux, quelquefois, souvent, sous une pluie battante de gouttes d'eau glaciale, qui tombent des fissures, dans une atmosphère des plus malsaines, exposés toujours aux émanations du feu grisou, aux éboulements des galeries, et où l'on doit travailler à la lueur d'une lampe fumeuse dans une position difficile, quelquefois, toute la journée plié en deux, ou couché sur le côté.

Certes, s'il y a au monde une catégorie de travailleurs qui méritent surtout la sollicitude de la société, ce sont les mineurs. Ils n'en restent pas moins livrés à la rapacité des compagnies anonymes composées d'actionnaires ventrus et insatiables ou à la prépotence d'un pacha industriel à qui sa haute position fait perdre la tête, et qui sans remords s'enrichit de la sueur de ces nègres blancs dont le travail n'est qu'un lent assassinat. Au Creuzot, ils doivent effectuer douze heures de cet horrible travail par jour, pour une journée moyenne de moins de 4 francs.

Nous n'avons pas ici à nous expliquer sur le travail aux pièces et sur l'avantage du travail envisagé comme fonction, qui élève celui qui l'accomplit ; mais nous posons en fait que si jamais un travail a mérité d'être considéré comme service social, et ne puisse pas être tarifé, c'est celui de la mine.

M. Schneider qui, dans son profond mépris pour la nature humaine, a surchargé son usine de 150 ou 200 gardes,

presque tous anciens gendarmes, chargés d'inspecter ses ouvriers aux portes de sortie et même dans l'usine, M. Schneider a fait du travail des mineurs un travail aux pièces. Le mineur est payé à tant le mètre d'avancement. Mais la veine change à tout moment, et, si le prix était uniforme, on pourrait y gagner tantôt 1 fr., tantôt 8 fr. par jour. Il s'agissait de trouver un mode de travail qui forçât les ouvriers de travailler plus pour le moins de salaire possible, et on l'a trouvé.

Quand on fixe le travail, on établit un prix minimum et un prix maximum. Supposez un travail fixé à 9 fr. au minimum et à 12 fr. au maximum. Si en travaillant beaucoup, l'ouvrier fait 4 fr. 50 c., par exemple, le maître de mine allègue une erreur, et on paie à raison de 8 francs. Quant au minimum, on n'en a vu à peine d'exemples d'application. Il sert quelquefois quand le travail, par trop mauvais, ne donne pas plus qu'une journée de 2 fr. ; cela se rencontre dans les mauvaises veines, et, alors, il sert à porter la journée à 2 fr. 50 ou 3 fr.

Ce mode de tarif mobile permet au maître de mine de pousser tant qu'il veut à l'activité outrée. S'il voit un ouvrier qui ne s'étend pas, il tient sournoisement sa journée entre 3 et 4 francs, et le force ainsi de se hâter, en lui laissant l'espoir trompeur d'une augmentation qu'il éloigne à son gré.

Il va sans dire que les réclamations ne sont permises qu'à ceux à qui il plaît de s'entendre dire : *"Si vous n'êtes pas content, allez-vous en."*

Les journaliers sont payés : les plus forts, 3 fr. 25 ; les moyens, 2 fr. 75 ; les jeunes, 1 fr. 75 ; et les enfants, 1 fr. 25 ou 1 fr. Quelques-uns sont aux pièces ; mais tous sont contraints à une lourde tâche de travail ; quand ils font plus, ils n'ont pas davantage, et s'ils font moins, ils sont considérablement diminués, et descendent à une catégorie de salaire inférieure.

Depuis 1862, époque où le travail fut porté de 8 à 12 heures, les ouvriers se plaignent d'une constante aggravation de fatigue, entr'autres le chargement de leur charbon, et d'une non moins constante baisse de salaire, c'est pour remonter

cette pente qu'avait éclaté la grève du 21 mars, hâtée par une déloyale retenue à la paye de la veille, retenue faite, comme il a été déjà dit, pour payer les frais de la grève du 19 janvier.

Un ancien ingénieur de l'administration Schneider porte le gain mensuel des mineurs en général et de quelques rouleurs à 78 fr. par mois, somme, ajoute-t-il, que 7 à 800 n'ont jamais touchée. Il était placé pour être bien renseigné ; nous voulons cependant supposer qu'il y a de l'exagération dans ses affirmations et nous porterons, d'après nos renseignements, le salaire moyen des mineurs et des premiers manœuvres à 85 francs par mois. Voilà donc 85 fr. par mois pour élever une famille ordinairement de 3 enfants en moyenne. Supposons cette moyenne à deux enfants et établissons le budget d'un ménage par mois.

Recettes 85 fr.

Pain

pour quatre personnes (?) 24 fr.

Lard et légumes,

60 centimes 18 fr.

Pour blanchissage, très coûteux

en raison du métier,

la main-d'œuvre exclue 7 fr.

Loyer, entre 5 fr. 50 et 12 fr. 9 fr.

Eclairage, 2 litres d'huile par mois,

à 1 fr. 40 c. 2,80 fr.

Chauffage, en supposant 12 chauffes au lieu de 9,

à raison de 80 c. par mois 80 c.

Prélevé d'autorité

pour la Caisse de Prévoyance,

2 1/2 %, soit pour 85 fr. 2,10 fr.

Mois d'école, fournitures diverses

pour les 2 enfants,

s'ils vont à l'école, frais prélevés

d'autorité par le bureau 5 fr.

Vin, un litre par jour,

à 30 centimes le litre 9 fr.

Entretien du mobilier,

nous supposons ce mobilier

acheté, vaisselle, etc. 8 fr. (?)

Vêtements

et entretien de vêtements 10 fr. (?)

Total 95,70 fr.

Soit, en n'accordant rien à l'imprévu, en supposant que dans la famille on ne mangera jamais de viande, que le mari ne fume pas, qu'on ne sera jamais malade, un débit de 10 fr. 70 c.

Comprend-on maintenant pourquoi le crédit des commerçants aux ouvriers s'élève bien à 2 000 000 de francs, sur lesquels 700 000 francs de pain d'après l'estimation générale, pourquoi, en conséquence, les commerçants se laissent faire annuellement 1 500 protêts, pourquoi tous les mois il y a des faillites, et pourquoi ces mineurs, ces journaliers qu'on force à la malhonnêteté en les mettant dans une situation à ne pas pouvoir payer leurs dettes, sont entre tous les ouvriers français faibles et chétifs, pourquoi quand ils ont été élevés dans la misère, ils paraissent 14 ou 15 ans à 18 ans, et sont-ils déjà déclinants, usés, vieillis à 35 ou 40 ans ?

Cependant, l'industrie du Creuzot est la plus prospère de France ; M. Schneider est l'un des plus riches industriels du monde entier, et il vous appellerait *bandid* si vous lui disiez que le produit du travail doit d'abord subvenir à l'entretien réel de celui qui l'effectue, ou bien il vous demanderait ce que vous voulez dire, comme ce tyran oriental qui, ravageant pour son plaisir les plus belles contrées de son empire, demandait ce que c'était que la misère.

B. Malon

P. S. : J'oubliais un détail. Quand il n'y a pas de galeries en train, le mineur employé à la journée est payé 3 fr. 25 au puits des Moineaux et 3 fr. 60 dans les autres puits.

B. M.

Les Mémoires de Baïtalski

(I)

A partir de la fin juin 1919, l'armée blanche du général Denikine, armée par les Anglais et les Français, lance une offensive vers le nord, qui l'amène à la mi-octobre à 200 km de Moscou.

Les insurrections paysannes sur ses arrières et la contre-offensive de l'Armée rouge la font reculer quelques jours plus tard.

L'armée blanche se disloque. Le 7 février 1920, l'Armée rouge libère Odessa. Les jeunes communistes, dont Mikhaïl Baïtalski, sortent de la clandestinité...



Le bataillon de gardes rouges "Octobre rouge" d'Eupatoria, en Crimée.

Le jeune communiste d'Odessa Baïtalski raconte...

Un jeune communiste russe en 1920...

La naissance des Komsomols

En février 1920, les Jeunesses communistes d'Odessa sortirent de la clandestinité à laquelle le régime de Denikine les avait condamnées. En mars, dans la petite ville perdue d'Ananiev, arriva un membre du comité régional des Komsomols (Jeunesses communistes), Kolia Tchoudnovski, petit, les cheveux noirs, très animé.

Dans la salle des actes du lycée de jeunes filles se tint la première réunion de la jeunesse ouvrière et étudiante de la ville... L'organisation des Komsomols d'Ananiev était née. Elle ne comportait pas beaucoup de jeunes ouvriers ; dans ce trou perdu d'Ananiev, l'industrie se réduisait à une demi-douzaine de moulins et de barattes. Le chemin de fer passait à quinze kilomètres de là.

Tout autour, dans les forêts et dans les villages, dans tous les recoins et sur toutes les routes, la guerre civile battait son plein. Notre jeune organisation reçut bientôt le baptême du feu. Une insurrec-

tion éclata aux abords de la ville. Entre Ananiev et Balta, s'étendaient quelques riches villages. Le village de Passitsela, où, disait-on, s'était caché un groupe d'officiers blancs, fut le centre de l'insurrection. Un petit père (1) koulak avait fait venir un détachement de cavalerie des forêts de Blata et les insurgés disposaient même d'un canon de trois pouces.

L'organisation du parti et des Komsomols de la ville fut placée en état d'alerte. On nous distribua des armes. En prenant une carabine, je m'aperçus que je n'étais même pas encore en état de mettre en joue.

L'attaque de Passitsela

La garnison de la ville était composée d'une section de soldats rouges. Un petit

Notes de la rédaction :

(1) "Batko" : titre de respect que donnent les paysans ukrainiens à quiconque est considéré comme un "chef". Ainsi, l'anarchiste paysan Makhno était-il qualifié et se qualifiait-il de "batko".

détachement fut constitué avec les communistes et les Komsomols, qui reçut le nom de "compagnie de marche communiste". Nous partîmes à la rencontre de Passitsela.

Le matin, allongé en ligne dans le champ fraîchement labouré, j'aperçus le commandant de la compagnie, un grand et jeune gars qui marchait d'un pas décidé, un sabre et un revolver dans chaque main, sans se baisser devant les balles, et qui répétait : "*Les gars, ne gêchez pas les cartouches.*"

Quand il s'approcha, je reconnus Vania Nedoloujenko ; avant la révolution, nous avions étudié ensemble dans une école de campagne de deux classes de la petite bourgade de Tchernovoï, où je suis né. Il était plus âgé que moi de trois ou quatre ans, il avait déjà eu le temps d'aller se battre sur le front contre les Allemands, et là, il était devenu bolchevik.

Je ne lui demandai pas où étaient ses camarades d'école, les fils de koulaks, Serotychan et Cherstiouk, ils étaient chez les petliouristes ou chez les blancs (2). Les gamins avaient grandi, et ceux qui jouaient ensemble jadis dans la cour de l'école s'étaient trouvés séparés comme par la lame aiguë d'un sabre...

Un sabre siffle dans l'air et, à la suite de Vania Nedoloujenko, je cours en hurlant "*Hourrah !*" contre le village insurgé, contre les fils de koulaks. Nous arrivons à la lisière du village, nous atteignons les premières chaumières et nous galopons dans la large rue centrale. Les femmes se cachent dans les caves, les hommes se dissimulent dans les greniers, leur carabine à la main, et nous galopons, galopons...

Nous fonçons à l'attaque.

Nous fonçons. J'ai comme voisins, d'un côté, un soldat rouge que je ne connais pas, tout couvert de poils noirs, de l'autre, un lycéen comme moi. On n'avait pas mis sur un même rang les gamins comme nous, qui n'avaient jamais été au feu, on nous avait mélangés avec d'anciens soldats chargés de nous instruire dans le cours du combat.

Non loin de moi, Semion Kogan fut blessé. Sema était mon copain de lycée ;

c'était un garçon très calme, le meilleur élève de la classe, avec des lunettes aux montures de fer et aux verres épais. Que faisait ce demi-aveugle dans nos rangs ? Mais pouvait-il se permettre de ne pas venir se battre avec nous pour une histoire de lunettes ? Incapable de viser, il pouvait en revanche servir de cible à la place d'un camarade et il remplit honorablement cette fonction.

Moins de la moitié en revinrent vivants

Un détachement de "verts" se joignit aux insurgés et leur fournit de la cavalerie. On donnait alors le nom de "verts" à toutes sortes de koulaks insurgés pour souligner qu'ils n'étaient ni rouges ni blancs. Nous n'étions qu'une poignée et ne disposions même pas d'une mitrailleuse.

Le combat reprit le lendemain : moins de la moitié de notre détachement en sortit vivant. Après le combat, je ne vis pas mon copain Michka Patlis ; on ne retrouva pas son corps parmi les cadavres. Avec une énergie vitale incroyable, alors qu'il avait le crâne quasiment fendu en deux, dégoulinant de sang, il se traîna, perdit conscience, se traîna à nouveau, reprit connaissance, se remit à ramper avec acharnement et parvint à nous rejoindre le lendemain matin. Nos infirmières, des komsomols aussi jeunes que nous, lui bandèrent la tête en pleurant toutes les larmes de leur corps...

Quand je vois une femme pleurer, je me sens mal à l'aise. Une seule fois dans ma vie, je suis resté de marbre devant des larmes de femme : deux petites larmes de ma mère. Pendant tous ces jours, elle ne savait pas où j'étais, car, bien entendu, je ne condescendais pas à écrire à mes parents. Mais lorsque, dans leur village, parvinrent les nouvelles de la bataille de Balta, elle comprit qu'il lui fallait partir en quête de son fils prodigue.

(2) Petliouristes : nationalistes ukrainiens, du nom de leur chef, Simon Petlioura.

Peut-être bien étions-nous sourds et stupides pour avoir honte de nos sentiments filiaux en considérant qu'ils gênaient notre lutte pour la cause prolétarienne dans tous les pays, surtout lorsque notre maman n'était pas d'origine prolétaire.

J'ai vu maman lorsque je suis arrivé au centre sanitaire mobile d'Odessa après la liquidation de l'insurrection. Elle ne s'est pas jetée à mon cou, ne m'a pas arrosé de larmes. Elle m'a seulement regardé d'un long regard de ses beaux yeux. Je ne l'ai pas supporté et j'ai proféré une phrase stupide. Et alors, deux larmes ont coulé sur ses joues.

Je suis revenu à Ananiev plein de ferveur communiste. Je sillonnais les villages en qualité d'instructeur du comité de district, à cheval ou à pied, le plus souvent à pied, d'ailleurs. On nous y envoyait par groupes de deux. Chaussés de bottines déchirées, que d'ordinaire nous enlevions pour marcher plus facilement, la carabine sur l'épaule, nous allions de village en village, un mandat du comité de district en poche.

Dans les colonies allemandes

Dans la partie méridionale du district, en direction d'Odessa, dès l'époque de Catherine II, s'étaient formées de nombreuses colonies allemandes, qui se distinguaient vivement par leur aspect extérieur des villages voisins. Les rues, pavées, là n'étaient pas des coulées de boue.

Les grandes maisons étaient recouvertes de toits de tuiles. Dans la cour de chaque ferme, des machines s'alignaient sous les auvents : des faucheuses, des semeuses, des vanneuses.

Nous nous risquons à visiter les colonies allemandes. Le président du soviet de village lit nos mandats, puis convoque un meeting dans la cour de sa ferme ; n'y viennent que des garçons, les parents ont interdit aux filles de venir. Quelques fils sont accompagnés de leur père renfrogné.

Pour me faire mieux comprendre, je mêle au russe quelques dizaines de lambeaux de phrases moitié en yiddish, moitié en allemand (j'ai appris l'allemand au lycée). Personne n'adhère au Komso-mol. Apparemment, les pères avaient auparavant montré le fouet aux fils. Quand nous quittons le village, un coup de feu nous accompagne...

Je me rappelle l'enterrement de nos camarades tués par les bandits dans la forêt de Savransk. A Savransk et dans les volosts (3) voisins, près de Balta, les restes de bandes vertes s'étaient dissimulés après la liquidation de l'insurrection. Aller dans le volost de Savransk pour les réquisitions (4), pendant un certain temps, signifiait aller à une mort presque inévitable. Mais jamais un komsomol ne refusa cette mission. Lorsque je lis le poème *Pensées sur Opanas*, d'Edouard Bagritski (5), je me dis toujours que le commissaire aux réquisitions Kogan, avec ses lunettes, c'est précisément notre myope Sema Kogan, le meilleur élève de notre classe. Certes, chez Bagritski, il s'appelle Joseph et pas Semion, mais il y en eu tellement, de ces Kogan :

« *Il rectifie ses lunettes*

Et sourit, l'ami Kogan.

“Opanas, travaille proprement

Sans broncher d'un pouce

Ça n'est pas digne d'un communiste

De galoper comme un lévrier”. »

Eventrés et du grain à la place des intestins

Les corps de nos camarades morts dans la forêt de Saransk gisaient, recou-

(3) “Volost” : circonscription administrative plus large que le district.

(4) Pendant la guerre civile et la période dite du “communisme de guerre”, faute de marchandises à livrer au paysan en échange de son blé, des détachements de réquisition confisquaient une grande partie de son grain pour nourrir l'armée et les villes.

(5) Edouard Bagritski (1895-1934) : poète soviétique célèbre dans les années 1920-1930. Son poème *Réflexions sur Opanas* est consacré à la guerre civile en Ukraine.

verts jusqu'aux épaules d'une vieille bêche. Leurs visages gonflés étaient bleuis. Avant de les tuer, les verts leur avaient ouvert le ventre, qu'ils avaient empli de grain : c'est avec cette férocité qu'ils se vengeaient.

Nous marchions lentement, très lentement, au son de la marche funèbre. Une foule de citadins accompagnaient les cercueils avec nous. Ces femmes étrangères, qui pleuraient sur les cadavres de jeunes garçons et de jeunes filles qu'ils ne connaissaient pas, comprenaient alors beaucoup de choses en un moment. Certes, ces petites bourgeoises de la ville, ces laitières, jardinières, femmes d'artisans, vendeuses de graines, ne comprenaient pas la nature de classe du Komsomol... Comment auraient-elles pu com-

prendre la lutte des classes ! Mais elles percevaient la supériorité morale, spirituelle de ces gamins et de ces gamines qui avaient donné leur jeune vie.

On connaissait alors peu le Komsomol, surtout dans les campagnes et les petites bourgades, où vivait alors la majorité de la population. Mais le peuple voyait ce que c'était que le Komsomol.

Le district de Balta ne fut nettoyé des restes des bandes de bandits qui infestaient ses forêts qu'à la fin de 1921. Mais nous avons gardé encore quelque temps l'habitude de porter une carabine avec nous. Puis nous avons abandonné la carabine pour le revolver, puis nous avons laissé de côté le revolver, mais la poudre dont nous chargions nos armes ne s'est jamais dissipée.

... et en 1927

Baïtalski évoque ensuite l'activité des Komsomols en 1927 dans un coin du Donetz ou Donbass (bassin minier de l'Ukraine), alors qu'il est rédacteur du journal Le Tisonnier avec son camarade David (Gricha) Braguinski, rédacteur en chef, qui va susciter l'ire des bureaucrates....

Artemovsk, ville calme et paisible, était alors un centre administratif du Donbass. Nous habitions sur la place principale de la petite ville. Nous avons trois cents pas à faire pour aller à la rédaction du journal. Nous n'avons d'ailleurs guère d'autres endroits où aller.

Nous nous rendions dans les mines de charbon, dans les usines chimiques et métallurgiques, en prenant les trains réservés au transport des ouvriers. Une grande partie des ouvriers vivaient en effet dans des villages situés à des kilomètres de leur usine. Ainsi, une bonne moitié des ouvriers de l'usine de Kramatorsk passait dans le train plus d'une heure matin et soir. Dans les wagons, on jouait aux cartes, certains dormaient assis, d'autres parfois buvaient.

"Du travail à la caserne"

Les mineurs, eux, habitaient en général plus près de la mine, dans des baraquements appartenant à l'Etat, construits dans l'idée que le mineur était un nomade. Auprès des baraquements, il ne poussait pas le moindre brin d'herbe. En face, au bord de la rue, s'alignaient les toilettes et rien d'autre. Voilà toute l'architecture. On ne disait pas qu'on allait "du travail à la maison", mais "du travail à la caserne". Gricha a bien rendu cette atmosphère dans ses vers :

"J'ai grandi là où les jours et les nuits

Se passent, dénués de tout romantisme."

Les rabkors

Les villages du Donbass, tout comme aujourd'hui les villes de Gorlovka, Kramatorsk, Constantinovka étaient noyés dans une saleté noire et poisseuse mêlée de poussière de charbon. Leurs périphé-

ries portaient invariablement les noms de "Shanghai", "Sobatchevka" ou "Nakhalovka". Il y avait un Shanghai à Gorlovka et un à Kramatorsk, et aussi des Nakhalovka.

Depuis des lustres, des paysans des régions les plus pauvres du centre et de l'ouest du pays, où les exploitations sont petites, venaient travailler pour l'hiver dans les mines du Donetsk. Ils formaient la majeure partie des ouvriers des mines. Bien sûr, les allées et venues saisonnières ne pouvaient aucunement régler le problème de la mécanisation des mines et notre journal accordait une attention particulière au logement des mineurs, à tous ces quartiers Sobatchevka et Nakhalovka.

Kotcherga (Le Tisonnier) avait plusieurs centaines de correspondants ouvriers (6) en permanence. C'était l'apogée du mouvement des correspondants ouvriers. Des ouvriers qui n'avaient pas suivi d'études étaient incités à réfléchir sur l'existence, et c'est avec passion qu'ils l'étudiaient et la décrivaient. La quatrième partie du journal était en permanence réservée à leurs lettres. J'étais prêt à lutter "au corps à corps" avec le rédacteur en chef pour la moindre atteinte concernant "ma" page (cette page ou la page qui me revenait).

Un rédacteur en chef mal vu des bureaucrates

Le rédacteur en chef du *Tisonnier* était David Braguinski, un ancien socialiste-révolutionnaire (S-R), qui, à l'âge de 17 ans, sur l'ordre des S-R, avait tiré sur le chef de la police. Il avait été condamné aux travaux forcés à perpétuité. La révolution l'avait libéré. Il était devenu bolchevik. Il avait encore sur ses membres la trace violacée des fers. Mais en 1937, il subit le même sort que bien d'autres...

Gricha (Braguinski) et moi, pendant les nuits sombres d'Ukraine, nous allions par les rues. Je n'étais pas le seul à être captivé par la transparence de son âme, par la pureté intérieure étonnante d'un homme qui n'acceptait pas la corrup-

tion, directe ou — la plus répandue — indirecte, et cette rare fierté d'homme qui refusait de plier devant le danger qui vous assaille partout comme des balles.

Un des jeunes écrivains du Donetsk d'alors, un homme circonspect, m'a raconté récemment :

"Je sentais que l'attitude du comité de district du parti vis-à-vis de lui commençait à changer. Combien de fois je lui ai dit : pars pendant que tu es sain et sauf ! Va-t-en d'Artemovsk ! Il ne m'a pas écouté, et s'il était parti, il serait encore en vie..."

Non, Gricha n'aurait pas sauvé sa vie, ni à Moscou ni dans un trou perdu...

La page littéraire du *Tisonnier* sortait chaque semaine. Notre jeune organisation d'écrivains se développait. Boris Gorbatov (7) partit pour Kramatorsk, où il se fit embaucher comme ouvrier dans une usine. Peu savaient qu'il préparait alors son roman *La Cellule*. Peu après, Gricha partit aussi. Considéré comme le plus capable de tous les jeunes, il fut d'abord envoyé à l'Institut du journalisme, puis partit à l'armée.

Un directeur arrogant

Depuis longtemps déjà, des lettres alarmantes nous arrivaient de Droujkovka. Les correspondants ouvriers décrivaient l'attitude, indigne d'un communiste, du directeur de l'usine de Droujkovka et son comportement arrogant avec les travailleurs. Les correspondants ouvriers ne savaient pas que le directeur avait un beau-frère membre du comité de district du parti. Il avait d'ailleurs d'autres proches parents dans le comité de

(6) Dès le début des années 1920, la presse soviétique a développé l'institution des "correspondants ouvriers" (rabkors), qui adressaient aux journaux des rapports, articles, lettres sur ce qui se passait réellement dans leurs usines. La bureaucratisation du régime a mené à leur liquidation dès la fin des années 1920 et au remplacement de leur correspondance par une littérature de propagande, qui en était la caricature et le contraire.

(7) Boris Gorbatov (1908-1954), romancier, auteur des *Indomptés*, l'un des parangons du réalisme socialiste.

district. Pour tous des gens-là, apparemment, il était temps d'en finir avec l'époque des restrictions (8). Le pays se rétablissait et n'était pas pauvre au point d'interdire aux responsables d'un centre industriel aussi important de se permettre de boire en petit comité. Cela restait entre eux, entre compères.

Ces gens-là transformaient le district d'Artemovsk en patrimoine familial. Ils refusaient de recevoir les militants venus d'ailleurs, que le comité central mettait à leur disposition, en proférant des déclarations fièrement prolétariennes : *"Nous, les ouvriers du Donetsk, nous n'avons pas besoin de militants venus d'ailleurs !"*

Ni Gricha ni moi ne connaissions d'assez près les haut responsables de l'arrondissement, nous ne connaissions que le secrétaire du comité exécutif, et cela nous suffisait. C'était un rouage exécutif. Dans notre ambiance familiale — nous vivions côte à côte —, sa servilité nous avait échappé, mais Gricha le haïssait, car il avait percé derrière son obséquiosité sa nature de bureaucrate.

Ce grillon de l'appareil ne pouvait en aucune manière être comparé aux autres responsables du district. Dans les maisons du président du tribunal du district et du chef de la police se passaient des choses extraordinaires, mais dans la ville, personne ne connaissait ces séances secrètes.

Le déballage de linge sale

Une soirée trop arrosée se conclut par un incident tragique. Une des femmes des dirigeants se tira une balle dans la tête. *Le Tisonnier* n'eut pas le courage de démêler l'histoire. A cette époque, ils avaient déjà réussi à écarter Braguinski du Donbass.

Un jour, le directeur de l'usine de Droujkovka donna l'ordre à tous les habitants du village de couper les ailes de leurs oies, car elles troublaient l'ordre public en pénétrant et en volant dans la cour de sa maison. Le journal publia un feuilleton sur cette affaire. Le camarade

Koujelev, chef de la section de propagande du district, en fut si profondément indigné que, en tant que coupable d'avoir organisé ce déballage de linge sale, je me vis proposer de me tirer du Donbass.

Je dus partir à Kharkov, mais mon cœur resta avec mes amis du Donbass.

L'affaire d'Artemovsk

Mais les journaux de la capitale ne laissèrent pas le silence retomber sur les histoires extraordinaires du Donbass. Le journal *Le Prolétaire* en fit état et l'"artemovchtchina" — comme on appelait ces histoires — fut révélée au peuple. On découvrit des choses plus sérieuses que les beuveries. L'arbitraire et le mépris à l'égard des ouvriers manifestés par l'infâme directeur de Droujkovka ne régnaient pas que là.

Une résolution du conseil panukrainien des syndicats souligna *"l'utilisation incorrecte de la police lors des conflits avec les ouvriers"* (il n'est pas difficile de se faire une idée de la nature de cette utilisation !).

Le comité central du parti, dans une résolution spéciale sur l'affaire d'Artemovsk, affirma :

"En raison des agissements malsains d'une bande de petits bourgeois dans les rangs de responsables et de faveurs accordées à certains éléments dégénérés..., et vu l'absence de promotion de travailleurs de la base à l'activité dirigeante du district (il n'y a pas eu un seul cas de promotion de travailleur venu de la production parmi les cadres du district en 1926 et 1927), il a fallu réviser la composition des cadres dirigeants."

Quatre ans ont passé depuis la mort de Lénine. Les militants d'Artemovsk ne se sont-ils pas trop vite transformés en cette *"bande de petits bourgeois"* dont parle la résolution du comité central ?

(8) C'est-à-dire de l'époque de la guerre civile.

Rabkors et pseudonymes

Les lettres des correspondants ouvriers — et j'en ai lu un paquet ! — me dessinaient un bien triste paysage. A cette époque, les correspondants ouvriers écrivaient presque exclusivement sur ce qui n'allait pas ; c'était en soi un défaut provisoire de leur activité, qui devait être liquidé rapidement. Tous les correspondants ouvriers donnaient leur nom à la rédaction du journal, mais insistaient pour qu'il ne soit pas publié, mais remplacé par un pseudonyme (L'aiguille, L'épine, L'écharde, Le ciseau, L'œil perçant, et autres pseudos).

A cette époque, la peur commençait à apparaître dans les rangs du peuple. On cessa de croire que l'ouvrier pouvait sans crainte dire ses quatre vérités aux supérieurs hiérarchiques. Le choix de pseudonymes par les correspondants ouvriers n'était pas un phénomène propre à Artemovsk. Il y avait déjà alors des gens qui voulaient étouffer la critique.

Je reviens sans le vouloir à la question que je me posais quand je jetais des notes sur le papier de mon premier cahier : quatre ans après la mort de Lénine, pouvait-on organiser une purge du parti du même type que celle qui fut organisée de son temps, une purge léniniste ? Le correspondant ouvrier qui signait "L'œil perçant" se serait-il décidé à intervenir ouvertement non pas même contre le secrétariat du comité de district du parti, mais contre le directeur aux oies ? Ce sont bien les correspondants ouvriers qui ont dévoilé le pot-aux-roses à Artemovsk !

Une balle dans le dos...

Ces correspondants ouvriers et paysans — les "rabselkory" — sont un des phénomènes les plus intéressants de l'époque révolutionnaire. Ce n'était pas des dirigeants sortis de la masse, mais des gens qui continuaient à appartenir à la masse, qui ressentaient ce qu'elle ressentait, et qui percevaient avec plus d'acuité que personne toute mauvaise action.

La différence entre les correspondants ouvriers et les correspondants paysans tenait à la cible de leurs dénonciations, à la définition du mal qu'ils combattaient. Les correspondants paysans s'attaquaient aux koulaks, les correspondants ouvriers aux bureaucrates. Le correspondant paysan avait en face de lui un adversaire manifeste, identifié, qui n'avait pas le soutien de l'Etat. Mais le correspondant ouvrier avait en face de lui un adversaire qui se dissimulait sous le masque d'un serviteur de l'Etat. Un correspondant paysan pouvait se faire abattre comme un lapin. A cette époque, l'affaire de Dymovka avait fait du bruit : dans le village de Dymovka (région de Nicolaïev), des koulaks avaient assassiné le correspondant paysan Malinovski. Un correspondant ouvrier ne se faisait pas tirer dessus, lui, il se faisait renvoyer ou on lui baissait son salaire. Etre licencié, ce n'est certes pas une menace directe contre votre vie, c'est une menace indirecte, un coup fatal porté à votre famille et à vos enfants. Peu de gens résistent à la peur devant ce genre de menaces...

La plate-forme des 83

En travaillant pour le journal à Artemovsk, je me suis passionné pour les questions locales, pour lesquelles je me sentais un intérêt profond, et me suis désintéressé des questions qui concernaient l'Union soviétique tout entière. Et pourtant, des événements très importants pour tout le pays étaient en train de se préparer. On approchait du XV^e Congrès du parti. J'ai lu la plate-forme des 83 (9), imprimée clandestinement ; je ne l'ai pas lue dans le Donbass, où, probablement, personne n'en a jamais eu connaissance, mais à Odessa, où j'avais été envoyé en mission cet été de 1927. J'y avais rencontré Maroussia et quelques autres

(9) Document élaboré par l'Opposition unifiée (Kamenev, Trotsky, Zinoviev) au début de l'été 1927, en préparation du XV^e Congrès du Parti bolchevique de décembre 1927. Staline refusa de la faire imprimer et connaître aux membres du parti. Elle reçut en réalité 84 signatures de vieux militants, mais est toujours désignée par le nom de plate-forme des 83...

amis. Rafa, lui, était déjà depuis longtemps à Moscou, au comité central des Komsomols.

J'avais déjà lu à Kharkov la lettre de Lénine au congrès (que l'on désigne d'ordinaire sous le nom de Testament), qui avait été lue aux membres des diverses délégations au XIII^e Congrès du parti. Cette lettre avait été ronéotypée aussi, clandestinement. Pendant trente ans, ensuite, on la cacha au parti. Et non seulement on la cacha, mais les procès-verbaux d'interrogatoires affirmaient que ce n'était pas une lettre de Lénine, mais un faux trotskyste et un document antisoviétique.

A partir de 1917, plus d'une opposition se manifesta dans le parti, tant du vivant de Lénine qu'après sa mort. Nous connaissons par ses propres écrits le point de vue de ses opposants de son vivant, car Lénine exposait toujours consciencieusement les arguments de ses opposants en les reprenant point par point, et ces derniers ne se sont jamais plaints d'avoir vu leurs propos déformés. On est beaucoup moins informé sur le contenu des oppositions du temps de Staline, car il exposait leurs idées en les déformant avec une grande mauvaise foi ; le plus souvent, d'ailleurs, il n'exposait même pas leurs idées, il leur collait une étiquette sur le dos, et terminé. Si Staline n'a pas craint de qualifier de faux la lettre de Lénine, que dire des lettres et discours des autres !

Après Octobre, Trotsky s'est opposé à Lénine par deux fois, du vivant de ce dernier : à propos de la paix de Brest-Litovsk et sur la question syndicale. Dans les deux cas, Lénine a discuté avec lui et avec les autres opposants sans leur retirer sa confiance.

Les discussions à la mode stalinienne

Sous Staline, les discussions prirent un tour beaucoup plus aigu, jamais atteint auparavant, et ce dès le premier jour. En effet, derrière les débats théoriques, après la mort de Lénine, entre les lignes de ces débats, se profilait le pro-

blème que Lénine avait prévu lorsqu'il avait dicté son Testament, en prévenant que ce problème pouvait déboucher sur une scission : le problème du pouvoir.

Au moment de Brest-Litovsk, du temps de Lénine, ce qui était en jeu, c'était la vie ou la mort de la jeune Union soviétique ; on ne discutait pas du problème du pouvoir, de qui allait diriger, et la discussion s'acheva comme toute discussion normale de parti. Mais les débats qui se déchaînent après la mort de Lénine ne peuvent avoir d'issue pacifique. Un des rivaux doit s'en aller. Et chacun se bat en utilisant les moyens que sa conscience lui permettait.

Staline employa la solution extrême : l'assassinat de l'adversaire. Mais assassiner pour des opinions erronées, cela rappelait par trop l'Inquisition. Aussi Staline attribua-t-il à ses adversaires des crimes imaginaires, inventés par lui-même, et il parvint à convaincre le peuple que ces crimes avaient réellement été commis par les accusés, qu'il fit fusiller.

Staline a eu comme but l'unité du parti. Mais il a utilisé pour l'obtenir la calomnie, la démagogie, le mensonge, la falsification de l'histoire et l'exécution sommaire, dans des proportions inimaginables. Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, une lutte idéologique ne fut aussi sanglante. En un siècle de persécutions contre les huguenots en France, les catholiques ont tué 200 000 personnes, dont 50 000 pendant la nuit de la Saint-Barthélemy (10), qui est entrée dans l'histoire comme la nuit noire du catholicisme. Or Staline, en deux ans, en 1937 et 1938, a d'un coup réalisé deux siècles médiévaux sanglants.

Nous devons distinguer nettement les moyens que le chef a proclamés avant d'agir et ceux qu'il a ensuite réellement employés. Ainsi, lors du XVII^e Congrès de janvier 1934, Staline n'a pas proposé de liquider brutalement 60 % des délégués. Il a proposé des résolutions d'un tout autre contenu. Il est impossible d'imaginer que le congrès du parti ait ac-

(10) Chiffre sans doute nettement exagéré. Les massacres de la Saint-Barthélemy ont fait, semble-t-il, autour de 20 000 morts.

cepté à l'avance, à l'unanimité des voix, de s'autoliquider. Les agissements de Staline et les moyens qu'il a utilisés ne correspondaient pas aux résolutions votées, qui proposaient de renforcer le parti et sa direction, et non d'abattre la majorité du comité central. Non seulement les moyens vils employés salissent le but élevé proclamé, mais ils aboutissent à des résultats tout différents, imprévus, inattendus, et souvent à l'inverse du résultat escompté.

La plate-forme de l'Opposition, diffusée d'abord de façon clandestine, fut ensuite, dans ses grandes lignes, reproduite dans les contre-thèses présentées par l'Opposition au XV^e Congrès, publiées dans la feuille de discussion officielle publiée par la *Pravda*, en novembre 1927, à la veille du congrès. Ceux qui liraient la collection de la *Pravda* de ces jours-là verraient avec quelle fantaisie ce passé est raconté aujourd'hui.

Les (véritables) propositions de l'Opposition sur la question paysanne

Quarante ans plus tard, le plus intéressant est de prendre connaissance des propositions de l'Opposition sur la question paysanne. Les principales sont : un emprunt obligatoire de 100 millions levé chez les koulaks, avec un mode de calcul aboutissant à ce qu'y souscrivent au maximum dix pour cent des paysans ; la réalisation du plan léniniste de mise en place progressive de coopératives paysannes (en un mot, de collectivisation), fondée sur la base de la révolution technologique dans l'agriculture : introduction des machines agricoles, implantation de la rotation des cultures, usage des engrais artificiels.

Les thèses sur l'industrie insistaient sur l'accélération de l'industrialisation de l'économie, sur la nécessité de ne pas augmenter les impôts indirects, ainsi que la production de vodka. Ce résumé sommaire des propositions de l'Opposition ne peut évidemment pas remplacer la lecture du texte lui-même.

Les impôts indirects

Arrêtons-nous néanmoins sur la question des impôts indirects, qui ont augmenté depuis lors de façon considérable. Du temps de Lénine, il n'y avait pas d'impôts indirects, uniquement des impôts directs, en gros la taxe foncière et

l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, il existe un impôt sur la circulation des marchandises, prélevé essentiellement sur les établissements commerciaux, et qui a représenté, en 1970, 48,8 milliards de roubles et, en 1971, 54,1 milliards, soit près de deux cinquièmes des dépenses de l'Etat (145,9 milliards de roubles). Si l'on compare le montant de cet impôt avec le volume des marchandises échangées (qui se monte à 180 milliards de roubles), on voit quelle part importante du budget des travailleurs cet impôt représente, soit près d'un tiers des dépenses quotidiennes d'une famille ouvrière pour l'achat de la nourriture, des vêtements et autres objets de première nécessité. Pour 180 kopecks payés à la caisse d'un magasin, 50 sont destinés à payer les impôts indirects !

De par sa nature, toute imposition indirecte pèse le plus lourdement sur les couches les moins aisées de la population laborieuse : il est plus facile de se voir prélever un quart ou un tiers d'un salaire de 300 roubles que le quart ou le tiers d'un salaire de 100 roubles. L'impôt indirect a l'avantage de ne pas se voir et permet aisément de convaincre les travailleurs de la baisse des impôts ...

La vodka est aussi une autre forme de taxation indirecte. Il serait naïf de croire que l'impôt sur la vodka est prélevé uniquement sur les alcooliques. Si le coût

élevé de la vodka devait décourager un peu les alcooliques, la constante augmentation de son prix devrait freiner l'alcoolisme. Or, en réalité, la vodka est chère et l'alcoolisme augmente. L'augmentation des bénéfices tirés de la vodka ne signifie rien d'autre que la baisse du niveau de vie des familles qui comportent des buveurs...

Le vrai fondement : la question du socialisme dans un seul pays

Mais, bien entendu, le fondement des positions présentées par l'Opposition au XV^e Congrès, ce n'est ni l'impôt, ni l'emprunt sur les koulaks, c'est la position théorique de fond sur l'impossibilité de construire complètement le socialisme dans un seul pays pris à part. Cette thèse découle directement de l'analyse de la révolution d'Octobre comme le premier chapitre de la révolution mondiale : *"La Russie soviétique est le berceau de la révolution mondiale."* J'ai déjà plusieurs fois évoqué ce slogan. Pour les opposants, la Russie pouvait commencer à construire le socialisme, mais son achèvement ne serait réalisé qu'avec la révolution dans les principaux pays capitalistes. Demain, ce sera l'Octobre mondial !

Le camp du socialisme a remplacé la révolution mondiale

La vie a rejeté ces attentes. Aujourd'hui, plus personne ne s'écrie : *"Vive la révolution mondiale !"* Ce salut est passé de mode ! Les mouvements révolutionnaires de masse des années 1918-1919 ne se répètent plus. Le camp du socialisme a remplacé la révolution mondiale et la Chine en représente près des deux tiers. Mais le caractère même de ce socialisme en construction (ou déjà construit, qui sait ?) en Chine n'est l'ob-

jet d'aucune étude, à cause, probablement, de la grande muraille de Chine impénétrable, dont la Chine s'est entourée. En fait, à y bien réfléchir, le camp socialiste se compose de deux camps, sans compter la Yougoslavie, qui en forme un troisième, puisqu'elle n'appartient à aucun de ces deux-là. Les plus grands pays industriels du monde à qui s'adressait notre slogan fondamental ont quitté la trajectoire de la révolution et nous avons nous-mêmes retiré ce slogan de nos banderoles. Et aujourd'hui, personne ne répétera (et même ne s'empressera de citer) les déclarations de Lénine dans son rapport sur la tactique du Parti communiste russe lors du III^e Congrès de l'Internationale communiste, le 5 juillet 1920 :

"Lorsqu'en notre temps, nous avons commencé la révolution internationale, nous l'avons fait non poussés par la conviction que nous pouvions anticiper son développement, mais parce que toute une série de circonstances nous incitaient à commencer cette révolution... Il était clair pour nous que, sans la victoire de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible" (Je suppose que le lecteur comprend que Lénine parle ici de la révolution prolétarienne en Russie).

Et plus loin, Lénine ajoute :

"Nous avons tout fait pour conserver le système soviétique dans toutes les circonstances et quoi qu'il arrive, parce que nous savions que nous travaillions non seulement pour nous, mais pour la révolution internationale... Mais en réalité, le mouvement n'a pas été aussi linéaire que nous l'attendions. Dans les autres pays beaucoup plus développés du point de vue du capitalisme, la révolution ne s'est pas encore produite. En vérité, la révolution se développe dans le monde entier, nous pouvons l'affirmer avec satisfaction."

Vous trouverez encore beaucoup d'autres assertions de Lénine confirmant ce point de vue sur *"le développement de la révolution prolétarienne comme processus unique"*, selon l'expression qu'il a utilisée dans les thèses concluant ce rapport au III^e Congrès.

La principale différence entre les années léninistes et les années postléninistes, c'est que, dans ces dernières, on a cessé d'attendre la révolution mondiale. Et de là ont découlé un ensemble de conséquences que personne ne pouvait prévoir, Staline encore moins que tous les autres. Seul le présent peut éclairer notre passé, tout comme ce passé éclaire notre vie actuelle. Mais pour cela, il faut le connaître.

Des milliers de communistes, par souci d'unité du parti, ont abandonné la plate-forme de l'Opposition. Mais c'est pour elle qu'ils ont été jetés en prison bien avant 1937, cette date qui, dans l'histoire officielle, est considérée comme marquant le début de la répression.

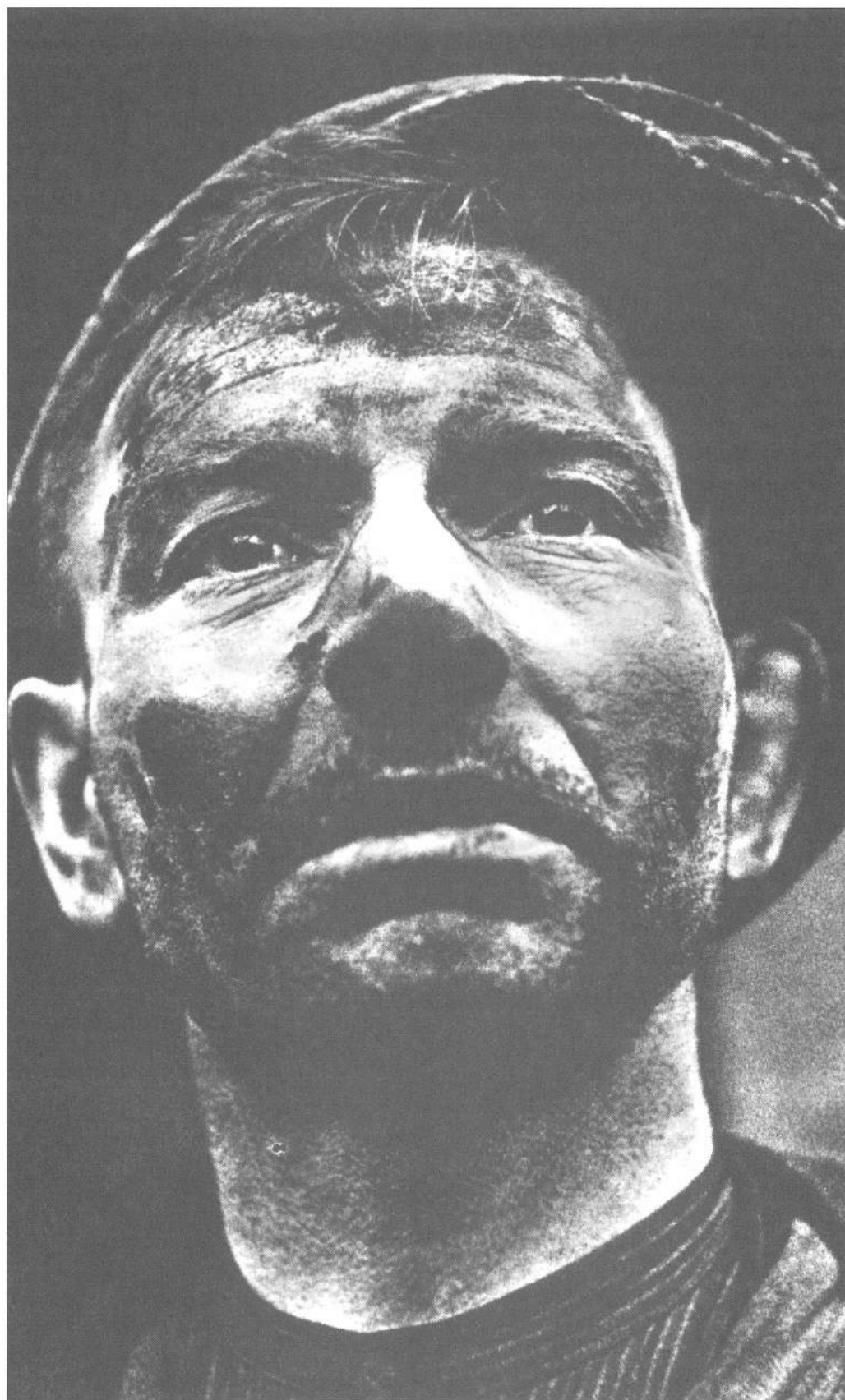
Pendant les huit ans qui ont suivi le XX^e Congrès, on pouvait parler des répressions "infondées" à cette date, d'où l'on pourrait conclure que la répression qui s'est déchaînée avant était fondée...

Mais on ne peut supprimer du 54^e tome des *Œuvres complètes* de Lénine les noms que l'histoire officielle efface. C'est avec ces gens-là que Lénine partageait ses plans, c'est à eux qu'il faisait confiance, ce sont eux qui occupaient les deuxième et troisième places après lui au

bureau politique, au Conseil des commissaires du peuple, à l'Internationale communiste. Les historiens contemporains évitent de porter la lumière sur les événements dans lesquels Trotsky, Kamenev, Boukharine et bien d'autres indésirables, qu'il n'est pas permis d'admettre dans l'histoire, ont joué un rôle positif, si peu que ce soit remarquable. Et si, d'aventure, on ne peut pas éviter de les y glisser, alors on omet leur nom de famille et on les désigne par une périphrase : "*Le président du comité militaire révolutionnaire*" (*revvoiensoviet*) (11). Alexis Tolstoï, du vivant de Staline, utilisait déjà ce procédé assez misérable. Dans son roman *Le Pain*, il a utilisé d'ailleurs des procédés encore plus vils.

"Revvoiensoviet" : cela sonne comme commissariat militaire de district (*raivoienekomat*). On fait silence sur d'autres noms par d'autres moyens. Ainsi, on enlève au peuple non seulement la mémoire, mais le goût même de la vérité historique.

(11) Périphrase pour désigner Trotsky sans le nommer.



**A. Grigoriev :
la lutte
dans le Parti
communiste russe
et le Comintern
sur les questions
de la politique
en Chine
(1926-1927)**

(suite)

Le n° 15 des *Cahiers* a commencé à publier l'étude du professeur A. Grigoriev sur la politique du PC soviétique et du Comintern en Chine, en 1926 et 1927.

Ce numéro en poursuit la publication, qui s'achèvera dans le n° 17.

Cette étude porte sur une question ayant un double intérêt :

- d'abord, il s'agit d'une période cruciale dans le développement
- et l'arrêt momentané — de la révolution chinoise elle-même, qui finira par triompher en 1949 dans des conditions très différentes de celles de la fin des années 1920 ;
- ensuite, la montée, puis la défaite provisoire de la révolution chinoise, après l'écrasement sanglant, en avril 1927, de la grève générale insurrectionnelle de Shanghai par le général Tchang Kaï-chek, que Staline et Boukharine présentaient aux ouvriers chinois comme leur fidèle ami, font l'objet de la dernière grande lutte publique de l'Opposition unifiée dans le PC soviétique.

Cette lutte s'achèvera par la victoire de l'appareil sur l'opposition au XV^e Congrès du Parti communiste soviétique, en décembre 1927. Staline, inquiet et prudent à la fois, avait au préalable exclu Trotsky et Zinoviev du parti, pour leur interdire de prendre la parole devant un congrès aux délégués pourtant sélectionnés minutieusement par le secrétariat du comité central, c'est-à-dire par Staline lui-même.

Rupture ou pas avec le Kouo-min-tang ?

DANS des conditions normales, la proposition faite d'abord par Trotsky en avril, puis par Zinoviev, que le PCC quitte le Kouo-min-tang, puis la proposition de Trotsky de transfert du KVJD (ligne de chemin de fer du nord de la Chine) auraient pu être considérées comme éléments d'une discussion de travail, d'autant plus qu'elles étaient alors avancées "au cours" d'une discussion concernant la façon de mettre en œuvre ces propositions en Chine, sans argumentation ni explications très développées.

De plus, Zinoviev, visiblement embarrassé par ses prises de position antérieures, ne parlait pas de quitter immédiatement et officiellement le Kouo-min-tang, mais examinait la possibilité de son "émancipation" de facto, dans l'esprit d'une des variantes d'action envisagées après les "événements du 20 mars" dans le PCC et le bureau d'Extrême-Orient de l'Internationale (1) (bien que, par la suite, lui-même et surtout Trotsky aient affirmé avoir "posé depuis longtemps" cette question).

La première proposition de Trotsky et les réactions des membres du bureau politique à celle-ci ne sont pas mentionnées au procès-verbal (plus tard, Staline dira que "le bureau politique les avait rejetées") (2). Il est possible qu'il se soit agi d'un simple échange de points de vue.

Mais après qu'à la fin avril, Zinoviev eut fait la même proposition, dans une situation où, après la réunion du comité central du PCR(b) d'avril 1926, l'Opposition unifiée prenait forme, le bureau politique du 29 avril adopta sur cette question une résolution "sévère". On pouvait notamment y lire :

"(...) b) Nous considérons que la question de la rupture entre le PCC et le Kouo-min-tang a une signification politique majeure. Nous considérons que cette rupture est absolument inadmissible. Il est absolument indispensable que le PCC demeure au sein du Kouo-min-tang."

(1) L'absence de sténogramme de la session du bureau politique du comité central du PCR(b) ne permet pas d'établir le détail de la discussion. Cette circonstance a permis qu'au cours de la polémique qui a suivi, les diverses parties interprètent différemment le caractère de ces propositions. Staline et Boukharine les interprétaient comme "l'exigence d'une sortie immédiate" et la position de Zinoviev comme refusant cette sortie et "se réservant" la possibilité d'une interprétation "souple" de sa position (voir Boukharine, *Discours à la réunion commune du comité central et du CEC de juillet-août* [1927]. Rapport sténographique RGASPI, fonds 17, inventaire 2, dossier 246).

(2) Intervention de Staline à la réunion commune du comité central et du CEC de juillet (1926). Rapport sténographique (RGASPI, fonds 17, inventaire 2, dossier 246).

En même temps, la question restait en principe en discussion. Il était dit plus loin :

“(…) g) *C’est pourquoi nous considérons qu’en tout cas jusqu’au prochain congrès du Comintern, il serait inadmissible et dangereux, tant pour le PCC que pour le Kouo-min-tang, d’effectuer quelque changement d’ordre organisationnel que ce soit*” (3).

La discussion sur cette question prit une acuité sans précédent à la réunion commune du comité central et de la commission de contrôle centrale du PCR(b) de juin 1926, quand l’Opposition unifiée, dans un document adressé au plénum, présenta cette proposition, en l’accompagnant de celle du transfert du KVJD et du rappel de L. Karakhan de Chine. Conjugée à la critique de la position des dirigeants de la majorité sur la question du comité anglo-russe, cela apparaissait comme une attaque en règle, “tous azimuts”, contre la politique de Staline et Boukharine dans le Comintern.

Le “problème chinois” était posé avec d’autant plus d’acuité qu’au début de juillet 1926, malgré les tentatives faites par le PCC et les représentants soviétiques à Canton de “retenir” la campagne du Nord, Tchang Kaï-chek, ayant achevé ses préparatifs, avait pratiquement commencé l’offensive. Dans cette situation, la direction du comité exécutif de l’Internationale, et d’abord Staline et Boukharine, s’orientait vers le soutien à la campagne du Nord, escomptant que le maintien du PCC dans le Kouo-min-tang permettrait, au fur et à mesure du développement d’un mouvement de masse sur les nouveaux territoires, de créer les conditions d’un renforcement du rôle des communistes dans les organisations de masse, en premier lieu dans le Kouo-min-tang et son armée. Comme auparavant, l’intérêt que la direction du Kouo-min-tang et personnellement Tchang Kaï-chek portaient à l’aide matérielle et militaire, aux conseillers politiques et militaires soviétiques, jouait un grand rôle important. Enfin, un rôle non négligeable était dévolu au rétablissement des armées “nationales” de Fen Yu-xiang,

qui recevait à nouveau une aide importante et s’apprêtait à quitter l’URSS pour la Chine (4). Dans l’ensemble, c’était le retour (dans des conditions nouvelles) au plan du “modèle” de la fin 1925 et du début 1926, bien que les fondements de cette politique aient depuis été considérablement modifiés. Les propositions de l’opposition dans cette situation pouvaient être présentées comme une défiance envers ces plans, comme un abandon de ses propres positions antérieures.

L’argumentation de l’opposition en faveur de ses propositions au plénum de juillet nous est connue pour l’essentiel dans l’exposition qu’en a faite Boukharine. Il définit la ligne de l’opposition comme “des propositions de recul de type droitier” à la suite de toute une série d’échecs en Chine, qu’il caractérisait à la fois comme “partiels” et “assez conséquents” (“mise à l’écart des armées populaires”, tentatives “de l’aile droite du Kouo-min-tang de faire éclater le gouvernement de Canton et de désorganiser le mouvement national révolutionnaire”) (5). Boukharine considérait que la proposition de “se séparer du KVJD à cause des difficultés et des provocations” était inacceptable, car, selon ses propres paroles, “cette voie ferrée constituait une artère stratégique essentielle, c’était notre doigt révolutionnaire enfoncé en Chine”. La proposition de “rappeler Karakhan à cause de la campagne menée contre lui dans la presse”, de l’envoyer au Japon et de ramener Kopp du Japon en Chine était rejetée, au motif “que ce dernier était connu pour son scepticisme envers tout mouvement national révolutionnaire”, tandis que “Karakhan incarnait notre ligne

(3) Citation d’après *Réunion commune du comité central et du CEC de juillet* (1926). Rapport sténographique (RGASPI, fonds 17, inventaire 2, dossier 246).

(4) Pour plus de détails sur les positions du Comintern et du PCC pendant cette période, voir N. V. Glounine, *Le Parti communiste chinois*, deuxième partie, pp. 94 à 118.

(5) *Réunion commune du comité central et du CEC, 14-23 juillet 1926*. Rapport sténographique, fascicule 1, p. 15.

d'orientation sur le mouvement national révolutionnaire" (6).

Enfin, la proposition, que Boukharine présentait comme exigeant la "*rupture avec le Kouo-min-tang*", était jugée profondément erronée, dans la mesure où "*(...) nous devons nous orienter sur un large mouvement national révolutionnaire, auquel participent également des éléments petits-bourgeois. Le Kouo-min-tang était précisément ce parti particulier, différent des partis d'Europe de l'Ouest.*" Et plus loin : "*Dans ce Kouo-min-tang, nous jouons un rôle dirigeant, à travers lui nous réalisons l'hégémonie de notre parti sur tout le mouvement national révolutionnaire, qui embrasse également des éléments petits-bourgeois*" (7).

Cette appréciation évidemment irréaliste — surtout après les événements du 20 mars et les informations dont disposaient alors le PCC(b) et le comité exécutif de l'Internationale, ne peut s'expliquer que par la volonté de trouver des "arguments" plus "frappants" contre les opposants : disposer de l'hégémonie, c'était un but rêvé, y renoncer volontairement, n'était-ce pas une capitulation "de droite" ? C'est précisément ainsi que fut qualifiée dans la résolution du plénum, sur proposition de Kirov, la plateforme de l'opposition sur la Chine. La résolution approuvait l'activité du bureau politique et de la délégation du PCC(b) au Comintern sur la question chinoise et constatait que "*les propositions de l'opposition étaient de toute évidence opportunistes et en partie carrément capitulardes*" ; elle notait que, "*prises dans leur ensemble, elles exprimaient un défaitisme inadmissible*" (8).

Si l'argumentation opposée aux propositions de l'opposition (9) sur le départ du PCC du Kouo-min-tang était faible, il est en revanche exact qu'elles avaient "*une signification politique majeure*". Les conséquences du refus de faire ce pas et les variantes possibles de développement des événements s'il avait été fait ont été discutées et continuent de l'être jusqu'à ce jour. Si le PCC était sorti du Kouo-min-tang, cela aurait-il conduit, comme le pensent chez nous toute une série d'auteurs, à son écrase-

ment immédiat à Guangdong par les forces réactionnaires du Kouo-min-tang et les militaristes ? Il est probable que oui, si, dans le même temps, le Comintern et l'Union soviétique avaient tenté de constituer leurs propres forces armées, comme l'avaient demandé certains dirigeants du PCC (bien que, particulièrement après les événements du 20 mars, on ne voit pas bien comment cela aurait pu se réaliser, même d'un point de vue strictement technique). De plus, le parti lui-même comptait alors très peu de membres. Ce parti aurait-il pu, hors du Kouo-min-tang, se renforcer numériquement et politiquement, comme il l'avait fait pendant la campagne du Nord, sans jouir, en ville comme à la campagne, de la "protection légale" des autorités du Kouo-min-tang ? Il semble plutôt que, dans ces conditions, la réponse soit négative.

Il est possible que le PCC ait pu quitter le Kouo-min-tang sans trop de pertes s'il n'avait pas tenté de créer ses propres forces armées et n'avait pas prétendu à la direction du mouvement national révolutionnaire, s'il avait joué le rôle d'une opposition légale, radicale et démocratique, faisant bloc avec les groupes de gauche du Kouo-min-tang. Mais, comme l'a montré l'expérience, des partis qui ne disposent pas d'une "base" armée restent, en Chine, des groupes peu nombreux et peu influents. Quel cours aurait alors suivi le mouvement de libération en Chine, c'est une autre question. L'opposition supposait (de façon totalement irréaliste) que le PCC était capable de s'organiser de façon indépendante et

(6) *Ibidem.*

(7) *Ibidem.*

(8) *Le Comintern et l'Orient*, Moscou, 1969, p. 249. Zinoviev, dans sa déclaration au plénum, soulignait qu'il considérait qu'il était possible, "*en dernière extrémité*", de sortir du Kouo-min-tang, mais "*que sortir maintenant n'était pas nécessaire, bien qu'il n'exclût pas que cela le devienne avec le renforcement du PCC*" (RGASPI, fonds 17, inventaire 2 dossier 696, feuilles 44-45).

(9) Remarquons que les deux premières propositions n'avaient pas une importance de principe : le KVJD n'a pas joué le rôle de "*doigt de la révolution*" et, finalement, il a fallu le vendre en 1934.

de diriger, qui plus est dans un avenir proche, un puissant mouvement ouvrier et populaire.

Après juillet 1926, l'activité de l'opposition sur la Chine diminua sensiblement. Visiblement, compte tenu des succès impressionnants remportés par la campagne du Nord (vers la fin 1926, ses détachements était parvenu au Yang-tsé et s'étaient emparés d'un centre important, la ville de Wuhan) et de la croissance d'un mouvement de masse et du PCC, ses dirigeants ne voyaient pas comment "projeter" les questions de la politique chinoise sur les autres points de leur plate-forme. Dans une de ses interventions, K. Radek qualifia à l'époque la campagne du Nord de "*brillante action révolutionnaire*". Se faisaient également sentir les coups sévères portés à l'opposition à la fin de 1926 (en octobre, Trotsky et Kamenev avaient été exclus du bureau politique et Zinoviev officiellement écarté de son travail dans l'Internationale), ses défaites à la XV^e conférence du parti et au plénum de l'Internationale, où sa plate-forme avait été qualifiée de "*déviations social-démocrate*".

"Dès le début de 1927, écrit Léon Trotsky, Zinoviev était prêt à capituler..." (10). De plus, il y avait aussi des divergences au sein de l'opposition et l'appréciation sur la situation en Chine et la politique qu'il fallait y mener faisaient l'objet de vives discussions.

Seul Radek intervint assez activement, quoique de façon limitée. En juillet, puis en septembre 1926, il adressa des lettres au bureau politique (en tant que recteur de l'université Sun Yat-sen), où il demandait "*des éclaircissements*" avant tout sur les questions suivantes : quelle "*attitude*" avons-nous vis-à-vis de la dictature militaire de Tchang Kaï-chek, dans la mesure où il dirige le Kouo-min-tang et où il est "*formellement soutenu*" par M. Borodine, comment apprécions-nous le travail du Kouo-min-tang chez les paysans, le Kouo-min-tang doit-il travailler chez les ouvriers, comment soutenir les forces de gauche dans le Kouo-min-tang (11) ? Plus tard, quand on l'accusera d'avoir longtemps gardé le silence, l'accusation

se défendra en faisant état de ces lettres de Radek.

Ce que voulait dire Radek à travers ces questions était clair (12). Mais à part leur opposition à l'idée de faire sortir le PCC du Kouo-min-tang, la direction du PCR(b) et de l'Internationale n'avait pas de réponses prêtes à ces questions effectivement essentielles sur la politique chinoise. Après le 20 mars, de vives discussions eurent lieu à la direction du parti et l'Internationale pour tenter d'y trouver une réponse. Le bilan en fut tiré au plénum de novembre-décembre de l'Internationale.

A Moscou, on comptait, comme avant, résoudre le problème de la dictature militaire par la voie d'une modification des rapports de force à l'intérieur du Kouo-min-tang, grâce à la constitution en son sein d'une aile gauche influente et au renforcement des positions du PCC dans les syndicats et les unions paysannes, qui se renforçaient au fur et à mesure de la progression des troupes de la campagne du Nord. Ces orientations générales se combinaient à des plans de résistance "par en haut" à la dictature de Tchang Kaï-chek : le PCC et l'aile gauche du Kouo-min-tang avaient commencé une campagne pour le retour en Chine du principal rival de Tchang Kaï-chek à la direction du parti, le dirigeant de gauche Wang Jingwei, contraint de partir en Europe après les événements du 20 mars 1926. Dans l'armée, on proposait comme "*contrepoids à Tchang Kaï-chek*" le général Tang Sheng-zhi, avec lequel Borodine entretenait des relations particulières. De plus, on envisageait de diriger les principales forces de la campagne du Nord sur Oukhan, puis de les détourner de la région de Shanghai, où

(10) Léon Trotsky, *Ma Vie*, tome 2, p. 274.

(11) *The Problems of the Chinese revolution*, N. Y., 1932, pp. 284-285.

(12) A en juger par une lettre de Trotsky à Radek du 30 août 1926, par ses remarques sur le PCC et le Kouo-min-tang et son esquisse de thèses pour une plate-forme à la XV^e conférence du parti (voir *L'Opposition communiste*, tome 2, pp. 57, 83-103 et 103-108), il est possible qu'il ait voulu que l'opposition soulève à nouveau la question de la sortie du PCC hors du Kouo-min-tang, mais cela ne s'est pas fait.

Tchang Kai-chek avait des liens anciens, pour les envoyer plus au nord faire la jonction avec Feng Yuxiang, qui aurait pu lui aussi faire contrepoids au dictateur. Les événements au sein du Kouo-min-tang et de son gouvernement, où, après le départ en campagne de Tchang Kai-chek et de son armée, les éléments de gauche devenaient plus actifs avec le soutien d'une partie des militaires mécontents du renforcement des positions de Tchang Kai-chek, nourrissaient les spéculations sur un renforcement de l'aile gauche du Kouo-min-tang (13).

Ces mêmes questions étaient activement débattues au sein du PCC. Tout en soutenant dans l'ensemble les positions de l'Internationale, la direction du PCC adoptait une position plus prudente (et plus réaliste) dans l'appréciation des perspectives offertes par l'évolution ultérieure de la gauche du Kouo-min-tang, indiquant que des éléments de gauche comme voulait les voir la direction de l'Internationale communiste, et, avant tout, des éléments prêts à des mesures radicales pour résoudre la question agraire, n'existaient tout simplement pas. Dans toute une série d'articles à l'automne, au début de l'hiver, puis à la conférence de décembre du comité central du PCC, Chen Du-xiu développait l'idée selon laquelle le succès de la révolution nationale signifierait la constitution d'un pouvoir révolutionnaire-démocratique, d'un gouvernement contrôlé par les dirigeants de la gauche actuelle

du Kouo-min-tang, pouvoir que les communistes, à l'étape actuelle, ne devraient pas contester (14). Le régime économique que devrait instaurer ce pouvoir serait une économie mixte, incluant un secteur de capitalisme d'Etat, un secteur de capital privé qui acquerrait, à travers la révolution, les traits d'un "*capitalisme national-démocratique*". Chen-Du-xiu appelait cet état "*dictature de toutes les classes opprimées*".

Dans l'ensemble, et malgré certaines différences, on pouvait voir dans ces projets certains traits de la conception de la "nouvelle démocratie" (15). Le cours des événements montra que la gauche du Kouo-min-tang ne pouvait "tenir" une telle perspective ni en faisant bloc avec les communistes, ni en rompant avec eux. Néanmoins, le plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, dans son appréciation des perspectives de la révolution et des tâches du PCC, "mettait la barre" encore plus haut.

(A suivre)

(13) En octobre 1926, la conférence des représentants des organisations du PCC adopta une résolution qui contenait des appels à la démocratisation du parti, où le glissement vers une dictature militaire était dénoncé, ainsi que la baisse des fermages à la campagne.

(14) Jen Tsi Kichu. Biographie de Chen-Du-xiu, tome 1, Shanghai, 1989, p. 335 (en chinois).

(15) Pour plus de détails, voir V. I. Glounine, *Le Parti communiste chinois*, livre 2, pp. 173 à 180.



Convoi de troupes du Kouo-min-tang durant la guerre civile.

**Documents
sur l'insurrection
de Canton**

(11 au 13 décembre 1927)

(Alexandre Grigoriev)

Nous présentons ci-après des documents uniques sur l'insurrection de Canton de décembre 1927, tirés du recueil de textes du Parti communiste *Le Komintern et le mouvement soviétique en Chine*.

Documents, tome III, 1927-1931, Moscou, 1999 : il s'agit de quatre transcriptions de télégrammes échangés entre les représentants du comité exécutif du Comintern, le consul soviétique à Canton, le commissariat aux Affaires étrangères et le bureau politique.

Ces documents donnent la clef de l'une des "énigmes" de l'histoire de la politique chinoise de Moscou et du mouvement révolutionnaire en Chine, et en particulier de la question du rôle de la direction du Parti communiste soviétique dans l'organisation de l'insurrection de Canton (Guangzhou), capitale de la province de Guangdong (ou Kouangtong), dans le sud de la Chine, des 11 au 13 décembre 1927.

En mars 1927, les ouvriers de Shanghai avaient déclenché la grève générale à l'approche des troupes du général nationaliste Tchang Kai-chek, que Staline présentait *urbi et orbi* comme un grand ami des ouvriers et des paysans chinois et de l'Internationale communiste.

Le Comintern ordonne aux grévistes d'enterrer leurs armes. L'armée de Tchang entre dans la ville et, avec l'aide de la pègre, écrase les grévistes dans le sang. La révolution, saignée, reflue. Sept mois plus tard, les envoyés de Staline à Canton, dans le sud de la Chine, organisent une insurrection, vite noyée dans le sang.

Staline, toujours prudent, s'est contenté de répondre aux propositions de soulèvement avancées par ses jeunes lieutenants : "*Nous ne sommes pas opposés à votre proposition*", mais ajoute "*et conseillons d'agir avec assurance et décision*".

“Nous ne sommes pas opposés à votre proposition” (Joseph Staline)

COMME on le sait, la question du rôle direct de la direction du parti et du Comintern dans l'organisation de cette insurrection, de sa nature et de sa signification a fait l'objet, jusqu'à la publication de ces documents, de discussions politiques, puis de débats historiques.

Au sein même du Comintern, comme le montrent les matériaux inclus dans le même tome sur la conférence du comité exécutif du Comintern de janvier 1928 sur la question chinoise, la question de savoir si cette manifestation rapidement écrasée était une insurrection ou un putsch a fait l'objet d'un âpre débat. Léon Trotsky considérait que ces événements, qui eurent lieu au moment où le XV^e Congrès décidait du sort de l'opposition, avaient été organisés sur injonction directe de Staline et de Boukharine. Selon lui, ils avaient organisé consciemment ces sacrifices pour faire croire, au moins durant le congrès, que la révolution chinoise continuait et laisser entendre que les opposants qui affirmaient que la révolution avait subi une défaite et qui en rejetaient la faute sur Staline et Boukharine étaient de dangereux calomniateurs et méritaient donc d'être exclus du parti.

On sait que, après la rupture des relations entre le Kouo-min-tang de Wuhan et le Parti communiste chinois en 1927,

Moscou misait sur le développement de la révolution en Chine et attendait beaucoup des préparatifs d'insurrection à Nanchang et de l'armée des insurgés, qui cherchait à s'emparer de la province de Guangdong et de sa ville principale, Canton, afin d'y établir une nouvelle base révolutionnaire sous la bannière des soviets et sous la direction des communistes.

Apprenant le succès de l'insurrection du 1^{er} août 1927 à Nanchang et le début du mouvement de l'armée des insurgés vers la province de Guangdong, la direction du Comintern créa une commission sur ordre du bureau politique qui commença à élaborer en septembre-octobre 1927 une résolution intitulée *“La nouvelle étape de la révolution chinoise”*. Il s'agissait surtout de répondre aux accusations de l'opposition. Lorsque parvint la nouvelle de la défaite de l'armée de Nanchang et de l'échec des tentatives d'organiser des insurrections dans les provinces de Hunan et de Hubei, le travail sur la résolution fut interrompu et il n'y eut pas de déclaration d'une *“nouvelle étape”*.

D'après les documents et matériaux déjà publiés, on sait que, à la suite des mises au point de Moscou enjoignant au PC chinois de mener une *“politique offensive”* et sous l'influence directe de Vissarion Lominadzé, principal repré-

sentant du Comintern, le parti s'est trouvé engagé entre l'automne 1927 et le printemps 1928 dans une série d'offensives putschistes dans plusieurs villes et villages de Chine. Le plan d'insurrection de Canton jouait un grand rôle dans ce dispositif : il avait été discuté dans les grandes lignes au plénum de novembre, qui s'était caractérisé par des mesures ultra-gauches.

Lominadzé, auteur du projet de résolution générale, s'était rendu à Moscou avant le plénum pour participer au XV^e Congrès. A Canton, fut envoyé dans le même but un second représentant du Comintern, Moritz (Heinz Neumann), qui devenait en l'absence de Lominadzé le seul représentant du comité exécutif. Les télégrammes qu'il envoya au bureau politique entre le 29 novembre et le 9 décembre 1927 montrent clairement qu'il avait élaboré lui-même à Canton le plan d'insurrection avec un groupe de dirigeants du PC chinois, et qu'il le défendait contre l'avis du consul B. Pokhvalinski, lequel exigeait à ce sujet des sanctions de la direction du bureau politique (voir le télégramme que celui-ci envoya à L. Karakhan le 29 novembre 1927).

A en juger par le fait que le télégramme de Neumann resta sans réponse de Moscou jusqu'à l'ultimatum posé dans celui du 9 novembre 1927 (*"Si nous ne recevons pas de réponse au télégramme de ce jour, nous intervenons lundi matin"*, c'est-à-dire le 12 décembre), Moscou hésita longtemps avant de dire oui. La prudence transparait d'ailleurs dans la réponse du bureau politique, signée par Staline : *"Nous ne sommes pas opposés à votre proposition."*

En d'autres termes, il apparaît que la proposition d'insurrection à Canton était pour Moscou une surprise attendue. En tout cas, ces documents montrent que Staline et Boukharine n'étaient pas à l'origine du plan d'insurrection. Mais, puisque la proposition en était faite, et sous une forme si catégorique, Staline comme Boukharine ne purent résister à la tentation d'accepter ce "cadeau" au congrès et jugèrent possible de donner leur satisfecit. Lominadzé déclara au

XV^e Congrès que, à Guangdong, *"le parti se trouv(ait) confronté à la question de la lutte pour le pouvoir et de l'organisation de l'insurrection armée... Le parti a cependant décidé de constituer des conseils seulement là où on a la garantie d'une victoire durable"* (1). Pensant que la situation à Guangdong était *"suffisamment révolutionnaire"*, Lominadzé ajouta : *"(...) Il est évident que nous assisterons très prochainement à de grandes actions révolutionnaires dans cette province"*, tout en concédant que, *"bien entendu, on ne peut garantir un succès total, on ne peut garantir la victoire..."* (2).

Le matin du 12 décembre, dans le discours de clôture, Boukharine fit le compte rendu de la délégation du PC au comité exécutif du Comintern et approuva le pronostic des perspectives du développement de la révolution chinoise exprimé par Lominadzé (3).

Les journaux de Moscou publièrent l'information de l'insurrection de Canton au moment où le congrès discutait de l'exclusion des opposants du parti. Or chacun sait que le sort de l'opposition était scellé avant le congrès et que, pour exclure les leaders et les partisans de l'opposition, on n'avait nul besoin de circonstances "favorables" créées par la question chinoise. Mais peut-être que Staline pensait différemment et voulait s'assurer non pas à 100 %, mais à 150 ?

Professeur Alexandre Grigoriev

(Le tome III comprend 412 documents. Sont publiés pour la première fois les rapports du bureau de l'Extrême-Orient du Comintern sur son travail à Canton entre avril 1929 et juin 1931, la correspondance entre le comité exécutif du Comintern et le bureau de l'Extrême-

(1) XV^e Congrès du PC, décembre 1927, t. 1, compte rendu sténographique, Moscou, 1961, p. 14.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 840.

Orient, dont celle qui concerne la question de Li Lisiang, les matériaux des débats internes au comité exécutif du Comintern sur la politique paysanne et ouvrière du PC chinois, de nouvelles données sur les positions et l'activité durant cette période du groupe des "étudiants rentrés de Russie" [Bo Gu, Wang Jisiang, Lo Fu].

Les tomes I à III peuvent être commandés à l'adresse suivante : Rossiskaïa Federatsia, 117218 Moscou, Nakhimovskii prospekt, 32, Institut Dal'nego Vostoka RAN, Grigoriev L.M. - Fax : 7-095-7189656 - e-mail ifes@cemi-rssu.ru).

Télégramme de H. Neumann au bureau politique

Secret confidentiel.

Canton, le 29 novembre 1927

L'instance (4). Arrivé (à) Canton. Pouvoir en ville entre les mains de Tchang Fakui (5), nettement réactionnaire : arrestations d'ouvriers, dispersion des grévistes. Fort mécontentement parmi les ouvriers, prêts à se battre. Toujours état de siège. En ville, à part la police, il n'y a que trois régiments (6), avec dans l'un une forte cellule communiste qui dirige la majorité des soldats et du commandement (7), notre influence est également forte dans le 2^e régiment (8). L'insurrection paysanne de la région de Kaifeng se développe rapidement, elle dispose de 2 000 fusils et 1 000 soldats non armés, les villes de Kaifeng, Liaoyuan, Zhangbei, Qitchia et d'autres sont occupées. Le pouvoir des conseils a été mis en place, 300 gentries ont été exécutées.

Avons décidé de prendre à Canton une ferme orientation de préparation de l'insurrection et de constitution de conseils. Organisons la grève générale,

avons entrepris la création d'une garde rouge sous la direction des syndicats révolutionnaires. Avons fait venir E. Tin (9). Tchang Fakui et Kuang Jisiang (10) ont demandé plusieurs fois officieusement à nous rencontrer, nous avons refusé, étant donné leur terreur. N'avons pas encore fixé la date de l'insurrection et, vu le caractère extraordinaire et la responsabilité des décisions précitées, (je) demande instamment vos ordres pour Canton.

Maurice (11).

**RGVA (archives militaires d'Etat
de la Russie),
copie dactylographiée**

Télégramme de B. A. Pokhvalinski à L. M. Karakhan

Canton, le 29 novembre 1927

Secret confidentiel.

A Mikhaïlov (12).

L'orientation vers une insurrection imminente est erronée, car le parti n'a

(4) Le bureau politique.

(5) Tchang Fakui (1896-1980) commandait en 1927-1928 le second front de l'Armée nationale révolutionnaire.

(6) Il s'agit des régiments d'artillerie, d'instruction et de garde de la 4^e division de l'armée chinoise.

(7) Il s'agit du régiment d'instruction.

(8) Le régiment de garde.

(9) E. Tin (1896-1946) commandait en 1927 la 24^e division du 11^e corps d'armée ; l'un des dirigeants des insurrections de Nanchang et de Canton.

(10) Kuang Jisiang (1898-1970) était en 1927 commandant du 4^e corps d'armée.

(11) Moritz, c'est-à-dire H. Neumann.

(12) L. M. Karakhan.

pas la force de prendre le pouvoir à Canton et de l'organiser. L'insurrection entraînerait, outre un carnage sanglant, la liquidation des insurgés (13) actuels, qui, malgré leur tendance réactionnaire, forment un groupe isolé dans le Kouo-min-tang, dont l'avenir est déjà très incertain face aux armées du Kuangsi (14) qui commencent à les encercler. Je considère que le refus d'une rencontre avec Tchang Fakui est une erreur. Je demande également qu'on donne immédiatement les directives demandées par Moritz. Vesselov (15).

RGVA (archives militaires d'Etat de la Russie), copie dactylographiée

Information de M. A. Trilisser sur les télégrammes envoyés de Canton (16) par H. Neumann

Secret confidentiel.

Moscou, le 9 décembre 1927

Nous avons reçu de Canton, le 9 décembre, le télégramme chiffré suivant :

« *L'orientation de Tchang Fakui est tout à fait celle d'un garde blanc : partout les mots d'ordre "A bas les communistes !", le drapeau rouge est interdit, il y a des arrestations. Nous avons posé comme préalable à toute discussion la libération des emprisonnés politiques, l'armement des ouvriers et le respect de toutes les libertés démocratiques, etc.* (17).

Situation des hommes de fer (18) : ils se concentrent contre les armées de Kuangsi sur la rivière de l'ouest, à Canton il n'y a que deux régiments, dans lesquels nous avons une forte influence. Di-

manche (19), après le rapport de Tchang Taipei (20), 200 communistes, ainsi que soldats et officiers de gauche d'un régiment (21), dont le commandant est également communiste (22), se sont prononcés pour l'insurrection. La majorité de ce régiment est manifestement avec nous. Nous avons fait entrer 100 de nos ouvriers dans un autre régiment (23) et nous contrôlons un bataillon (24). La situation économique est très difficile depuis la crise monétaire. Les ouvriers sont prêts au combat, les grévistes ont brûlé spontanément des dizaines de maisons bourgeoises, il se prépare une grève à la poste et chez les marins, les chauffeurs d'autobus ont organisé une grève perlée.

La manifestation gouvernementale (25) a rassemblé essentiellement l'armée, et seulement 600 personnes, dont la moitié, nos camarades, portaient des drapeaux rouges. Les démocrates n'y ont pas participé, non par apathie, mais

(13) Il s'agit du groupe de Wang Jing-wei et Tchang Fakui, qui avaient pris le pouvoir à Canton le 17 novembre 1927.

(14) Il s'agit de l'avancée sur Canton des armées du Kuangsi dirigées par Li Jisheng (1885-1959), qui était en 1926-1933 membre du comité exécutif du Kouo-min-tang et, en 1927-1929, président du gouvernement de la province de Guangdong, commandant de la 8^e armée.

(15) B. A. Pokhvalinski (consul général de l'URSS à Canton).

(16) Des copies du document ont été envoyées par Trilisser à Staline, Boukharine, Vorochilov, Karakhan, Piatnitski et Berzine.

(17) Il s'agit des pourparlers avec Tchang Fakui.

(18) Il s'agit des forces principales du 4^e corps d'armée dirigé par Tchang Fakui.

(19) Le 4 décembre 1927.

(20) Tchang Taipei (1899-1927) était membre du comité central du PC en 1927, membre stagiaire au bureau politique, secrétaire du comité du PC de la province de Guangdong. Tué au combat lors de l'insurrection de Canton.

(21) Il s'agit du régiment d'instruction du 4^e corps d'armée.

(22) En réalité, Ian Chousoun n'était pas membre du PC.

(23) Il s'agit du régiment de garde du 4^e corps d'armée.

(24) Il s'agit du bataillon spécial de l'école militaire de Huangpu.

(25) La manifestation eut lieu le 8 décembre 1927.

par haine envers le gouvernement après les exécutions et les arrestations.

La garde rouge comprend plus de 2 000 ouvriers et anciens grévistes, et elle est assez bien organisée (grâce à une première préparation avant Shantou) (26). Armement : 200 bombes, 300 mausers, quelques fusils et 500 couteaux chinois. La police est la seule opposition organisée dans Canton même. Plan de l'insurrection : à l'aube, occupation en premier lieu de la police centrale (27) par un régiment et la garde rouge, puis d'autres objectifs stratégiques ; en même temps, grève générale, élection d'un Conseil de députés, saisie des armures, publication d'un décret, etc., marche des paysans sur la ville.

Les chances de réussite sont importantes, tenir Canton est extrêmement difficile. Mais nous espérons en venir à bout en utilisant la lutte des militaristes, la puissance des manifestations ouvrières, la décomposition de l'armée et l'insurrection paysanne. L'insurrection de Kaifeng prend une dimension grandiose : plus de 100 000 paysans y prennent part, quatre districts sont entièrement dans leurs mains, le gouvernement des conseils dirigé par Pen Bai (28) applique entièrement nos directives. Confiscation totale de la terre, liquidation des parcelles et des contrats agraires, exécution des centaines de propriétaires terriens. Liaison quotidienne avec le comité de région (29). L'histoire des 50 % d'impôts est un mensonge bourgeois.

Conclusion : le comité de région s'est prononcé à l'unanimité pour l'insurrection, nous pensons intervenir au début de la semaine prochaine. Mots d'ordre : "Le riz aux ouvriers, la terre aux paysans et aux soldats !", "A bas la guerre militariste !", "Confiscation des appartements bourgeois pour les ouvriers !", "Soutien total aux grévistes et chômeurs !", "Confiscation des biens de la grande bourgeoisie !", "Journée de 8 heures !", "Tout le pouvoir aux conseils !", etc. Je demande instamment des directives immédiates, je considère que l'insurrection est tout à fait mûre, tout retard modifierait le rapport des forces, car les troupes

des hommes de fer reviendraient, les nôtres seraient renvoyés et Wang Jing-wei constituerait un véritable gouvernement (30) à la place de l'interrègne actuel.

La victoire des ouvriers aurait une importance incalculable pour toute la Chine. Le consulat local mène une politique pourrie et timorée de pourparlers avec Tchang Fakui et s'oppose à l'insurrection (31).

Neumann. »

Le même jour et avant ce télégramme, nous avons reçu le télégramme chiffré suivant :

"Si nous n'avons pas de réponse au télégramme d'aujourd'hui, nous interviendrons lundi matin (32). Neumann."

**RGVA (archives militaires d'Etat de la Russie),
copie dactylographiée**

(26) Il s'agit apparemment de la préparation de l'insurrection armée à Canton, qui s'est déroulée de la fin août au milieu du mois d'octobre 1927. Après la défaite des détachements de E. Tin et He Lun sous Shantou, le comité central du PC chinois ordonna le 12 octobre au bureau du sud et au comité du PC de la province de Guangdong de retirer le plan d'insurrection à Canton et d'apporter une aide urgente aux détachements de E. Tin et He Lun.

He Lun (1896-1969) était en 1927 commandant du 20^e corps d'armée. En 1928-1930, commandant du 4^e corps de l'Armée rouge chinoise.

(27) Il s'agit de la Direction principale de la sécurité publique.

(28) Pen Bai (1896-1929) était en 1927-1929 membre du comité central. En 1927, il prend part à l'insurrection de Nanchang ; il est l'un des dirigeants du mouvement des conseils dans la province de Guangdong. Exécuté par le Kouo-min-tang.

(29) Il s'agit du comité de la province de Guangdong.

(30) Wang Jing-wei (1883-1944), membre du comité central. En 1927, président du gouvernement national de la ville de Wuhan.

(31) Cf. doc. 31.

(32) Le 12 décembre 1927. Comme l'ennemi avait eu connaissance des plans des insurgés, il avait été décidé de lancer l'insurrection un jour avant.

Extrait du procès-verbal n° 139 du bureau politique

Moscou, 6-17 décembre 1927

Enquête auprès des membres du bureau politique du 10 décembre 1927 : 5 intervenants sur la Chine. 5 pour envoyer le télégramme suivant :

“Canton. Pour Moritz, copie à Shanghai pour Olga (33).

Les télégrammes sur les affaires de Canton ont été reçus (34). Etant donné

l'état d'esprit des masses et la situation plus ou moins favorable sur place, nous ne sommes pas opposés à votre proposition et conseillons d'agir avec assurance et décision.

Le secrétaire du CC, I. Staline.”

**Vol. 17, op. 162, d. 5, p. 132,
texte dactylographié, original,
signature : fac-similé**

(33) Olga Mitkevitch (1889-1943) était en 1927 représentante de l'Internationale syndicale en Chine. Réprimée illégalement, réhabilitée à titre posthume.

(34) Cf. documents 30 et 36.

**Voyage
dans les procès-verbaux
du bureau politique
du Parti communiste
russe**

(Jean-Jacques Marie)

Dans ce numéro, je présente la suite et fin du procès-verbal du bureau politique du 27 juin 1936... Dans le n° 15 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, j'ai publié un premier résumé de cette réunion, à laquelle manquait ma troisième page de notes. En réalité, cette réunion a examiné non pas 223 points, mais 347 (en majorité, bien entendu, simple enregistrement et confirmation de décisions prises par consultation écrite ou orale de ses membres). Aux consultations indiquées dans le n° 15, il faut donc ajouter la validation des décisions prises de cette façon les 19, 21, 23, 25, 26 et 27 juin (même le jour de la réunion du bureau politique).

L'une de ces décisions est d'une importance particulière. Elle consiste à élever le salaire de toute une série de cadres dirigeants, juste avant l'ouverture du premier procès de Moscou (19-23 août 1936), qui va envoyer à la mort seize condamnés, dont Zinoviev et Kamenev, et cinq membres du PC allemand, tous juifs, ce qui doit attirer l'attention de Hitler.

Le second procès-verbal est celui du bureau politique du 17 février 1937, un bureau politique d'une importance exceptionnelle.

Cette séance du bureau politique :

- Prépare la réunion du comité central du 23 février au 5 mars (initialement prévu pour commencer le 20 février), qui va être marquée par l'arrestation en pleine séance de Boukharine et de Rykov, et va organiser le déchaînement de la terreur dans les sommets mêmes du parti au nom de la chasse généralisée aux "trotskystes", qualifiés de bandits, saboteurs, espions, que les cadres du parti sont en même temps accusés de traiter avec une mollesse excessive.
- Dénonce deux satrapes staliniens, Cheboldaïev et surtout Postychev, le maître de l'Ukraine, où il a déclenché une répression féroce. Leur disgrâce et leur liquidation prochaine annoncent la vague de terreur contre les dignitaires staliniens eux-mêmes.
- Le lendemain de cette séance, Sergo Ordjonikidzé, membre du bureau politique, vieux compagnon de Staline, qui participe à cette séance, en désaccord sur la place centrale attribuée par Staline au prétendu sabotage, se suicide...
- Enfin, ce bureau politique insiste sur l'importance du recensement de la population organisé le 6 janvier 1937, et qui va déboucher sur une tragédie que ses membres ne soupçonnent pas encore : la liquidation des statisticiens qui ont effectué ce recensement. Ce dernier laissera en effet apparaître un trou béant provoqué par la famine de 1932-1933, qui a tué 7 millions d'Ukrainiens, de Kazakhs et de Sibériens, mais a été soigneusement dissimulée par les autorités.

Des réunions qui préparent la vague de terreur stalinienne

Bureau politique du 27 juin 1936 (suite et fin)

LA résolution 282 porte “sur l’augmentation de salaire des cadres dirigeants des organisations du parti, des soviets, des Komsomols (Jeunesses communistes) et des syndicats des Républiques, des régions, des villes et des districts”. A la veille du procès de Moscou, Staline cherche à s’attacher les cadres — qu’il va commencer à décimer aussitôt après — par l’augmentation de leur rémunération.

Le tableau des rémunérations publié en annexe est significatif (à l’époque, un ouvrier qualifié touche autour de 200 roubles). Le décret du comité central adopté le 19 juin est intitulé :

“En liaison avec le passage à des prix unifiés (sur les marchandises industrielles et alimentaires) et avec la liquidation des organismes de répartition de produits en nature fermés, établir à dater du 1^{er} juillet les grilles de salaires suivantes pour les militants des organisations du parti et des Komsomols.”

Annexe I

Dans l’appareil du comité central du PC ukrainien

	Parti communiste	Komsomols
Secrétaires	1 100 r.	900 r.
Chefs de section	900	750
Vice-chefs de section	750	600

Dans les appareils des comités provinciaux des régions de Moscou et de Leningrad

Secrétaires	1 100	900
Deuxièmes secrétaires et mandataires	1 000	750
Chefs de section et rédacteurs (1)	900	700
Vice-chefs de section et rédacteurs adjoints	750	600

Dans les appareils des comités régionaux ne faisant pas partie des terri-

Notes de la rédaction :

(1) Rédacteurs de journaux publiés par les organismes concernés ou sous leur contrôle.

toires, des comités territoriaux, des comités centraux des partis nationaux et des comités régionaux du PC ukrainien

Secrétaires	1 000	800
Chefs de section et rédacteurs	800	700
Vice-chefs de section et rédacteurs adjoints	700	600

Dans les appareils des comités régionaux faisant partie des territoires, à l'exception des comités régionaux d'Ukraine

Secrétaires	850	700
Chefs de section et rédacteurs	675	525
Vice-chefs de section	600	450

Dans les appareils des comités de districts (Okrougui)

Secrétaires	800	650
Chefs de section et rédacteurs	600	550
Vice-chefs de section	550	400

Dans les appareils des comités de ville de Moscou, Leningrad, Kiev

Secrétaires	900	750
Chefs de section et rédacteurs	600	550
Vice-chefs de section et rédacteurs adjoints	550	400

Dans les appareils de 24 comités de ville (liste n° 1)

Secrétaires	800	650
Chefs de section et rédacteurs	600	550
Vice-chefs de section et rédacteurs adjoints	550	400

Dans les appareils de 39 comités de ville (liste n° 2)

Secrétaires	750	625
Chefs de section	600	500
Vice-chefs de section et rédacteurs adjoints	525	375

Dans les appareils de tous les autres comités de ville et comités d'arrondissement urbain (sauf Moscou et Leningrad)

Secrétaires	600-700	500-600
Chefs de section	450-600	350-450
Vice-chefs de section	400-500	350-400

Dans les appareils des comités d'arrondissement de Moscou et Leningrad

Secrétaires	800	650
Chefs de section	625	500
Vice-chefs de section	600	450

Annexe II

Sur l'augmentation du salaire des cadres dirigeants des comités centraux et régionaux des syndicats

Comités centraux des syndicats en dehors de Moscou

Présidents	700-800
Secrétaires	600-700
Membres des présidium des comités syndicaux et chefs de section	500-600

Membres des comités régionaux des syndicats

Secrétaires	500-700
Secrétaires	450-600

Une annexe n° 3 définit l'augmentation du salaire des cadres dirigeants des commissariats du peuple et des institutions centrales de la République d'Ukraine (sauf les commissaires du peuple à l'Industrie locale).

Une annexe n° 4 définit l'augmentation des salaires des cadres dirigeants des commissariats du peuple des Républiques fédérées (sauf les commissariats du peuple des Républiques socialistes soviétiques de Russie et d'Ukraine, et les commissaires du peuple à l'Industrie locale).

Une annexe n° 5 définit l'augmentation de salaire des cadres dirigeants des Républiques autonomes, des comités exécutifs territoriaux, régionaux, de district des soviets et des comités d'arrondissement de ville des soviets.

Une annexe n° 6 définit l'augmentation des salaires des cadres dirigeants des comités d'arrondissement (2).

Une annexe n° 7 définit l'augmentation des salaires des cadres dirigeants des organismes économiques et des entreprises.

Au total, ces augmentations concernent plusieurs dizaines de milliers de cadres supérieurs du parti, des Komsomols (Jeunesses communistes) et des syndicats.

La séance du bureau politique du 17 février 1937

Le procès-verbal de cette séance se compose de 21 pages, plus 6 pages d'annexes.

Assistent à cette réunion élargie :

— les membres titulaires du bureau politique : Andreiev, Vorochilov, Kaganovitch, Kalinine, Mikoïan, Molotov, Ordjonikidzé, Staline, Tchoubar ;

— les membres suppléants : Jdanov, Petrovski ;

— les membres titulaires du comité central : Antipov, Baouman, Boubnov, Vareikis, Gamarnik, Iejov, Ivanov, Kaganovitch Mikhaïl (3), Knorine, Kroupskaïa, Litvinov, Lobov, Lioubimov, Meïlaouk, Piatnitski, Roukhimovitch, Stetski, Soulimov, Khrouchtchev, Chvernik, Iakovlev ;

— les membres suppléants : Grinko, Kaminski, Lozovski, Mekhlis, Poskrebychev, Ounchlicht (4) ;

— les membres du bureau de la commission de contrôle du parti : Akoulov, Kouibychev, Peters, Chkiriatoï, Iaroslavski ;

— les membres du bureau de la commission de contrôle soviétique (5) : sept membres, dont Lomov et Moskvine ;

— les membres de la commission de groupe du comité de contrôle du parti : 9 membres, dont Pospelov.

Le premier point porte sur l'ordre du jour du prochain plénum du comité central. L'ordre du jour proposé comporte trois points :

“a) 1. Elections au Soviet suprême de l'URSS : rapporteur : Jdanov. 2. Les leçons de l'activité de sabotage, de diversion et d'espionnage des agents nippono-germano-trotskyistes (projet de résolution du comité central du PCR(b) (6). Rapporteur : Iejov. 3. Sur les insuffisances de l'activité du parti et des mesures de liquidation des trotskystes et autres gens à double face dans les organisations du parti (projet de résolution du comité central du PCR(b). Rapporteur : Staline.

b) Projet de résolution du plénum du comité central du PCR(b) sur les rapports des camarades Ordjonikidzé et Kaganovitch.”

La réunion valide les décisions prises par consultation les 28, 29, 30 et 31 décembre 1936, puis adopte une résolution (n° 42) sur le recensement général de la population.

Elle confirme ensuite la résolution (n° 57) adoptée par consultation le 2 janvier 1937 *“sur les fautes du secrétaire du comité territorial de territoire d'Azov et de la mer Noire, le camarade Cheboldaïev, et sur la direction politique insa-*

(2) Il s'agit ici des arrondissements comme subdivisions des districts de province.

(3) Frère cadet de Lazare Kaganovitch, le compagnon de Staline. Se suicidera trois ans plus tard. Le Kouibychev dont il est question peu après est le frère cadet de Valerian Kouibychev, membre du bureau politique, mort à 47 ans en janvier 1935, moins de six semaines après l'assassinat de Kirov.

(4) La majorité absolue de ces présents seront liquidés physiquement ou poussés au suicide d'ici la fin de 1938.

(5) Commission de contrôle soviétique près le Conseil des commissaires du peuple.

(6) Initiales du Parti communiste russe (bolchévique).

tisfaisante du comité territorial du PCR(b)".

Selon ce texte, « le comité territorial et le camarade Cheboldaïev ont manifesté une myopie inacceptable pour des bolcheviks par rapport aux ennemis du parti (trotskystes, zinoviévistes, boukhariniens contre-révolutionnaires, terroristes et saboteurs, "gauchistes", droitières), à la suite de quoi, jusqu'à ces derniers temps, des ennemis jurés du parti, des espions et saboteurs trotskystes, arrêtés et démasqués depuis lors, se trouvaient aux postes essentiels dans toute une série d'organisations du parti de villes et de territoires.

Ont été arrêtés et démasqués des traîtres à la patrie et des saboteurs trotskystes à Rostov : le premier et le deuxième secrétaire du comité de ville du parti, le secrétaire du comité d'arrondissement du parti de (l'usine — NDA) Rostselmach, le président du soviet de la ville de Rostov, le directeur de l'usine Rostselmach, le secrétaire du comité de ville de Taganrog, le directeur de l'usine métallurgique de Taganrog, le secrétaire du comité territorial des Komsomols. »

L'adjoint du secrétaire du comité territorial du parti est accusé d'avoir communiqué des documents à "l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste-zinoviéviste-boukharinienne", alors que, lors de l'échange précédent des cartes du parti, 45 militants avaient été exclus. Cette fois-ci, plus de 400 militants qualifiés de trotsko-zinoviévo-boukhariniens sont exclus.

Cheboldaïev est démis de ses fonctions et envoyé comme premier secrétaire du comité régional de Koursk en remplacement du précédent secrétaire, Ivanov, limogé pour mauvaise direction économique.

La résolution prévient Cheboldaïev que "si, dans son activité ultérieure, il ne tire pas toutes les leçons des fautes qu'il a commises, le comité central du PCR(b) sera contraint de recourir à son encontre à des mesures plus sévères de sanctions du parti".

Andreïev est envoyé en mission à Rostov, Iakovlev à Koursk (pour poursuivre l'épuration).

Le bureau politique confirme les décisions prises par consultation les 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 13 janvier, dont la décision d'envoyer trois violonistes (Bousia Goldenstein, Marina Kozolikova et Micha Fikhtelgotz) à un concours de violon avec leur professeur, Iampolski.

Il confirme aussi une résolution (n° 105) prise le 13 janvier, concernant "les insuffisances dans la direction du parti du comité régional de Kiev du PC ukrainien et des lacunes dans le travail du comité central du PC ukrainien". Postychev, membre du bureau politique, est directement menacé par cette résolution.

Puis le bureau politique confirme les résolutions adoptées par consultation les 14 (dont une résolution sur l'Espagne), 15 et 16 janvier, dont une résolution (n° 129) sur le recensement de la population qui vient d'être effectué. La résolution décide de "confier au camarade Iakovlev l'organisation d'un groupe pour collaborer au travail de l'Office central des statistiques sur le recensement de la population de l'Union soviétique et sa vérification, à charge ensuite de communiquer les résultats de la vérification au Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et au comité central du PCR(b)".

Le bureau politique vote ensuite la résolution n° 131 sur les *Izvestia* (le quotidien) :

"1. Libérer le camarade Boukharine de sa fonction de rédacteur en chef des Izvestia.

2. Instaurer une direction collégiale, qui signera Collège de rédaction."

Le bureau politique confirme ensuite les décisions prises par consultation les 17, 18, 19, 20 et 21 janvier, dont la décision d'envoyer Stanislas Kossior (membre du bureau politique du PCR[b] et du secrétariat du comité central du PC ukrainien) à Vienne, avec sa femme, pour être soigné par le professeur Norfden, avec une somme de 2 000 dollars.

Il confirme ensuite les résolutions adoptées par consultation le 22, entre autres une "résolution sur l'affaire de Piatakov, Radek, Sokolnikov, Serebria-

kov et autres” (7). Classé dans le dossier spécial. Le bureau politique confirme aussi la résolution adoptée par consultation le 22 janvier et qui limoge Pachoukanis du poste de vice-commissaire du peuple à la Justice (8).

Il confirme encore les décisions prises par consultation les 23, 25 et 26 janvier, dont la décision n° 207, qui *“autorise le camarade Mikhaïl Kalinine (9) à subir une opération à l’œil droit et à lui accorder le congé nécessaire à cette fin”*.

Le bureau politique confirme ensuite les décisions prises par consultation le 27 janvier, dont la résolution n° 216, qui *“confirme le projet de résolution du comité exécutif central des soviets d’attribuer au commissaire du peuple aux Affaires intérieures, le cam. Iejov Nicolas Ivanovitch (10), le titre de commissaire général de la Sécurité d’Etat”* Puis il confirme les résolutions prises par consultation le 28 janvier, dont le projet d’ordre du jour du prochain plénum du comité central (son ouverture est prévue pour le 20 février).

“1. L’affaire Boukharine-Rykov.

2. La préparation des organisations du parti aux élections au Soviet suprême.

3. Les leçons du sabotage, de la diversion et de l’espionnage des trotskystes.”

Le bureau politique confirme les décisions prises par consultation les 29 et 31 janvier, dont la résolution n° 240, qui définissait la liste des rapporteurs au plénum du comité central et leurs obligations :

“a) Rapporteurs :

Sur le premier point (Boukharine-Rykov) : Iejov.

Sur le second point (leçons du sabotage, etc.) : Ordjonikidzé, au titre du commissariat du peuple à l’Industrie lourde ; Kaganovitch, au titre du commissariat du peuple aux Voies de communication ; Iejov, au titre du NKVD, et Andreiev, au titre des organisations du parti.

Sur le troisième point (les élections) : Jdanov.

b) Imposer aux rapporteurs l’obligation de présenter au bureau politique un projet de propositions le 5 février.”

Le bureau politique confirme la résolution 249 *“sur le plan d’Etat de plantation des pommes de terre pour l’année 1937, conformément à la méthode de Lyssenko”* (11).

Puis le bureau politique valide les décisions prises par consultation le 1^{er} février 1937 (dont le limogeage d’Abdoulalaïev du poste de deuxième secrétaire du comité central du PC tadjik), les 2, 3 et 5 février (qui comportent beaucoup de limogeages à l’exemple de celui de cet Abdoulalaïev). Il confirme entre autres la résolution du 5 février fixant l’ordre du jour définitif du plénum du comité central du 20 février.

Le premier point est maintenu à l’identique. Le second est à nouveau mentionné : *“Les leçons du sabotage, de la diversion et de l’espionnage des agents nippo-germano-trotskyistes”*, est aussi maintenu à l’identique, mais le rapport d’Andreiev est supprimé. En revanche, un troisième point est introduit *“Sur l’éducation politique des cadres du parti et sur les mesures de lutte contre les trotskystes et autres individus à double face dans les organisations du parti. Rapporteur : Staline.”*

Le point trois du précédent ordre du jour est maintenu et devient point quatre.

Puis le bureau politique confirme les décisions prises par consultation les 7, 8, 9 et 11 février, dont le remplacement

(7) Il s’agit des accusés du deuxième procès de Moscou (23-30 janvier 1937). Les quatre noms cités sont les quatre premiers noms de la liste établie par l’accusation. La résolution définit probablement le verdict dicté au tribunal.

(8) Pachoukanis était un fameux juriste soviétique. Il sera fusillé peu après ce limogeage.

(9) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), président du comité exécutif central des soviets, transformé ensuite en Soviet suprême.

(10) Nicolas Iejov : chef du NKVD de septembre 1936 à décembre 1938.

(11) Trofime Lyssenko (1898-1976) : jardinier-charlatan qui fut promu par Staline au rang d’agronome, décima la biologie soviétique et fut chanté par Aragon comme un grand savant dans un numéro spécial d’*Europe* d’octobre 1948.

comme plénipotentiaire en Espagne de Rosenberg par Gaïkis, les décisions prises le 13 février, dont deux limogeages, et une nouvelle modification (résolution n° 339) de l'ordre du jour du plénum du comité central : le point quatre (les élections) devient point deux et le rapport de Staline devient le point quatre, c'est-à-dire clôture les débats.

Puis le bureau politique valide les décisions prises par consultation les 14 (dont le limogeage de Kodatski, ancien collaborateur de Kirov, de la présidence du soviet de Leningrad), 15 et 16 février.

A ce procès-verbal, sont adjoints des annexes, dont deux méritent d'être signalées :

— L'annexe à la résolution n° 42 est un appel du comité central du parti et du Conseil des commissaires du peuple "à toutes les organisations du parti et des soviets, à tous les bolcheviks, à tous les membres du parti et sans parti", qui "souligne l'importance politique et économique énorme du recensement général de la population qui se déroulera le 6 janvier 1937". Le texte lance un appel "à manifester une collaboration totale" avec les personnels chargés d'effectuer le recensement.

— La deuxième annexe à la résolution 105 reproduit la résolution du comi-

té central du PCR(b) du 13 janvier 1937 "sur les insuffisances dans la direction du parti du comité régional de Kiev du PC ukrainien et les lacunes dans l'activité du comité central du PC ukrainien". On y lit : "L'appareil du comité régional de Kiev du PC ukrainien est truffé de trotskystes de façon exceptionnellement massive. A ce jour, ont été démasqués comme traîtres et saboteurs" sept dirigeants du comité régional.

La résolution poursuit : "Ces trotskystes, ayant dans leurs mains la majorité des postes dirigeants dans l'appareil du comité régional, nommaient dans l'appareil leurs gens à eux, des traîtres comme eux-mêmes, ou des gens qui se taisaient" (moltchalnikov) (sic !).

La résolution désigne ensuite les responsables de cet état de choses : Postychev, puis le premier secrétaire du comité régional, qui est limogé "pour manque de vigilance", et tout le bureau politique du PC ukrainien, dont son premier secrétaire, Stanislas Kossior. Tous ces dirigeants sont accusés de ne pas avoir tenu compte des leçons tirées dans les lettres du comité central après le meurtre de Kirov. La résolution dénonce enfin les mœurs du PC ukrainien, où la cooptation remplace les élections...

Jean-Jacques Marie



Images de Lénine



“Les ouvriers sont accablés par la mort de Lénine”

LES rapports du Guépéou publiés dans le recueil d'archives *Neizvestnaia Rossia* (La Russie inconnue), tome IV, pp. 9 à 23, donnent une image des réactions suscitées par l'annonce de la mort de Lénine, le 21 janvier 1924, dans les heures qui suivirent cette annonce.

Le Guépéou a recueilli les rumeurs, souvent extravagantes, mais révélatrices. Certes, il faut manier avec prudence les extraits choisis par la direction du Guépéou dans les rapports qu'elle reçoit : le chef du Guépéou, Felix Dzerjinski, est un partisan déterminé de Staline ; dans sa lutte pour la démocratisation du parti, Trotsky a explicitement mis en cause l'invitation faite par Dzerjinski à tous les militants du parti de dénoncer les opposants au Guépéou.

Mais Dzerjinski n'est pas Staline : s'il fait un choix orienté dans les rapports qu'il reçoit, il n'invente pas, ne fabrique pas et ne falsifie pas.

Avec la précaution indispensable d'usage, ces documents sont donc fiables, comme révélateurs des rumeurs qui circulent.

Celles-ci sont évidemment encouragées par le secret dans lequel se déroulaient les discussions internes à la direction du parti jusqu'à ce que Trotsky brise cette loi du secret en lançant la discus-

sion autour de *Cours nouveau* dans les colonnes mêmes de la *Pravda*, en décembre 1923.

La maladie qui l'éloigne de la lutte politique à partir du début janvier, la décision du bureau politique de lui donner un congé de deux mois pour aller se soigner dans le Caucase peu avant la mort de Lénine et le ton violemment antitrotsky de *la Pravda* et des *Izvestia* à l'occasion de la conférence du parti de janvier 1924, où l'Opposition de gauche est écrasée par les délégués nommés par l'appareil, alimentent les suppositions les plus invraisemblables (Trotsky est en fuite, il est blessé, il est emprisonné, etc.).

Le gouvernement de Moscou

“Le bruit se répand que Lénine est mort depuis six mois et qu'il a été conservé gelé pendant tout ce temps-là, et que c'est seulement grâce à l'exigence présentée par le congrès des Soviets qu'on leur présente Lénine mort ou vif qu'il a bien fallu annoncer sa mort.

En relation avec ces bruits, on enregistre des retraits sur les dépôts de la caisse d'épargne...”

Le gouvernement de Tambov

“En relation avec la mort de Lénine, on observe un état d’esprit de découragement chez les ouvriers. Au club des cheminots, une réunion où assistaient près de 1 000 personnes a voté à l’unanimité une résolution exigeant l’exécution immédiate de tous les socialistes-révolutionnaires, considérés comme responsables de sa mort (1). Des résolutions similaires ont été adoptées par les travailleurs de l’union des consommateurs, les employés communaux et le club des invalides. Ils ont élu des délégués, qu’ils envoient à Moscou.”

Le gouvernement d’Irkoutsk

“Au siège de la milice, on répand des bruits provocateurs sur une manifestation de chômeurs à Moscou ; les chômeurs se seraient présentés au Kremlin et auraient exigé de rencontrer Lénine pour négocier avec lui, mais au lieu de Lénine, on leur aurait envoyé un régiment armé de mitrailleuses, qui aurait refusé de tirer sur les manifestants. Les cadets et les Komsomols envoyés en renfort auraient abattu plusieurs centaines de chômeurs. On parle en plus d’un pogrome juif à Moscou, on raconte que Lénine est vivant et qu’il est parti à l’étranger avec Trotsky.”

Biélorussie

« Les ouvriers craignent que la mort de Lénine n’entraîne une scission dans les sommets et la mort du pouvoir soviétique. Les ouvriers sont accablés par la mort de Lénine. Il y a 8 000 chômeurs à Minsk. Les ouvriers de la majorité des entreprises sont mécontents du retard dans le règlement des salaires et des mauvaises conditions de logement. La mort d’Ilitch a provoqué une impression pesante chez les militants des soviets,

sur l’intelligentsia (...), chez les paysans. Le bruit court que Lénine sera remplacé par un Juif qui étrangleront (sic !) définitivement le peuple russe.

Le bruit court que la mort de Lénine entraînera la chute du pouvoir soviétique, que sa place sera occupée par un youpin, qui opprimer le peuple, et qu’après la mort de Lénine, l’autorité du parti s’effondrera...

Beaucoup craignent la guerre. Certains bruits affirment que Lénine, avant de mourir, a laissé un papier demandant de “ne pas offenser les paysans”... Les koulaks d’origine polonaise ont accueilli la mort de Lénine avec joie. »

Le gouvernement de Smolensk

« Pour les paysans, la mort de Lénine apparaît comme une lourde perte. A leur avis, ils ont perdu leur unique défenseur, et il aurait mieux valu que ce soit Trotsky qui meure, ils pensent que Trotsky succédera à Lénine comme président du Conseil des commissaires du peuple. Dans certains villages, les paysans font des versements en faveur des paysans sans terre en motivant cela par le fait que Lénine était le défenseur des paysans pauvres. En passant devant l’immeuble où sont accrochés des portraits de Lénine, les paysans se signent en lui promettant “le royaume des cieux”... »

Le gouvernement de Vladimir

“La mort de Lénine a suscité une profonde compassion dans les masses

Notes de la rédaction :

(1) Allusion à l’attentat des socialistes-révolutionnaires contre Lénine, le 30 août 1918. Lénine fut blessé de deux balles, dont une ne put jamais être extraite. L’une des fantaisies les plus remarquables de la nouvelle histoire en Russie est d’affirmer que l’attentat a été organisé par des dirigeants bolcheviques en désaccord présumé avec Lénine (Sverdlov et Dzerjinski).

paysannes. Dans les conversations, on souligne que Lénine était un bon gars et qu'il avait une grosse tête : il pouvait tout comprendre..."

Le gouvernement de Gomel

"En rapport avec la mort de Lénine, le bruit court chez les paysans que la mort de Lénine aura une influence fâcheuse sur le pouvoir soviétique, que les affaires des paysans iront plus mal, car

Lénine défendait leurs intérêts, que les pays capitalistes déclareront la guerre à la Russie soviétique et qu'il y aura un coup d'Etat. Le bruit court que Lénine a été empoisonné, que l'on s'efforce d'éliminer Kalinine (2), que le pouvoir tombera entre les mains des youpins, qu'il aurait mieux valu que ce soit Trotsky qui meure et que Dieu fasse que Lénine ne soit pas remplacé par un Juif."

(2) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), président du comité exécutif central des soviets. Cultivait sa ressemblance physique avec un paysan russe en se faisant même photographe en maniant la charrue.

Un conte sur Lénine

EN 1925 (ou 1926), l'écrivain L. Ilinski nota sur son carnet un conte sur Lénine, qu'il entendit raconter par des paysans de la province de Vladimir.

Ce conte, très bref, est une sorte de chant à la gloire de Lénine, considéré comme défenseur des paysans face aux commissaires chargés des réquisitions (pendant la guerre civile).

*"Lénine avait un ami, un camarade
Et l'un des tout premiers.
Un commissaire chargé
Des réquisitions.*

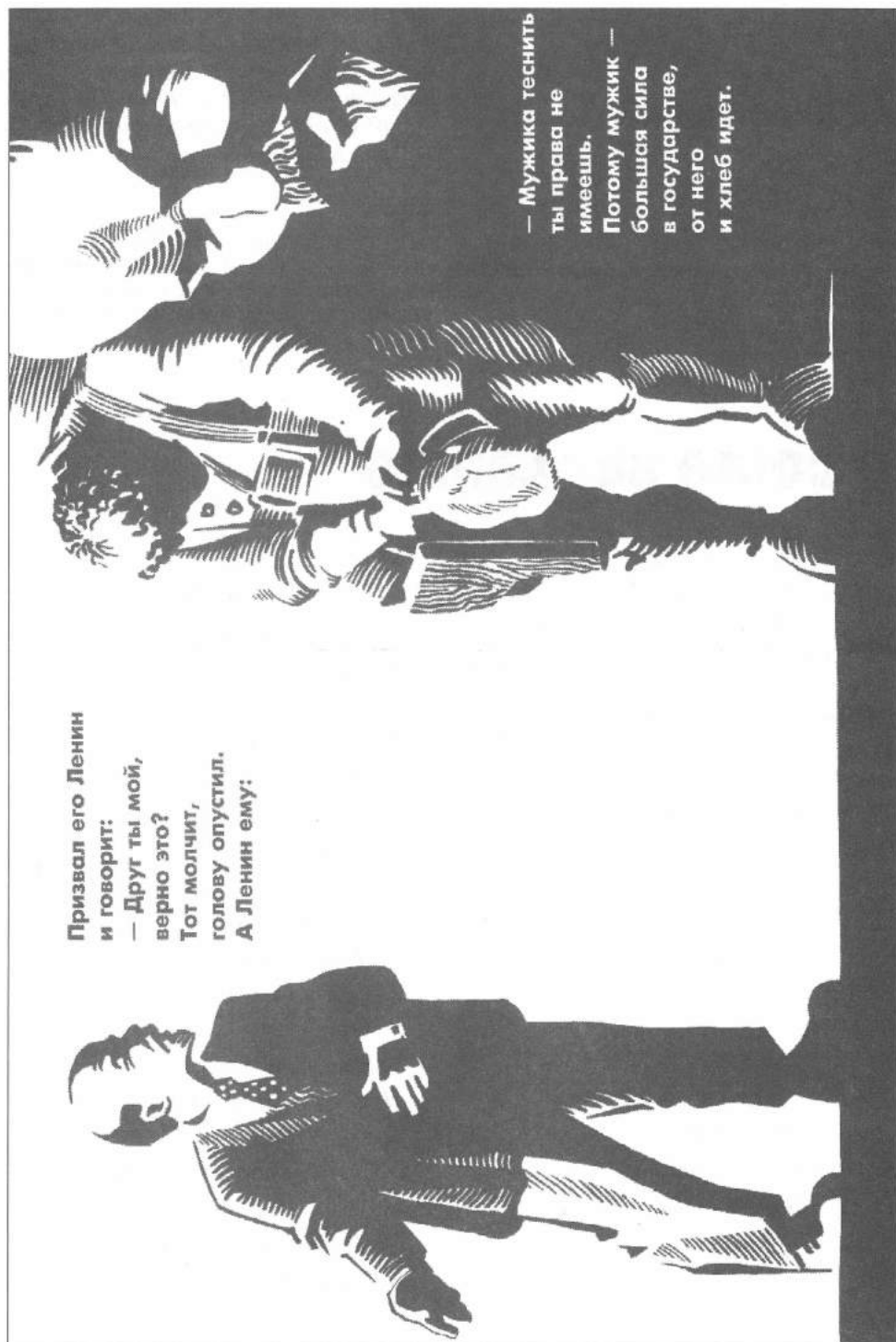
*Et voilà, on raconte à Lénine
Que son ami offense les moujiks
Et vit dans l'injustice
En gaspillant le bien du peuple.
Lénine l'appelle et lui dit
Mon ami est-ce vrai ?
L'autre se tait*

*Et baisse la tête.
Alors, Lénine, lui dit :
Tu n'as pas le droit
D'opprimer le moujik.
Parce que le moujik
Est une grande force
Dans l'Etat,
Car c'est de lui
Que vient le pain.*

*Et comme tu es mon ami
Je dois te châtier
De façon exemplaire.*

*Lénine a embrassé son ami,
Il lui a dit au revoir,
Il s'est détourné
Et il a ordonné de le fusiller.*

*Voilà comme était Lénine.
Il aimait la justice."*



Призвал его Ленин
и говорит:

— Друг ты мой,
верно это?
Тот молчит,
голову опустил.
А Ленин ему:

— Мужика теснить
ты права не
имеешь.

Потому мужик —
большая сила
в государстве,
от него
и хлеб идет.

**Une
conférence
du militant ouvrier
vietnamien
Ngo Van
au CERMTRI**

(20 octobre 2001)

Né en 1912 en Cochinchine (région de Saigon), dans une famille de paysans pauvres de treize enfants, Ngo Van a très vite pris part à la lutte contre le colonialisme, ses colons et son administration.

Il a, en 1936, constitué une organisation trotskyste distincte de la section vietnamienne de la IV^e Internationale, dirigée par Ta thu Thâu, pour des raisons qu'il explique dans ses deux livres. La même année, il est arrêté et connaît les traitements brutaux de la Sûreté française.

Il échappe de peu, au lendemain de la guerre, au massacre généralisé des trotskystes de toutes tendances organisé au Vietnam conjointement par les troupes coloniales et le Viêt minh stalinien, favorable alors, sur ordre du Kremlin et du PCF, à l'inclusion de l'Indochine dans une Union française (bien entendu, rénovée !), et quitte le pays en 1948.

C'est à ce quart de siècle de lutte anticoloniale et, par voie de conséquence, antistalinienne, qu'il a consacré la conférence qu'il a donnée au CERMTRI le 20 octobre 2001.

Une guerre de cent ans...

BONJOUR, chers amis, et merci à Jean-Jacques Marie de m'avoir invité à vous apporter ce témoignage. Je vous parlerai de cette période compliquée et méconnue de l'histoire du Viêt Nam qui a précédé de ce qu'on a appelé les guerres d'Indochine et du Viêt Nam.

Les deux ouvrages que j'ai publiés sur le Viêt Nam avaient comme but premier de rendre à la mémoire le combat oublié d'un certain nombre de révolutionnaires, qui ont combattu l'impérialisme colonial non seulement pour l'indépendance nationale, mais qui luttaient pour une transformation radicale de la société tout entière.

Le premier, *Viêt Nam 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, a tenté de faire en quelque sorte la chronique des luttes ouvrières et paysannes contre le régime colonial, la chronique critique du Parti communiste indochinois, de sa métamorphose en parti-Etat, qui façonna le visage du Viêt Nam actuel, et enfin et surtout la chronique de l'Opposition communiste de gauche indochinoise, depuis sa naissance en 1930 à son adhésion comme section de la IV^e Internationale en 1938, jusqu'à l'extermination presque complète de ses combattants en 1945-1950.

Le second livre aborde sous l'angle d'un témoignage plus direct certains aspects de cette lutte oppositionnelle. Avant d'en venir au cœur de ce sujet, je voudrais tout d'abord rappeler quelques faits.

Du temps de la colonisation française, l'Indochine comprenait le Viêt Nam, le Cambodge et le Laos. Les colonisateurs avaient divisé le Viêt Nam en trois régions : le Tonkin au nord, l'Annam au centre et la Cochinchine au sud. Le Tonkin et l'Annam étaient des protectorats et la Cochinchine une colonie. Les Tonkinois et les Annamites, appelés les "*protégés français*", administrés par les mandarins de la cour de Huê, sont soumis au régime juridique féodal barbare (les peines comportent la bastonnade, la strangulation, la mort lente...), tandis que les Cochinchinois, appelés "*sujets français*", sont soumis à l'administration directe des Français, régie par le Code pénal français modifié, non moins arbitraire.

•
• •

L'Indochine s'est réveillée dans les consciences françaises à partir de la reconquête en 1945 et de la première guer-

re d'Indochine, qui s'est terminée à Dien Bien Phu et à la conférence de Genève en 1954, après 95 ans de domination coloniale française. Ensuite, il y a eu une nouvelle prise de conscience avec l'intervention américaine au Viêt Nam. Cela, en gros, on le sait, mais en revanche, souvent, on ignore ce qui s'est passé avant...

•
• •

Porte-parole de la bourgeoisie française de la III^e République, Jules Ferry déclara à l'Assemblée nationale en 1884 : *“Les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures...”*

Puis, développant ses déclarations faites à la Chambre le 29 juillet 1885, Jules Ferry, toujours, écrivait :

“La colonisation est fille de la politique industrielle... L'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique, et le champ d'emploi des capitaux, comme la demande du travail, se mesure à l'étendue du marché étranger.”

Ainsi, la conquête de l'Indochine et sa domination politique visait à en faire une terre de rapport, à transformer le pays en un marché exclusif pour les produits de l'industrie française, à s'y procurer des matières premières (charbon, minerais, caoutchouc, riz, coton...), à exploiter une main-d'œuvre bon marché (voisine de l'esclavage dans les mines, les plantations de caoutchouc, les manufactures...).

•
• •

On peut dire sans exagérer que la guerre coloniale a en fait commencé à partir du moment où les premières troupes françaises ont mis le pied en Indochine en 1859 (prise de Saïgon). Le pouvoir colonial, une fois établi dans le pays, a mené une guerre permanente contre la population paysanne et ouvrière en révolte latente ou ouverte, larvée ou insurrectionnelle. Ce mouvement de ré-

volte eut lieu au début sous l'égide de lettrés, de chefs religieux, de sociétés secrètes. À partir des années 1920 apparaissent les formations politiques nationalistes modernes qui seront à la tête de ces mouvements.

En 1923, en Cochinchine, Nguyen an Ninh publie *La Cloche fêlée*, journal semant l'irrespect du pouvoir colonial. Il exhorte les jeunes qui le peuvent à s'expatrier en France pour élargir leur horizon, car, d'après lui, l'oppression vient de France, mais l'esprit de libération vient aussi de France. En 1926, Saïgon connut son premier printemps de révolte. Dans un meeting convoqué par Nguyen an Ninh, le menu peuple de Saïgon en masse manifesta ouvertement contre le pouvoir colonial, réclamant les libertés démocratiques. À l'occasion des funérailles du vieux révolutionnaire Phan châu Trinh, la population de tout le pays s'est rassemblée en grandiose manifestation contre les maîtres.

À l'appel de Nguyen an Ninh, des jeunes éveillés émigrent en France. Le Parti communiste français en envoie un certain nombre à Moscou pour être formés comme révolutionnaires professionnels. Quelques-uns parmi ces émigrés, qui n'iront pas à Moscou, se méfiant de l'URSS déjà sous la poigne de Staline, adhèrent à l'Opposition de gauche trotskyste en France.

C'est en 1923 que l'émigré Nguyễn ai Quốc (qui prendra plus tard le nom d'Hô chi Minh) s'est rendu à Moscou, envoyé par le Parti communiste français auquel il a adhéré après le congrès de Tours de 1920. Sous l'égide de Moscou et de la Troisième Internationale, il fonde en 1925, à Canton, le *Thanh niên cach mang đông chi hôi* (l'Association des Jeunes camarades révolutionnaires), qui accueille et regroupe les révoltés annamites émigrés en Chine. Après quelques mois de formation, ces révolutionnaires professionnels rentrent au pays. Rapidement, le *Thanh niên* s'implante, surtout dans la paysannerie, du nord au sud du Viêt Nam, à partir des années 1925-1926.

En 1927, à Hanoi, se forme dans la clandestinité le Parti national du Viêt

Nam (VNQDD, *Viêt Nam quốc dân đảng*), dont le but déclaré est de chasser les Français de l'Indochine et de constituer une république bourgeoise-démocratique. Comme moyens, ils prônent la conspiration, le complot militaire et le terrorisme. En février 1930, le Parti national du Viêt Nam fomenta l'insurrection des tirailleurs de la garnison de Yen-bay (Nord-Viêt Nam)

Elle fut noyée dans le sang et le Parti national du Viêt Nam fut annihilé.

•
• •

Le groupement nationaliste proto-bolchevik *Thanh niên*, forgé par Nguyễn ái Quốc (le futur Ho chi Minh) à Canton, s'est réorganisé en Parti communiste indochinois en février 1930.

A partir du 1^{er} mai 1930, ses militants organisent des marches de paysans pauvres vers les centres administratifs pour demander la diminution de l'impôt personnel et un sursis de paiement, le 1^{er} mai étant la date limite du recouvrement. Le mouvement se développe essentiellement en Cochinchine et en Annam, Le pouvoir colonial répond par des fusillades à ces manifestations pacifiques.

Rapidement, le parti orienta le mouvement de revendications économiques vers l'insurrection, pour renverser l'impérialisme colonial, prendre le pouvoir et instaurer un régime soviétique.

Cela correspond à la politique dite de la "troisième période" professée par Moscou à cette époque

Dans le Nord-Annam, se forment les soviets paysans du Nghê Tinh en septembre 1930-début 1931. Dans le Centre-Annam, des postes militaires sont attaqués par des formations de guérilleros. Dans le Sud, la jacquerie naissante exécute des notables policiers.

Une répression sanglante aura raison du mouvement paysan. Des milliers de paysans tombèrent, massacrés, emprisonnés, envoyés au bagne. Le Parti communiste fut quasi détruit.

Après l'écrasement du mouvement paysan, deux groupes d'opposition de gauche communiste, l'un dans le Nord-Annam et l'autre en Cochinchine, naissent à l'intérieur du parti. Ils critiquent sa politique dirigée principalement par des révolutionnaires professionnels "retour de Moscou", la base n'étant jamais consultée et ne servant que de masse de manœuvre. Le groupe cochinchinois juge que le Parti communiste indochinois, faisant porter l'essentiel de ses efforts en direction de la campagne, avait négligé le prolétariat urbain des centres industriels qui, théoriquement, paraissait seul apte à devenir l'avant-garde de la révolution puisque, si jeune et faible fût-il, il tenait dans ses mains les centres nerveux du système d'exploitation économique et de domination coloniale.

Ce groupe fut actif chez les coolies et les ouvriers de Saigon et constitua le groupe clandestin *Thang muoi* (Octobre), animé par Ho huu Tong et Đào hung Long. Ils sortirent des cahiers théoriques du même nom (huit numéros, d'août 1931 à mars 1932).

Ta thu Thâu, qui venait d'être expulsé de France pour avoir manifesté aux Champs-Élysées contre les condamnations à mort des insurgés de Yen Bay, de son côté, rassemblait autour de lui d'autres militants désorientés par l'échec du PCI. Le groupe publiait la feuille de combat *Cong san* (Communisme).

En novembre 1931, les deux groupes fusionnaient dans le Ta doi lap. Ils gardaient le *Thang muoi* (Octobre) comme organe théorique et le "Ta doi lap tung thu" (Editions de l'Opposition de gauche) diffusait en traduction vietnamienne des classiques marxistes (*Manifeste communiste, ABC du communisme, de Boukharine, Socialisme utopique et socialisme scientifique, de Friedrich Engels...*), une quinzaine de titres. Travail gigantesque pour un groupe aussi réduit dans la stricte clandestinité.

Ce mouvement, à peine né, fut brisé par la répression : la Sûreté découvrit les "imprimeries".

En août 1932, 65 militants et sympathisants furent mis sous les verrous, dont une trentaine à Saigon.

•
• •

Cela posé, histoire de porter un témoignage concret, il va m'arriver, comme dans ce livre de souvenirs, *Au Pays de la Cloche fêlée*, d'employer la première personne, et je m'en excuse.

C'est quand, à 14 ans, j'ai quitté mon hameau pour aller travailler en ville à Saïgon dans une firme française de produits métallurgiques que j'ai commencé à suivre de plus près l'actualité des mouvements révolutionnaires.

Vers 1930, j'avais commencé à lire Marx à la bibliothèque municipale de Saïgon après le travail, en donnant un faux nom, bien sûr. J'essaie de traduire en viet *Le Manifeste communiste*. Un copain de travail, rencontrant un rédacteur dans un journal, qui se trouvait être Ho huu Tuong, dont je vous ai montré le portrait tout à l'heure, lui parla de mon essai de traduction. Ho huu Tuong voulut me voir. Il sentit mon envie d'agir et m'initiant à la clandestinité, il me présenta à Dào hung Long, dont je vous ai aussi parlé tout à l'heure. J'entre donc en contact avec ce groupe d'Opposition trotskyste cochinchinois animé par Ho huu Tuong. A mon travail, j'essaie de rassembler discrètement en une amicale (car les mots *công hôi*, syndicat, sont impossibles à employer en pleine répression) la plupart des coolies et les deux chauffeurs de camions, dont le but était autant de nous entraider en cas de coups durs, décès, maladie, que d'entretenir au moins entre esclaves un climat de fraternité. On se réunissait à une trentaine ou plus, avec précaution, une fois chez l'un en banlieue, une fois chez l'autre en ville, sous prétexte d'anniversaire de mariage, ou simplement de fête. Car est interdite toute réunion de plus de dix-neuf personnes sans autorisation préalable. Un matin, les coolies refusent de rentrer dans la boîte à l'ouverture des portes et restent dans la rue. C'est la première grève, spontanée, des moins payés de la firme. Ils réclament une meilleure paye et dénoncent les coups et les insultes ordurières. Les négriers ne cèdent pas sur le coup, mais à l'échéance suivante, les

salaires les plus bas ont été légèrement augmentés.

•
• •

Le mouvement oppositionnel trotskyste fut démantelé par la Sûreté politique française en août 1932.

Les procès de 21 militants de l'Opposition de gauche trotskyste le 1^{er} mai 1933, suivi de celui des 121 du Parti communiste le 3 mai, marque pratiquement la fin du mouvement souterrain. La plupart des militants sont en prison ou déportés dans les bagnes.

•
• •

1933 : c'est l'époque, totalement insolite dans l'histoire, d'un front unique entre staliniens et trotskystes, alors que les staliniens, en URSS d'abord, et partout ailleurs comme plus tard en Espagne, poursuivaient l'élimination politique et physique des trotskystes. Ce front, donc, s'est formé à l'occasion des élections municipales de Saïgon, en avril 1933, autour de Nguyễn an Ninh.

C'est son charisme généreux et son influence qui firent que les deux tendances communistes (staliniens et trotskystes, qui le considéraient comme leur aîné) acceptèrent de former un front unique au sein du journal *La Lutte* en 1933. Les deux tendances se sont donc entendues pour diffuser les idées marxistes et pour s'abstenir de critiquer mutuellement leurs positions trotskyste ou stalinienne, afin de lutter ensemble contre le pouvoir colonial sur la scène légale.

Elles firent ainsi cause commune de 1933 à 1937, c'est un phénomène unique dans l'histoire du mouvement communiste, mais d'un certain point de vue, on peut le comprendre facilement, car, sous le régime colonial, l'Indochine était une véritable prison et il était naturel que les prisonniers s'unissent contre leurs gardes-chiourme.

Le 2 mai 1935, coup de tonnerre dans le monde des réfractaires à l'ordre impérialiste : Staline signait avec Laval le "traité franco-soviétique d'assistance mutuelle" et approuvait officiellement la France de développer sa force militaire. Le Parti communiste français va s'efforcer docilement d'éteindre tout esprit antimilitariste et de soutenir l'intégrité de l'empire tricolore. Progressivement, le Parti communiste indochinois va s'aligner, et ce, en dépit des inévitables résistances internes. *La Lutte* — journal de collaboration entre staliniens et trotskystes — se tut.

La nouvelle ligne imposée au PC indochinois rendait pourtant urgente une critique radicale. Les trotskystes légaux étaient ligotés par leur contrat de front unique avec les staliniens dans le groupe *La Lutte*. C'est pourquoi, devant cette soumission au nationalisme stalinien, avec Lu sanh Hanh, ancien dissident du Parti communiste que Ho huu Tuong m'avait présenté à sa sortie de prison, et un autre camarade, Trinh van Lâu, nous décidons de créer la *Ligue des communistes internationalistes pour la construction de la IV^e Internationale*. Nous craignons que, dans le pays, la victoire du nationalisme sur l'impérialisme colonial signifiait simplement l'avènement d'une bourgeoisie autochtone et que la condition des exploités demeurât désespérément la même.

Je m'occupais la nuit, avec un tout jeune typographe, du montage de notre imprimerie clandestine artisanale avec du matériel récupéré. J'apprenais à composer et nous avons pu sortir une brochure théorique *Cach mang thuong truc* (Révolution permanente), qui circula dans la clandestinité. Vers la fin de 1935, notre groupe lançait la feuille de lutte *Tien dao* (L'Avant-Garde) tirée à la ronéo.

Elle reprit les critiques anciennes des oppositionnels et y ajouta que les Partis communistes ne devaient pas se laisser réduire au rôle d'auxiliaires de la diplomatie russe, que si la guerre impérialiste éclatait, le devoir serait de la transformer en guerre civile, que l'URSS ne devait être défendue que par l'action révolutionnaire du prolétariat.

La première action pratique de notre groupe fut le soutien aux cochers en grève. Les cochers de "boîtes d'allumettes" (tilbury) étaient entrés en effervescence contre les tracasseries destinées à les éliminer en faveur de la Compagnie française des tramways.

Le 25 décembre 1935, ce fut la grève quasi totale parmi eux. Le lendemain, ils manifestèrent sur la place du Marché central de Saigon et demandèrent aux conseillers municipaux staliniens et trotskystes nouvellement réélus d'intervenir.

Alors, la répression fit rage. La Sûreté perquisitionna au bureau du journal *La Lutte* et emmena tous les rédacteurs, ainsi que Ta thu Thâu, récemment élu, pour entraves à la liberté du travail.

Nous déménageâmes notre imprimerie plusieurs fois.

•
• •

Puis, arrive juin 1936. A l'avènement du gouvernement de Front populaire, présidé par Léon Blum et soutenu par le Parti communiste, les ouvriers de la métropole, partout, se mettent en grève, partout occupent les usines. Le temps de l'espoir serait-il enfin venu pour nous aussi, esclaves coloniaux ? Notre Ligue internationaliste décida d'appeler nos frères et sœurs à s'élancer vers la sortie de l'enfer.

Ce fut juste au moment où nous entrions en action que notre noyau tomba entre les pattes de la Sûreté, le mercredi 10 juin 1936. Notre arrestation n'a pu empêcher la diffusion dans Saigon la nuit du 11 juin de notre tract d'appel à la formation des comités d'action et à la grève générale.

Encouragés par le mouvement métropolitain de grèves suivi d'occupations d'usines, les ouvriers d'Indochine se sont dressés pour réclamer aux maîtres le repos du dimanche, la journée de huit heures, le droit syndical. Des grèves éclatèrent dans tout le pays, dont les plus importantes paralysèrent l'Arsenal, les chemins de fer.

Un Code du travail dérisoire fut promulgué, mais ni le droit syndical ni le droit de grève ne furent reconnus.

Le programme du Front populaire français comportait l'envoi d'une commission d'enquête parlementaire sur les aspirations des peuples colonisés. Ta thu Thâu et *La Lutte* appelèrent à la formation de comités d'action et à la désignation de délégués à un Congrès indochinois conçu comme esquisse d'un Front populaire local. La campagne pour le Congrès fut lancée, des milliers et des milliers de tracts répandus. L'essor des comités d'action fut fulgurant. Dans la région de Saïgon-Cholon, ils s'organisent à la Compagnie française des tramways, à la fabrique de cigarettes, aux Distilleries de Bình taây, aux dépôts pétroliers de Nhà bè, aux chemins de fer, dans les imprimeries, chez les cochers. L'effervescence populaire crût comme une marée puissante. L'administration coloniale prit peur et alerta Paris ; le 8 septembre 1936, le ministre des Colonies, Moutet, interdisait "la réunion à Saïgon d'un congrès de plusieurs milliers d'individus en raison de troubles possibles". Il y eut une vague d'arrestations. C'est ainsi que Nguyen an Ninh, Ta thu Thâu et Nguyen van Tao nous rejoignirent à la Maison centrale.

Eux sous les verrous, le mouvement du Congrès indochinois est décapité. Le gouverneur de Cochinchine ordonne la dissolution des comités d'action. Les mêmes jours, nous accueillons parmi nous en prison les dix-sept paysans du comité d'action de Bèn luc.

C'est au milieu de cette cohabitation entre staliniens et trotskystes en prison que nous apprenons les procès de Moscou.

Le front trotskyste-stalinien dans *La Lutte* nous paraît plus que jamais un véritable paradoxe. Les trotskystes russes sont traités de vipères lubriques à Moscou, emprisonnés, déportés, massacrés : combien de temps les trotskystes d'Indochine échapperont-ils encore à la condamnation de Staline et de ses partisans locaux ?

Alors, donc, que Ta thu Thâu et son équipe persistent dans le maintien d'une

ligne unitaire à ce point boiteuse à l'intérieur de *La Lutte*, nous apprenons, en mars 1937, que, à l'encontre de leur silence obligé, notre compagnon de lutte en liberté Ho huu Tong avait relancé *Le Militant*, "organe de défense prolétarienne et de combat marxiste", et y publiait le *Testament de Lénine*, avec sa mise en garde contre la brutalité et la déloyauté de Staline.

Un dimanche matin, en prison toujours, je fus très ému à l'apparition de Dao hung Long, mon vieux copain perdu de vue depuis 1932. Il avait été condamné à un an de prison en 1933 et envoyé aux travaux forcés dans les carrières de Chau doc. Là, il avait entraîné les prisonniers de droit commun à refuser la corvée, puis à faire la grève de la faim.

Son arrestation, me confia-t-il, eut lieu à l'occasion d'une importante réunion clandestine organisée par les trotskystes le soir du 29 mai 1937. Pour la première fois s'étaient rassemblés les délégués ouvriers d'une quarantaine d'entreprises et ateliers de Saïgon-Cholon (de l'Arsenal, des ateliers de l'artillerie, des chemins de fer, des tramways, des forges, Ateliers et Chantiers d'Indochine (FACI), de la poste, de l'Est-Asiatique, du Caoutchouc manufacturé, de la Compagnie des eaux et d'électricité, des imprimeries Portail, Ardin, l'Union, des trois grands garages de la ville, des Distilleries de l'Indochine, des porteurs de sacs de paddy des rizeries chinoises, les Rizeries d'Extrême-Orient, à Cholon...) pour constituer la Fédération syndicale ouvrière.

Avec la soixantaine d'ouvriers présents, Dao hung Long s'est fait cueillir lors de la descente musclée des flics de la Sûreté en pleine réunion.

Les trotskystes affirmaient plus que jamais leur présence dans le mouvement ouvrier. La Sûreté s'en alarmait. Un de ses rapports mentionne :

"L'influence des agitateurs révolutionnaires favorables à la IV^e Internationale a progressé en Cochinchine, notamment dans les milieux ouvriers de la région de Saïgon-Cholon. L'élément ouvrier est acquis davantage au parti trotskyste qu'au PCI."

En mai 1937, sur ordre de Moscou, Gitton, du bureau colonial du Parti communiste français, enjoint les staliniens vietnamiens de rompre avec les trotskystes. Les staliniens quittent le groupe La Lutte, fondent un nouveau journal, *L'Avant-Garde*, dans lequel ils traitent les trotskystes, leurs alliés de la veille, de "frères jumeaux du fascisme".

A la sortie de mon premier séjour en prison, en juin 1937, avec Dao hung Long, je publie une brochure en vietnamien dénonçant les procès de Moscou, qui fut saisie dès la sortie de l'imprimerie.

En 1938-1939, le Parti communiste indochinois marche à l'ombre du drapeau tricolore français. Il soutient la politique du gouvernement colonial pour la défense de l'Indochine contre la menace japonaise, allant jusqu'à soutenir le lancement d'un emprunt, et même le recrutement supplémentaire de tirailleurs indigènes.

Le Parti communiste fait alliance avec la bourgeoisie constitutionnaliste aux élections coloniales d'avril 1939, et est vaincu, tandis que la liste trotskyste Quatrième Internationale de Ta thu Thau, qui avait combattu l'emprunt et le recrutement des tirailleurs, obtint trois élus. (C'est une victoire qu'il faut nuancer en précisant qu'il s'agissait d'une élection censitaire, mais les électeurs bourgeois et petit-bourgeois s'opposaient à la politique de défense nationale, qui augmente impôts et taxes.)

Le 20 mai 1939, dans un télégramme au ministre des Colonies, le gouverneur général Brévié se félicitait de la position des staliniens locaux :

"Alors que les communistes staliniens ont compris avec Nguyen van Tao que l'intérêt de la masse annamite lui commandait de se rapprocher de la France, les trotskystes, sous l'égide de Ta thu Thâu, ne craignent pas de pousser les indigènes à se soulever, afin de faire leur profit d'une guerre possible pour obtenir la libération totale."

Après l'échec du Parti communiste à ces élections et la victoire des trotskystes, Ho chi Minh, qui était toujours en Chine, à Guilin, envoie à ses cama-

rades d'Hanoi la directive d'éliminer "politiquement" les trotskystes. (Il sera écouté : ses partisans massacrèrent les trotskystes dès l'accession de Ho chi Minh au pouvoir, en 1945.)

En septembre 1939, débute la seconde boucherie mondiale. En Indochine, c'est la rafle générale, tous les suspects politiques pratiquement sans exception sont envoyés dans les camps de travail, les bagnes, les prisons.

1939-1940 : lors du pacte Hitler-Staline, le Parti communiste indochinois fit volte-face, considérant de nouveau l'impérialisme français comme l'ennemi : ils ne soutiennent plus le gouvernement colonial contre le Japon (qui occupe l'Indochine en 1940, en laissant l'administration coloniale française exister sous son contrôle jusqu'au 9 mars 1945). C'est pourquoi, après la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, en Cochinchine, le Parti communiste, bien que démantelé, mais conservant encore une base rurale importante, déclenche en novembre 1940 une insurrection paysanne en Cochinchine pour la prise du pouvoir.

Cette stratégie en zigzag, de brusque retournements, a eu des conséquences tragiques. L'insurrection fut noyée dans le sang. Il y aura des milliers de tués et de prisonniers, et des centaines de condamnés à mort.

De 1940 à 1945, ce fut l'absence de toute opposition contre l'administration française, sous la botte des Japonais. Tous les subversifs sont en prison, au bague ou dans les camps de travail.

1941. Afin de reconstituer les forces démantelées du Parti communiste indochinois par la répression française de 1939-1940, Nguyễn ai Quoc, devenu Ho chi Minh, mit sous le boisseau l'étiquette communiste et créa le Viêt minh (abrégé de Viêt Nam doc lap dong minh, Front pour l'indépendance du Viêt Nam), dont l'objectif immédiat était, je cite :

"Chasser les fascistes français et japonais pour rétablir l'indépendance complète du Viêt Nam, en alliance avec les démocraties en lutte contre le fascisme et l'agression."

De son programme, étaient exclues la lutte de classes et la révolution agraire, car il ne fallait pas effrayer bourgeois et propriétaires fonciers qu'il voulait rallier.

Le Viêt minh se consacre à l'organisation d'un réseau clandestin dans le Haut-Tonkin et, dès novembre 1941, un premier groupe de guérilleros, embryon de la future "Armée de libération", était mis sur pied.

En réalité, le Viêt minh, c'est le Parti communiste indochinois travesti.

En 1944, Ho chi Minh demande aide aux fameux services secrets américains de l'Office of Strategic Service (OSS), qui lui fournit des armes et des instructeurs.

Le 15 août 1945, c'est la capitulation japonaise. Les Alliés décident que le Viêt Nam sera occupé au nord du 16^e parallèle par les troupes chinoises de Tchang Kai-shek et au sud par les troupes anglaises.

Avant l'arrivée des troupes d'occupation, profitant d'un vide politique, et devant l'indifférence des Japonais vaincus, Ho chi Minh prend le pouvoir à Hanoi, tandis que ses partisans prennent le pouvoir dans le sud.

En septembre 1945, à Saigon, le lendemain d'une grande démonstration de force stalinienne, nous distribuons un tract, au nom de la Ligue des communistes internationalistes, sur la place du Marché central, qui appelle la population à s'armer, à s'organiser en comités du peuple, à constituer des milices populaires... Les gens cherchent à se procurer des armes. Dans Saigon, des comités du peuple (réminiscence des comités d'action de 1936) surgissent spontanément, nombreux, comme organismes de gestion locale. Déjà, au mois d'août, les ouvriers des quartiers de Saigon avaient élu les leurs. Des embryons de conseils populaires poussent partout ; le dynamisme apparaît irrésistible.

La Ligue se déploie dans la coordination de ce mouvement. Elle ouvre dans un quartier populaire de Saigon un local, où les délégués élus peuvent se rassembler, protégés par des ouvriers armés.

Ces délégués diffusèrent une déclaration dans laquelle ils affirmaient leur indépendance vis-à-vis du gouvernement *de facto* stalinien et leur condamnation résolue de toute atteinte à l'autonomie des décisions ouvrières et paysannes. Le gouvernement stalinien a envoyé ses flics et jeté les délégués en prison pour les traduire devant un tribunal dit populaire.

Les troupes anglaises réarment les Français, qui entreprennent la reconquête du Sud. C'est alors qu'éclate l'insurrection de Saigon, le 23 septembre 1945.

Le soir de l'insurrection de Saigon, le 23 septembre 1945, les ouvriers des Ateliers de tramways décident de participer à l'insurrection contre le retour des Français en toute autonomie. Dans l'esprit internationaliste de la Ligue, prenant à la lettre les appels à l'armement du peuple, ils ont rompu avec la Confédération générale du travail stalinienne, baptisée "Ouvriers du salut national", et se sont rassemblés en une "milice ouvrière" (une appellation inspirée de la guerre d'Espagne). La soixantaine de combattants s'est organisée en groupes de onze, placés chacun sous la responsabilité d'un camarade choisi par nous-mêmes. La milice ouvrière prend position au centre de la première ligne du front, pendant l'encerclement de Saigon occupé par les troupes anglaises et françaises. Elle a ainsi participé au combat contre les forces coloniales en essayant de créer une organisation révolutionnaire qui ne doive rien à des stratégies imposées du sommet. Toutes les forces armées qui étaient contre le retour des Français dans le sud — les sectes religieuses Cao dai et Hoa Hao, les différents groupes armés, dont les groupes trotskystes qui avaient tous affronté sur le terrain les troupes coloniales anglo-françaises —, tous ont été ensuite détruits, physiquement éliminés par le Viêt minh. Cela a commencé par l'assassinat des trotskystes et ensuite des chefs des autres formations, pour installer le pouvoir absolu du Viêt minh dans la conduite de la résistance.

Dans le nord, Ho chi Minh avait réussi à s'entendre avec les Chinois des troupes d'occupation pour se maintenir

au pouvoir, jusqu'à l'arrivée du corps expéditionnaire français, qui, les Chinois partis, entame la reconquête en décembre 1946. Comme dans le sud, Ho chi Minh avait fait assassiner tous les trotskystes dès son avènement au pouvoir et détruit après le départ des Chinois les autres mouvements nationalistes de libération.

•
• •

Je voudrais évoquer ici quelques moments forts et occultés de cette véritable lutte de classe intégrée dans la lutte pour l'indépendance.

Au moment où Ho chi Minh avait pris le pouvoir dans le nord, en août 1945, dans l'enthousiasme de la libération, les 30 000 mineurs des Charbonnages de Hongai-Campha ont cru qu'ils étaient libres de prendre leur destin en main. Ils ont élu des conseils pour gérer eux-mêmes la production minière. Ils contrôlaient les services publics du district, les chemins de fer, le télégraphe, ils appliquèrent le principe du salaire égal pour tous à tous les échelons du travail manuel et intellectuel. Ils se sont même attaqués à l'analphabétisme en organisant des cours entre eux. Ainsi, la vie s'est-elle organisée dans cette Commune ouvrière, sans chef, sans flics.

Mais le mouvement était resté isolé, donc terriblement vulnérable ; les troupes du gouvernement de Ho chi Minh furent envoyées afin d'encercler le district des mines ; leur commandant interpelle les mineurs, invoquant la nécessité de l'union nationale et, afin de les amener à reddition, promet le maintien d'un certain statu quo de leur Commune. Cela n'a pas traîné : non seulement il fait arrêter tous les délégués ouvriers élus, mais il remplace immédiatement les conseils par une nouvelle hiérarchie de cadres viêt minh. Et bientôt règne sur le district, après trois mois d'autonomie révolutionnaire, l'ordre militaro-policier de la stalinienne "République démocratique".

•
• •

Je veux aussi rappeler ces mouvements autonomes des paysans du Nord. Au Tonkin et dans le Nord-Annam, les paysans, sous la pression de la famine et qui se sont rappelés le mot d'ordre du Parti communiste indochinois en 1930, "*La terre à ceux qui la travaillent*", avaient refusé l'union nationale avec les propriétaires fonciers et avaient poussé les comités du peuple à confisquer les biens des riches et à leur remettre la terre : ils sauraient, eux, lui faire produire davantage et la récolte ne serait pas détournée vers la spéculation. Ho chi Minh, là aussi, ne tarda pas à mater ces initiatives. Une circulaire de novembre 1945 aux comités provinciaux stipula que "*les rizières, les terrains de cultures ne seront pas partagés*" et une ordonnance sur l'"*organisation des pouvoirs populaires*" proclame le rétablissement d'une hiérarchie pyramidale conforme à celle du Viêt minh. La hiérarchie stalinienne fit intervenir sa police et imposa *manu militari* la restitution des terres et des biens aux propriétaires fonciers.

Dans le sud, dans la région du Mékong, les paysans se sont aussi spontanément emparés des terres de leurs exploiters. Des militants staliniens — pour avoir essayé de les retenir — ont failli être lynchés par les expropriateurs. Dans la presse paraît un communiqué du commissaire de l'Intérieur du gouvernement de facto stalinien : "*Seront impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières. La révolution communiste, qui résoudra le problème agraire, n'a pas encore eu lieu. Notre gouvernement est un gouvernement démocratique et bourgeois, bien que les communistes soient au pouvoir.*"

Ainsi, le Viêt minh s'est donné tous les moyens de garder l'hégémonie absolue du pouvoir et de la conduite de la guerre. Nous voici au seuil de la guerre de trente ans. Certes, le parti de Ho chi Minh a gagné la guerre. Mais le peuple vietnamien a-t-il gagné autre chose qu'une nouvelle servitude ?

•
• •

“Ceux qui sont maîtres du présent, pourquoi ne seraient-ils pas maîtres du passé ?”, écrivait George Orwell.

Quand l'histoire épouse le discours du vainqueur, recouvrant et noyant

toutes les luttes passées dans un schématisme manichéen qui dissout les vrais enjeux, le présent s'impose comme inéluctable fatalité.

C'est pourquoi j'ai voulu évoquer tout cela dans la perspective des luttes présentes et à venir.

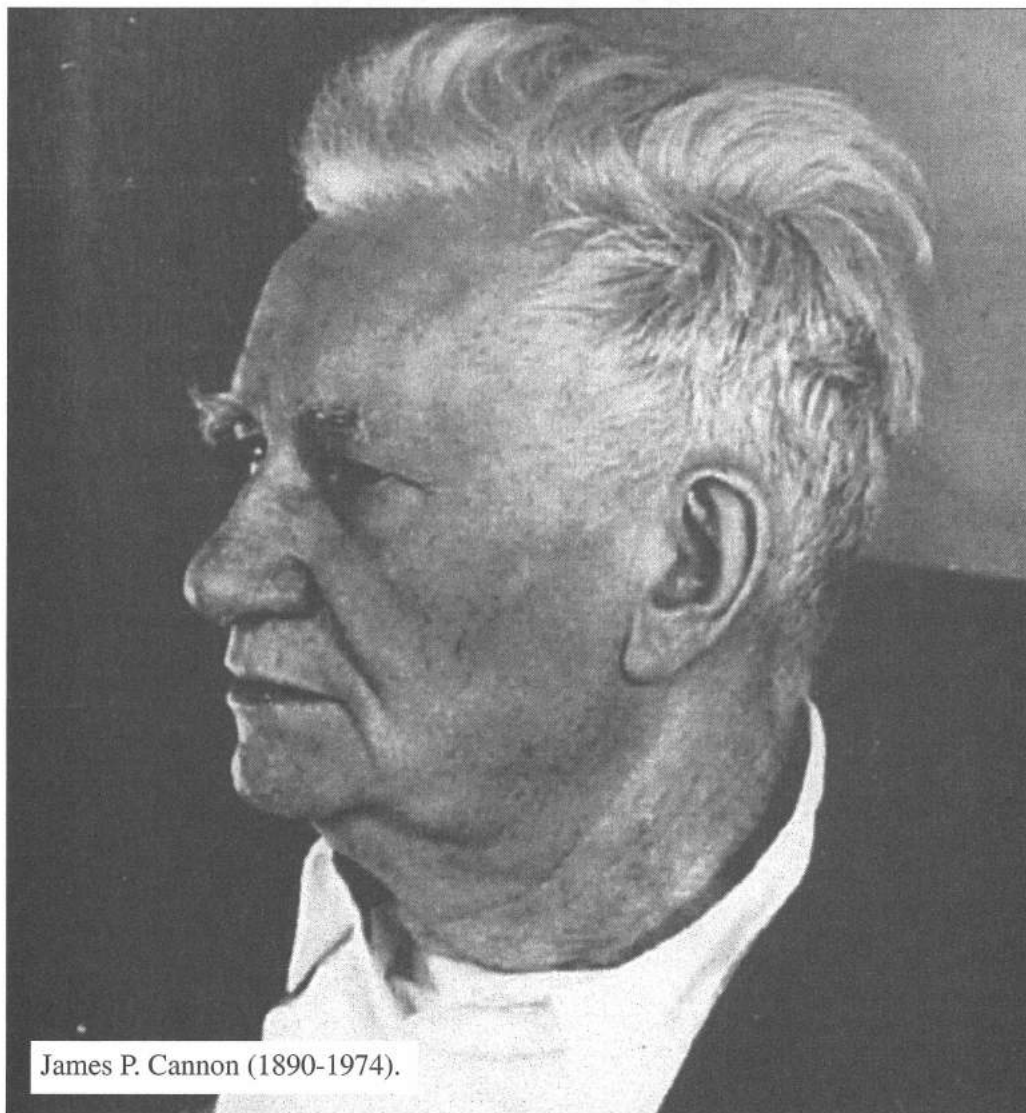


Ta thu Thâu (1906-1946).

James P. Cannon :
les débuts
de l'Opposition
de gauche
aux Etats-Unis

(première partie)

James P. Cannon (1890-1974), membre de l'aile gauche du Parti socialiste américain pendant la Première Guerre mondiale, membre fondateur du PC américain, délégué aux congrès de l'Internationale communiste, fut l'un des trois fondateurs de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis en 1929, puis du Socialist Workers Party, l'organisation trotskyste américaine. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont *The History of American Trotskyism*, d'où ces pages sont extraites.



James P. Cannon (1890-1974).

“Vous devez commencer avec un programme international”

LA dernière conférence nous avait conduits aux environs de l'année 1927 dans le Parti communiste des États-Unis. La lutte fondamentale entre le marxisme et le stalinisme se déroulait au sein du Parti communiste russe depuis déjà quatre ans. Elle se poursuivait dans les autres sections du Comintern, y compris dans la nôtre, mais nous ne le savions pas vraiment.

Les questions de la grande bataille dans le parti russe étaient au début confinées à des questions russes extrêmement complexes. Beaucoup d'entre elles étaient nouvelles et peu familières pour nous autres, Américains, qui connaissions très peu de chose des problèmes intérieurs de la Russie. Elles étaient très difficiles à comprendre pour nous à cause de leur nature profondément théorique — après tout, jusqu'alors, nous n'avions eu aucune formation théorique vraiment sérieuse — et la difficulté était accrue du fait qu'on ne nous donnait pas d'information complète. On ne nous fournissait pas les documents de l'Opposition de gauche russe. Leurs arguments nous étaient cachés. On ne nous disait pas la vérité. Au contraire, on nous fournissait systématiquement de la documentation partielle, distordue et déformée.

Je donne cette explication à destination de ceux qui sont tentés de demander :

“Pourquoi n'avez-vous pas pris le drapeau du trotskysme dès le début ? Si les choses sont si claires aujourd'hui à tout étudiant sérieux du mouvement, pourquoi n'avez-vous pas pu, dans les premiers temps, le comprendre ?”

L'explication que j'ai donnée est celle qui n'est jamais prise en compte par les gens qui voient ces grandes controverses séparées et isolées du mécanisme de la vie de parti.

Celui qui n'a aucune responsabilité, qui n'est qu'un simple étudiant, ou un commentateur, ou un observateur resté sur le côté de la route, celui-là n'a pas besoin de faire preuve de prudence et de retenue. S'il a des doutes ou des incertitudes, il se sent parfaitement libre de les exprimer. Ce n'est pas le cas avec un révolutionnaire dans un parti. Celui qui prend sur lui la responsabilité d'appeler les travailleurs à adhérer à un parti sur la base d'un programme auquel ils devront consacrer leur temps, leur énergie, leurs moyens d'existence et même leur vie, est obligé d'avoir une attitude très sérieuse envers le parti.

Il ne peut pas, en conscience, appeler au renversement d'un programme tant qu'il n'en a pas élaboré un autre. L'insatisfaction, le doute ne sont pas un programme. Vous ne pouvez pas organiser les gens sur une telle base. L'une des plus fortes condamnations que Trotsky

ait lancées contre Shachtman (1) au début de notre polémique sur la question russe en 1939 était que Shachtman, qui commençait à nourrir des doutes sur la justesse de notre ancien programme sans avoir en tête une idée claire sur un nouveau programme, était allé de manière irresponsable exprimer ses doutes dans le parti.

Trotsky a dit qu'un parti ne peut pas rester immobile. On ne peut pas faire un programme avec des doutes. Un révolutionnaire sérieux et responsable ne peut pas déranger un parti simplement parce qu'il n'est plus satisfait de ceci ou de cela, ou d'autre chose. Il doit attendre jusqu'à ce qu'il soit préparé à proposer concrètement un programme différent ou un autre parti.

C'était mon attitude dans le Parti communiste au début de ces années. Pour ma part, je ressentais une grande insatisfaction. Je ne me passionnais pas pour le combat dans le parti russe. Je ne pouvais pas le comprendre. Et tandis que la lutte s'intensifiait et que les persécutions s'accroissaient contre l'Opposition de gauche russe — représentée par de grands dirigeants de la révolution, tels que Trotsky, Zinoviev, Radek et Rakovsky —, les doutes et l'insatisfaction s'accumulaient dans mon esprit. Cela savait ma position et la position de notre fraction dans les conflits interminables au sein du Parti communiste. Nous essayions encore de régler les choses sur le plan américain : une erreur habituelle. Je pense que l'une des plus importantes leçons que la IV^e Internationale nous ait enseignées est qu'à l'époque moderne, vous ne pouvez pas construire un parti politique révolutionnaire seulement sur une base nationale. Vous devez commencer avec un programme international, et sur cette base vous construisez des sections nationales d'un mouvement international.

Cela, par ailleurs, a été l'une des grandes controverses entre les trotskystes et le groupe de Brandler (2), les gens du Bureau de Londres, Pivert, etc., qui avançaient l'idée que vous ne pouviez pas parler d'une nouvelle Internationale avant d'avoir d'abord construit

des partis nationaux puissants. Selon eux, c'est seulement après avoir créé des partis de masse imposants dans les différents pays que pouviez les fédérer dans une organisation internationale.

Trotsky a procédé de façon diamétralement opposée. Quand il a été expulsé de Russie en 1929 et qu'il a pu reprendre son travail international les mains libres, il a mis en avant l'idée que vous *commencez* avec un programme international. Vous organisez les gens, peu importe le faible nombre qu'ils puissent être dans chaque pays, sur la base du programme international ; progressivement, vous construisez vos sections nationales. L'histoire a rendu son verdict sur cette polémique. Les partis qui ont commencé avec une approche nationale et qui ont voulu mettre de côté ce problème d'une organisation internationale, tous ces partis ont coulé. Les partis nationaux n'ont pas pu s'enraciner parce que, à notre époque internationale, il n'y a plus de place pour des programmes étroitement nationaux. Seule la IV^e Internationale, partant dans chaque pays du programme international, a survécu.

Ce principe n'était pas compris par nous-mêmes au début du Parti communiste. Nous étions en plein dans la lutte nationale en Amérique. Nous nous tournions vers l'Internationale communiste pour nous aider dans nos problèmes nationaux. Nous ne voulions pas nous embarrasser avec les problèmes des autres sections ou ceux de l'Internationale tout entière. Cette erreur fatale, cette étroitesse d'esprit nationale, c'est ce qui nous a poussés dans l'impasse des luttes de fractions.

Les choses sont devenues très graves pour nous. Aucune des fractions ne voulait faire la scission ni quitter le parti. Ils étaient tous loyaux, fanatiquement loyaux au Comintern, et n'avaient nulle

(1) Max Schachtman (1903-1972), l'un des trois fondateurs de l'Opposition de gauche américaine et du SWP, organisa en 1940 la scission qui donna naissance au Workers Party. Il rejoignit plus tard le Parti socialiste.

(2) Heinrich Brandler (1881-1967). Président du PC allemand en 1921-1923, exclu en 1929, il fonda un groupe d'opposition boukharinien, le KPO.

envie de rompre avec lui. Mais la situation interne décourageante devint pire encore et paraissait désespérée. Il devint évident que nous devions soit trouver une manière d'unifier les fractions, soit de permettre à une fraction de devenir prédominante. Certains, parmi les plus avisés, ou plutôt parmi les plus malins, et ceux qui avaient les meilleures sources d'informations à Moscou, ont commencé à se rendre compte que la façon d'obtenir les faveurs du Comintern, et donc placer le grand poids de son autorité du côté de leur fraction, était de devenir vigoureux et agressif dans la lutte contre le trotskysme.

Des campagnes contre les "trotskystes" ont été instrumentalisées depuis Moscou dans tous les partis du monde. Les expulsions de Trotsky et de Zinoviev à l'automne 1927 ont été suivies d'exigences que tous les partis prennent immédiatement position, avec la menace implicite de représailles depuis Moscou, contre tout individu ou tout groupe qui manquerait de prendre une position "juste" — c'est-à-dire en faveur de l'exclusion. Des campagnes "d'éclaircissement" ont été lancées. Les partisans de Lovestone (3) étaient à l'avant-garde de la lutte contre le trotskysme. De ce fait, ils se sont acquis le soutien du Comintern et en ont profité pendant cette période. Ils ont organisé des campagnes "d'éclaircissement". Des réunions d'adhérents, de cellules et de sections se sont tenues dans tout le parti, dans lesquelles des représentants du comité central ont été envoyés afin d'éclairer les adhérents sur la nécessité des exclusions de l'organisateur de l'Armée rouge et du président du Comintern.

Les partisans de Foster (4), qui n'ont pas été aussi rapides et malins que les partisans de Lovestone, mais qui nourrissaient en grande partie la même volonté, leur ont emboîté le pas. Ils ont vraiment fait la course avec les partisans de Lovestone pour montrer quels étaient les meilleurs des antitrotskystes. Ils se sont concurrencés en faisant de nombreux discours sur le sujet.

Si l'on regarde maintenant avec le recul, c'est une circonstance intéressante

qui préfigure assez ce qui allait suivre, je n'ai jamais pris part à aucune de ces campagnes. J'ai voté pour les résolutions stéréotypées, je dois le dire avec regret, mais je n'ai jamais fait le moindre discours ni écrit aucun article contre le trotskysme. Ce n'était pas parce que j'étais trotskyste. Je ne voulais pas me mettre en dehors de la ligne de la majorité du parti russe et du Comintern. J'ai refusé de participer aux campagnes seulement parce que je n'en comprenais pas les tenants et les aboutissants.

Bertram D. Wolfe (5), le bras droit de Lovestone, était l'un des plus grands provocateurs antitrotskystes. A la moindre provocation, il faisait un discours de deux heures pour expliquer comment les trotskystes avaient tort sur la question agraire en Russie. Je ne pouvais pas faire cela, parce que je ne comprenais pas la question. Lui non plus ne la comprenait pas, mais, dans son cas, ce n'était pas un obstacle. Le véritable objectif des partisans de Lovestone et de Foster, en faisant ces discours et en menant ces campagnes, c'était de s'attirer les bonnes grâces des cercles dirigeants à Moscou.

On peut poser la question : "*Pourquoi n'avez-vous pas fait de discours en faveur de Trotsky ?*" Je ne pouvais pas le faire non plus, parce que je ne comprenais pas le programme. Mon état d'esprit alors était le doute et l'insatisfaction. Bien sûr, si l'on n'avait pas de responsabilité dans le parti, si l'on n'était qu'un simple commentateur ou un observateur, on pourrait simplement parler de ses doutes et en terminer là. On ne peut pas agir ainsi dans un parti politique sérieux. Si vous ne savez pas quoi dire, vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit. La meilleure chose est de garder le silence.

(3) Jay Lovestone (1898-1990), secrétaire national du PC américain de 1923 à 1929, boukharien.

(4) William Foster (1881-1961), dirigeant du PC américain, membre du présidium du Comintern, stalinien.

(5) Bertram Wolfe (1896-1977), auteur d'une triple biographie de Lénine, Staline et Trotsky, intitulée *Three Men who made a Revolution*, publiée en France en trois volumes chez Calmann-Lévy.

Le comité central du Parti communiste a tenu un plénum en février, le célèbre plénum de février 1928, qui a suivi de quelques mois l'exclusion de Trotsky, de Zinoviev et de tous les dirigeants de l'Opposition russe. Une grande campagne était déjà commencée pour mobiliser les partis du monde entier en soutien à la bureaucratie de Staline. A ce plénum, nous avons combattu et discuté âprement de la question des fractions dans le parti, de l'estimation de la situation politique, de la question syndicale, de la question de l'organisation — nous nous sommes affrontés sans merci sur toutes ces questions. C'était ce qui nous intéressait vraiment. Ensuite, nous sommes arrivés au dernier point de l'ordre du jour, la question russe. Bertram D. Wolfe, en tant que porte-parole de la majorité favorable à Lovestone, "expliqua" cela en long et en large, pendant environ deux heures. Puis, la discussion a été ouverte sur cette question. L'un après l'autre, chaque membre des fractions de Lovestone et de Foster a pris la parole pour exprimer son accord avec le rapport et ajouter quelques petites touches pour montrer qu'il avait compris la nécessité des exclusions et se déclarer en faveur des exclusions.

Je n'ai pas parlé. Naturellement, à cause de mon silence, les autres membres de la fraction de Cannon se sont sentis quelque peu obligés de parler. Ils n'aimaient pas la situation et ont organisé une sorte de campagne de pression. Je me souviens, aujourd'hui encore, comment j'étais assis au fond de la salle, dépité, amer et en plein désarroi, certain qu'il y avait quelque chose de pas clair sur cette question, mais ne sachant pas quoi. Bill Dunne, la brebis galeuse de la famille Dunne (6), qui était à l'époque membre du bureau politique, et mon collaborateur le plus proche, vint me voir avec deux des autres.

"Jim, tu dois t'exprimer sur cette question. C'est la question russe. Ils vont tailler notre fraction en pièces si tu ne dis rien sur le rapport. Lève-toi et dis quelques mots pour le procès-verbal."

J'ai refusé. Ils ont insisté, mais j'étais obstiné :

"Je ne vais pas le faire. Je n'ai pas l'intention de parler sur cette question."

Ce n'était pas de la "grande politique" de ma part, bien que, rétrospectivement, ça puisse y ressembler. Ce n'était pas du tout une préfiguration de l'avenir. C'était simplement une ambiance, un sentiment personnel têtue que j'avais sur la question. Nous n'avions pas vraiment d'informations. Nous ne savions pas vraiment quelle était la vérité. Vers cette époque, en 1927, les polémiques dans le parti russe avaient commencé à s'étendre aux questions internationales — la question de la révolution chinoise et le comité anglo-russe. Presque tous les membres de notre parti peuvent vous dire maintenant ce qu'étaient les problèmes de la révolution chinoise, parce que, depuis cette époque, beaucoup de choses ont été publiées. Nous avons formé nos jeunes camarades sur les leçons de la révolution chinoise. Mais, en 1927, nous, les Américains de province, nous ne savions rien de cela. La Chine était loin. Nous ne voyions jamais aucune des thèses de l'Opposition russe. Nous ne comprenions pas très bien la question coloniale. Nous ne comprenions pas les questions profondément théoriques impliquées dans la question chinoise et la polémique qui a suivi, aussi ne pouvions-nous pas prendre sincèrement position.

La question anglo-russe me paraissait un peu plus claire. C'était la question d'une grande lutte entre l'Opposition russe et les staliniens sur la question de la formation du comité anglo-russe, un comité de syndicalistes russes et anglais qui devenait un substitut au travail communiste indépendant en Angleterre. Cette politique a étranglé l'activité indépendante du Parti communiste anglais au moment crucial de la grève générale de 1926 dans ce pays. Tout à fait par hasard, au printemps de cette même année, je suis tombé sur les documents de l'Opposition russe sur cette polémique et cela a eu une profonde influence sur moi. Je sentais qu'au moins sur la question du comité anglo-russe, l'Opposition avait la

(6) Famille de militants trotskystes.

ligne correcte. Tout au moins, j'étais convaincu qu'ils n'étaient pas les contre-révolutionnaires que l'on nous décrivait.

En 1928, après le plénum de février, j'ai fait une de mes tournées plus ou moins régulières dans le pays. J'avais l'habitude de faire au moins une tournée dans le pays, de la côte est à la côte ouest, une fois par an, ou une fois tous les deux ans, afin de sentir le souffle de l'Amérique réelle, pour ressentir ce qui se passait en Amérique. Si l'on y regarde aujourd'hui, on peut retrouver beaucoup des erreurs et des idées irréalistes, et bien de l'étroitesse de pensée chez certains dirigeants du parti à New York, du fait qu'ils avaient vécu toute leur vie sur l'île de Manhattan et qu'ils ne sentaient pas ce grand pays diversifié.

J'ai fait ma tournée de 1928 sous l'égide de "l'International Labor Defense", la prolongeant de quatre mois. Je voulais m'immerger dans le mouvement des masses, loin de l'atmosphère étouffante des luttes fractionnelles sans fin. Je voulais une occasion de réfléchir sur quelques éléments de la question russe, qui me préoccupait plus que tout le reste. Vincent Dunne m'a rappelé plus d'une fois que de retour de la côte Pacifique, quand je me suis arrêté à Minneapolis, lui et le camarade Skoglung m'ont demandé, entre autres choses, ce que je pensais de l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, et que je leur avais répondu : *"Qui suis-je pour condamner les dirigeants de la révolution russe ?"*, leur indiquant par là que je n'avais pas de sympathie pour l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev. Ils s'en sont souvenu quand la lutte a commencé ouvertement quelques mois plus tard.

A la fin du printemps et au début de l'été 1928, le VI^e Congrès du Comintern devait se réunir à Moscou. Nous sommes partis pour Moscou, comme d'habitude pour de telles occasions, en une grande délégation représentant toutes les fractions ; nous y allions, je suis désolé de le dire, non pas préoccupés des problèmes du mouvement international, que nous aurions pu, en tant que représentants d'une section, aider à résoudre, mais tous plus ou moins préoccupés d'abord par notre

propre petite lutte dans le parti américain ; nous allions au congrès mondial pour voir quelle aide nous pourrions obtenir pour laver notre linge sale en famille.

Malheureusement, c'était l'attitude de pratiquement tout le monde. En partant pour le congrès, je n'avais aucun espoir d'obtenir un éclaircissement sur la question russe, la polémique contre l'Opposition. Vers cette époque, il est apparu que l'Opposition avait été complètement balayée. Les dirigeants étaient exclus. Trotsky était exilé à Alma Ata. Partout dans le monde, tous ceux qui avaient pu être des sympathisants avaient été jetés hors du parti. Il semblait qu'il n'y avait aucune perspective de reprendre la question. Mais elle continuait à me préoccuper néanmoins. Et cela me préoccupait tellement que je n'ai pas pu jouer de rôle significatif dans notre lutte de fraction à Moscou.

Naturellement, nous avons continué la lutte fractionnelle quand nous sommes arrivés. Nous avons immédiatement réparti nos délégations en comités et commencé à voir ce que nous pouvions faire pour nous éliminer les uns les autres, nous adressant mutuellement des accusations et débattant de la chose sans relâche devant la commission. J'étais un participant plus ou moins réticent dans cette affaire. Juste vers ce moment-là, on a commencé à répartir les commissions. C'est-à-dire que les membres dirigeants de chaque délégation ont été envoyés dans les différentes commissions du congrès, qui dans la commission syndicale, qui dans la commission politique et qui encore dans la commission d'organisation. En plus, il y avait la commission du programme.

Le VI^e Congrès avait entrepris d'adopter pour la première fois un programme, un programme achevé du Comintern. Le Comintern s'était organisé en 1919, et jusqu'à 1928, neuf ans plus tard, il n'avait toujours pas de programme achevé. Cela ne veut pas dire que, dans les premières années, il y avait un manque d'attention et d'intérêt pour la question du programme. C'est simplement une indication du sérieux avec lequel les grands marxistes prenaient la question

du programme et avec quel soin ils l'élaboraient. Ils ont commencé avec quelques résolutions de base en 1919. Ils en ont adopté d'autres en 1920, 1921, 1922. Au IV^e Congrès, ils ont eu le début d'une discussion sur le programme. Le V^e Congrès n'a pas poursuivi la discussion. Donc, nous arrivions au VI^e Congrès en 1928 et nous avions devant nous le projet d'un programme qui avait pour auteurs Boukharine et Staline.

J'ai été mis dans la commission du programme, en partie parce que les dirigeants des autres fractions ne s'intéressaient guère au programme.

“Laissez ça à Boukharine. On ne veut pas s'embêter avec ça. Nous voulons aller à la commission politique, qui va prendre des décisions dans notre lutte de fraction ; à la commission syndicale, ou à une autre commission pratique, qui va décider quelque chose au sujet de questions syndicales de bout de ficelle qui nous préoccupent.”

Tel était le sentiment général de la délégation américaine. On m'a poussé dans la commission du programme comme dans une sorte de poste honorifique. Et à la vérité, je n'avais pas non plus beaucoup d'intérêt pour la question.

Mais il s'avéra que c'était une grave erreur — de m'avoir mis dans la commission du programme. Ça a valu à Staline plus d'une migraine, pour ne pas parler de Lovestone, Foster et des autres. Parce que Trotsky, exilé à Alma Ata, exclu du parti russe et de l'Internationale communiste faisait appel au congrès. Vous voyez, Trotsky ne s'est pas levé simplement pour quitter le parti. Il est revenu juste après son exclusion, à la première occasion, avec la réunion du

VI^e Congrès du Comintern, non seulement avec un document sur son cas personnel, mais avec une formidable contribution sous la forme d'une critique du projet de programme de Boukharine et de Staline.

Le document de Trotsky était intitulé : *“Le projet de programme de l'Internationale communiste : une critique des fondements.”* A travers quelques failles de l'appareil à Moscou — qui était supposé être bureaucratiquement hermétique —, ce document de Trotsky est parvenu au bureau des traductions du Comintern. Il est tombé dans le panier où il y avait plus d'une douzaine de traducteurs et de sténographes, qui n'avaient rien d'autre à faire. Ils ont pris le document de Trotsky, l'ont traduit et l'ont distribué aux chefs des commissions et aux membres de la commission du programme. Ainsi, tenez-vous bien, on l'a déposé sur mes genoux, traduit en anglais !

Maurice Spector, un délégué du parti canadien, et qui avait à peu près les mêmes sentiments que moi, était aussi dans la commission du programme et il en a eu un exemplaire. Nous avons laissé les comités et les commissions de congrès aller au diable et nous avons lu et étudié ce document. Alors, j'ai compris ce que je devais faire, et lui aussi. Nos doutes étaient levés. Il était parfaitement clair que la vérité marxiste était du côté de Trotsky. Nous avons décidé rapidement — Spector et moi — qu'à notre retour, nous commencerions un combat sous le drapeau du trotskysme.

(A suivre)

**Wilhelm
Fahnert :
*Survivant
antifasciste***

(I)

Ces souvenirs, rédigés en français, ont été transmis à un abonné des *Cahiers du mouvement ouvrier* par un militant de Lutte ouvrière de la région nantaise, qui a connu Wilhelm Fahnert lors de son séjour dans cette région.

Ce militant ignore ce qu'est devenu Wilhelm Fahnert. Ce dernier, un moment secrétaire fédéral du PC allemand, a émigré en France en 1935, a disparu de la scène politique après le pacte germano-soviétique, qu'il a vigoureusement condamné comme beaucoup de membres ou d'anciens membres du PC allemand.

Les lettres à Staline de l'ancien secrétaire général du PC allemand, dont les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié quelques extraits dans leur n° 13 (pp. 49 à 53), reflètent les sentiments suscités par le pacte chez les adhérents du PC allemand. Thälman, informé par sa femme, qui lui rendait deux visites par semaine, des réactions des militants communistes allemands, écrivait ainsi à Staline :

« Une partie de nos sympathisants à l'étranger et d'anciens camarades ne sont pas satisfaits... Ils posent la question : comment est-il possible que Staline et Hitler se soient unis ? Leurs doutes les poussent même à aller jusqu'à prononcer le mot de "trahison"... Ils croient qu'en cas de guerre européenne, l'aide apportée par le gouvernement soviétique à l'Allemagne empêchera la liquidation du régime hitlérien. Et leur espoir le plus vif, qui est de se débarrasser de ce régime, est aujourd'hui anéanti. »

Si Thälman, jusqu'alors toujours si docile envers Staline, se permettait, du fond de la cellule où la Gestapo le tenait enfermé, de tenir de pareils propos à celui-ci, on peut aisément s'imaginer quelles devaient être les réactions des militants de base et même des cadres moyens du parti auxquels Wilhelm Fahnert avait un temps appartenu.

“Les causes de la défaite du prolétariat allemand”

J'AI écrit ce livre pour que la jeunesse comprenne notre passé. Il faut comprendre pourquoi il y a eu le fascisme en Allemagne, puis la guerre en Europe.

Il faut comprendre que si l'on ne veut pas retourner au Moyen Age, si l'on ne veut pas de la barbarie, il faut détruire le capitalisme.

Ce livre s'adresse aussi à la classe ouvrière du monde entier. L'ouvrier doit comprendre que, pour lutter contre la misère, il doit s'unir avec sa classe. Il n'y a pas d'autre chemin, il n'y a pas de solution individuelle.

Pour qu'il n'y ait plus de misère, plus de dictature, plus de guerre, plus de capitalisme, on ne peut compter que sur la force du prolétariat.

C'est une force immense.

Jeunesse ouvrière

A seize ans, j'ai commencé ma vie active dans les mines de cuivre de Mansfeld. Je n'étais alors dans aucun parti, mais c'est ici que j'ai commencé à lutter.

Nous, les jeunes, nous n'avions pas droit à la parole et nous n'étions pas écoutés. A mille mètres sous terre, il fallait tirer de plat ventre des chariots de mi-

nerai. C'était un travail de mercenaire, peu payé. Nous étions misérables.

J'ai travaillé ensuite dans les mines de fer de Harzbruk, en Thuringe. Là aussi, on ne gagnait pas grand-chose. Pour celui qui était chez ses parents, ça allait. Mais mon salaire ne suffisait pas pour payer mon logement et pour me nourrir.

Je suis allé dans les briquetteries de Prusse orientale. Ici aussi, c'était un travail de force, difficile et mal payé. Nous étions toujours affamés. Après la première paye, avec des copains, nous nous sommes mis en grève. Mais le patron n'a rien cédé et nous sommes partis. Ces usines étaient de grands domaines, où travaillaient des Polonais qui acceptaient des salaires très bas. Au bout d'une quinzaine, notre salaire ne suffisait même pas pour acheter la nourriture et il fallait emprunter.

Ce n'était pas la peine de travailler pour ces gens-là. C'étaient tous des exploités et le gouvernement de Weimar ne faisait rien contre eux. Absolument rien. Oui, c'était triste, l'Allemagne !

C'est en 1925, à Wietze, dans la région de Hanovre, que j'ai adhéré au Parti communiste.

Là, je travaillais dans les mines de pétrole. J'étais trempé jusqu'à l'os tous les jours. Il fallait se laver avec du pétrole pour enlever la graisse. Toutes nos

chemises devenaient jaunes. C'était un travail de bagnard. J'y suis resté plusieurs mois. Mais j'ai dû partir, parce que je demandais toujours des augmentations pour les jeunes et de meilleures conditions de travail.

J'ai travaillé dans les hauts fourneaux de la Ruhr, à Verne an der Lippe. Et j'ai été débauché parce que je distribuais des tracts et vendais les journaux du Parti communiste.

Je suis retourné en Allemagne centrale en 1927. Là, dans le Altmark, où j'étais secrétaire du parti, j'ai cassé des cailloux sur la route pour les ponts et chaussées. C'était un travail occasionnel. J'étais alors embauché par l'Etat, comme beaucoup d'autres chômeurs.

Notre chef était mon beau-père, parce qu'il était conseiller socialiste dans la municipalité. Il m'a, par la suite, embauché dans son entreprise de drainage. Je travaillais chez les paysans, dans les champs. C'était bien payé.

Mais il était socialiste et il n'a pas pu me supporter à cause de mes activités communistes. Nous étions toujours en conflit. Il ne voulait plus me voir et j'ai dû quitter son logement, cette maison qui lui avait coûté une truie et ses treize petits.

1925-1933

Secrétaire fédéral du KPD

Toute ma jeunesse, j'ai connu la faim et la misère. Le Parti social-démocrate était au gouvernement depuis 1918. Mais pour l'ouvrier, cela ne changeait rien.

Tous les fonctionnaires réactionnaires étaient encore en place. Les organisations fascistes comme les Stahlhelm, les WehrWolf, les nazis, pouvaient manifester ou terroriser les ouvriers, la police laissait faire.

En revanche, pour la classe ouvrière, il était souvent interdit de manifester, en particulier le 1^{er} Mai. Les révoltes étaient

réprimées et les dirigeants arrêtés, surtout s'ils étaient communistes.

A cause de la misère et de la répression, mais aussi parce que les social-démocrates ne faisaient rien contre les fascistes qui nous terrorisaient, j'ai adhéré en 1925 au Parti communiste (KPD).

Je suis devenu un militant actif luttant contre la faim, contre les guerres, pour la paix et la liberté, contre le fascisme et le capitalisme.

Dans les grosse villes comme Magdeburg, le parti était bien organisé. Mais dans le Altmark, jamais il n'avait pris pied. Dans cette région, qui était un nid de fascistes et où il n'y avait pas possibilité de tenir, il fallait des révolutionnaires qui n'avaient pas peur. C'est là que le parti m'a envoyé.

J'ai organisé le parti à Bismark, puis à Calbe an der Milde. Dans chaque village, je faisais des meetings en plein air. Les communistes ne pouvaient pas avoir de salle. Il était permis de parler durant un quart d'heure. La police était là pour nous surveiller.

Le dimanche, je parcourais la campagne à bicyclette avec des journaux et des tracts. J'étais attaqué par les nazis parce que j'étais un organisateur et leur ennemi. Ils m'ont envoyé des lettres anonymes me menaçant de mort si je ne quittais pas Bismark. Mais j'ai continué la lutte.

En 1927, je me suis marié. J'ai travaillé chez mon beau-père. J'étais logé par lui jusqu'à ce qu'il ne puisse plus supporter qu'un communiste habite sa maison.

Je me suis installé dans un petit logement de deux pièces, chez un paysan. Une nuit, les nazis y ont mis le feu. J'ai eu le réflexe de sauter par la fenêtre. Tout a brûlé.

J'ai fait appel à mes camarades. Nous avons reconstruit maison et nous avons titré dans notre journal local : *"Détruit par les nazis, reconstruit par les communistes !"*

Mais, parce que j'étais le fondateur du Parti communiste et à cause de la terreur nazie, je ne pouvais plus avoir de logement à Bismark.

Hermann Matern, qui était le secrétaire du district de Magdeburg et donc mon supérieur dans le parti, m'a ordonné d'aller à Stendal. Là, j'ai été élu secrétaire du KPD pour toute la région de Stendal et Altmark.

A Stendal, j'ai formé le "Kampfbund gegen Faschismus", une organisation de combat contre le fascisme.

Avec le groupe de combat antifasciste de Magdeburg et le mien de Stendal, nous avons organisé un convoi de vingt à trente camions, appelé le "convoi des étoiles". Nous allions de village en village. Nos commandos distribuaient des tracts et vendaient des brochures et des journaux, tandis que moi, je prenais la parole avec un haut-parleur pendant un quart d'heure.

Depuis 1927, j'expliquais que si Hitler arrivait au pouvoir, ce serait la catastrophe et la guerre dans toute l'Europe. Mais aussi, que le parti social-démocrate était à la solde du grand capital et qu'il ne fallait pas compter sur lui pour défendre la classe ouvrière.

Ce que je proposais était de faire front contre le fascisme. Pour lutter contre le fascisme, il fallait l'unité de la base, des socialistes, des communistes et des sans-parti.

Mais ce n'était pas la politique des dirigeants du Parti. Matern, à cette époque, était contre le "Front populaire", mais après la Seconde Guerre mondiale, alors qu'il était vice-président de la DDR (Allemagne de l'Est), il était pour s'allier avec les socialistes et même avec les anciens nazis.

Pour les dirigeants communistes, l'unité contre le fascisme, c'était que les socialistes entrent au Parti communiste.

Les nazis provoquaient des affrontements, même pendant nos meetings. La police arrivait toujours après. Elle nous arrêtait "pour notre sécurité" et nous désignait toujours comme les responsables des bagarres.

A Colbec, j'ai été arrêté par des nazis et battu jusqu'au sang. Les gendarmes étaient là. Ils ont regardé. Ensuite, ils m'ont arrêté en amené à Osterburg, puis à Stendal.

Au tribunal, j'ai été condamné à quinze mois d'emprisonnement dans la forteresse de Torgau an der Elbe parce que j'avais distribué des tracts illégaux. Dans ces tracts, nous dénoncions le ministre de l'Intérieur, Severing, et la République de Weimar, qui ne faisaient rien contre la terreur et qui protégeaient même les SS et SA.

Les prisons allemandes étaient pleines de combattants antifascistes. Pour obtenir notre libération, il y a eu de grandes manifestations politiques du prolétariat dans toutes les villes d'Allemagne. Suite à une amnistie, j'ai été libéré, après six ou sept mois d'emprisonnement.

Pour venir en aide aux camarades blessés par les nazis, emprisonnés ou sans travail, nous avons organisé la Rote Hilfe (Secours rouge), une organisation d'aide comme la Croix-Rouge, composée de communistes, de socialistes et de sans-parti.

J'étais secondé par le camarade Perger. Il organisait la Rote Hilfe et notre théâtre. Mais on m'a dit, beaucoup plus tard, qu'il serait entré dans les rangs nazis.

Pour financer la Rote Hilfe, nous organisons des pièces de théâtre et nous faisons de la politique dans notre journal.

Nos pièces étaient jouées par des amateurs. On racontait ce qui se passait en Allemagne. Des SS en uniforme terrorisaient et arrêtaient des gens dans leurs maisons. C'était pas mal. Les spectateurs non communistes étaient nombreux.

Nous avions un journal local, *Die Rote Fahne*. Pour le financer et pour aider nos camarades en difficulté, j'allais chez les commerçants et leur demandais d'y faire de la publicité, expliquant que les ouvriers étaient leurs clients et qu'ils vivaient grâce à eux. A nos meetings, je demandais aux camarades d'acheter chez ceux qui nous soutenaient.

Mais le nazisme progressait. Les commerçants commençaient à avoir peur et ils tournaient l'œil vers les nazis. Certains continuaient à nous soutenir, mais ils refusaient la publicité de notre jour-

nal. Bientôt, nous n'avions plus de ressources.

Même les commerçants juifs préféraient soutenir les nazis plutôt que les communistes. Ils espéraient ainsi ne pas être inquiétés. Ils croyaient que, parce qu'ils avaient des médailles et qu'ils étaient des anciens combattants de 14-18, les nazis les laisseraient tranquilles. Ils se sont trompés.

Les milices antifascistes

Depuis 1930, jour et nuit, il y avait des combats de rue. Les nazis étaient organisés en commandos et ils faisaient régner la terreur dans les milieux ouvriers. Aux portes des usines, ils nous obligeaient à prendre leurs tracts et nous attaquaient même pendant nos meetings.

Face à cette terreur, la politique des partis ouvriers ne convenait pas. Ils organisaient des manifestations de masse, mais elles se terminaient toujours par des blessés ou des morts, et cela n'arrêtait pas la terreur.

Ils avaient des organisations de combat, la Bannière d'Empire pour le SPD (Reichsbanner) et le Front rouge pour le KPD (Roter Front Kampferbund), mais elles ne servaient qu'à parader.

Le SPD était au gouvernement, mais il ne faisait rien contre les nazis et la police protégeait les fascistes.

Nous ne pouvions compter que sur nos propres forces. C'est pourquoi j'ai organisé le Kampfbund gegen Faschismus, une milice ouvrière antifasciste. Mon éducation militaire à l'orphelinat m'a été utile pour cela.

Le Kampfbund gegen Faschismus (les "Antifascistes") était une organisation nationale dirigée à Berlin par un communiste — Léon/André. Pour combattre le fascisme, il fallait être unis. C'est pourquoi nos commandos, qui étaient dirigés par des communistes, étaient composés d'ouvriers social-démocrates, de communistes et de sans-parti.

Ce n'étaient pas des commandos communistes. Notre emblème était le

poing levé, mais notre mot d'ordre n'était pas "Rote Front", mais "Sturm bereit" ("Prêts à combattre").

Ce n'étaient pas des commandos de parade, mais des commandos de combat. Quand nous agissions, le KPD n'appréciait pas, et il nous traitait de provocateurs.

Nous portions des uniformes : bottes et pantalons noirs, chemises bleues et cravates rouges, casquettes bleu marine. Ce qui nous différençait des nazis au cours des combats.

La Reichsbanner, devenue le Front de fer, et le Front rouge avaient aussi leurs uniformes. Mais face à la montée nazie, ces organisations n'ont rien fait, sinon manifester. Les syndicats n'ont pas bougé non plus. SPD et KPD ont refusé le combat.

Nos commandos antifascistes n'ont pas été suffisants pour lutter contre Hitler. Nous avons lutté les armes à la main, mais nous étions de moins en moins nombreux, tandis que les nazis augmentaient leurs rangs sans cesse.

En 1933, Hitler est arrivé au pouvoir : toutes les organisations ouvrières ont été détruites.

La politique du SPD

En 1932, le SPD a appelé à voter pour Hindenburg, un maréchal réactionnaire qui, une fois élu, a remis le pouvoir à Hitler, en janvier 1933.

Les social-démocrates avaient alors tous les syndicats en mains, des syndicats qui étaient présents dans toutes les entreprises. Contre le régime de terreur de Hitler, ils auraient pu organiser la résistance de la classe ouvrière.

En 1920, Kapp avait essayé de prendre le pouvoir, mais une grève générale immédiate paralysant Berlin l'avait conduit à s'enfuir. En Allemagne, aucun régime ne pouvait résister à une grève générale.

Malheureusement, les social-démocrates n'ont rien fait contre le pouvoir de Hitler.

Depuis longtemps, le SPD ne défendait plus les travailleurs. Avant la Première Guerre mondiale, il avait un langage révolutionnaire, plus révolutionnaire encore que celui du KPD. Mais il a voté les crédits de guerre et trahi le prolétariat.

C'était devenu un parti bourgeois à la solde du capital et, depuis 1918, il était au gouvernement. Il parlait toujours de socialisme, mais il brisait les révoltes ouvrières.

Ce parti ne pouvait pas organiser le combat contre Hitler parce qu'il espérait gouverner avec lui. Il espérait une coalition et écarter les communistes. Mais la pègre hitlérienne au pouvoir n'avait pas besoin de lui. Tous les partis ont été interdits, SPD compris.

La politique du KPD

J'étais communiste par idéal. Mais les dirigeants communistes, qui avaient plusieurs langages, ont conduit le prolétariat à une défaite totale.

Dans les journaux et dans les tracts, nos dirigeants parlaient toujours d'"action", mais quand les militants de base agissaient, ils étaient critiqués et accusés d'être des provocateurs au service de la police ou des contre-révolutionnaires. Ils parlaient d'actions, mais ils ne voulaient rien faire qui les contraigne à agir illégalement. Il fallait respecter la légalité.

Si un camarade était arrêté par la police, il était critiqué dans le parti, qui considérait que c'était sa faute.

Dans une réunion publique en présence de dirigeants du comité central, j'ai dénoncé la police qui ne faisait rien pour empêcher la terreur nazie dans les milieux ouvriers. J'ai annoncé que si cela continuait, je prendrais la responsabilité d'organiser l'autodéfense du prolétariat. Le parti m'a alors coupé la parole, accusé d'être un provocateur et fait expulser du meeting. Je suis sorti. Toute la salle m'a suivi. Et nous avons organisé le Kampfbund.

La ligne du parti était très critiquée par les masses. Mais la discussion n'était pas possible dans le parti.

Chaque réunion était programmée. Si un camarade prenait la parole, on le critiquait, il était interrompu : "*Tu n'as pas la parole, camarade !*" C'était comme ça dans le parti.

Celui qui ne suivait pas la ligne était méprisé et contraint à quitter le KPD. Certains sont allés chez les nazis parce qu'on les traitait de traîtres ou d'ennemis chaque fois qu'ils n'étaient pas d'accord avec la ligne.

J'étais moi-même accusé d'être un provocateur, mais on ne pouvait pas faire grand-chose contre moi, j'étais trop populaire. On ne me faisait pas confiance. J'étais secrétaire fédéral, mais on m'a entièrement fouillé avant d'entrer dans la Karl Liebknecht Haus, le siège du KPD. Un jour, j'assistais à une conférence, à Berlin. Et pour les élections législatives, le parti n'a pas accepté ma candidature.

Certains camarades ont été envoyés en stage en Union soviétique parce qu'ils ne suivaient pas la ligne. Ils ne sont jamais revenus. D'autres ont été exclus, comme Thalheimer et Brandler.

Les dirigeants communistes ont refusé l'illégalité. Ils se trouvaient bien dans leurs bureaux et ils avaient peur de perdre leurs places. Ils craignaient de se retrouver dans la misère.

C'est pourquoi ils parlaient bien, mais condamnaient tout ce qui pouvait être prétexte à interdire le parti.

Ils condamnaient les social-démocrates parce qu'ils espéraient, grâce à l'appui des masses, les écarter et gouverner à leur place.

Cela n'aurait rien changé pour l'ouvrier. Cela aurait même été pire, parce qu'il n'y aurait plus eu de démocratie dans les syndicats. Grèves et manifestations auraient été interdites.

Dans les années 1930, le KPD défendait dans certaines brochures des mots d'ordre nationalistes comme "*Libération nationale et socialiste de l'Allemagne*" ("*National Social Befreiung Deutschland*"). Les dirigeants obéissaient alors à Moscou, suivaient ses directives nationalistes.

L'Union soviétique était le pays de la dictature du prolétariat. Mais dans ce

pays, une clique d'intellectuels a pris le pouvoir en mains. La base a été complètement paralysée par cette dictature devenue personnelle.

Staline avait peur du prolétariat allemand. Plus instruit et mieux organisé que le prolétariat russe, il menaçait le pouvoir du dictateur.

Or l'Internationale communiste (le Comintern) et la Guépéou contrôlaient le KPD. Staline et les bureaucrates russes, qui ne voulaient pas de révolution en Allemagne, ont pu imposer au Parti communiste allemand une politique désastreuse pour le prolétariat.

Cette politique consistait à combattre davantage les socialistes que les fascistes. Elle a lié les mains du prolétariat allemand et elle a permis la victoire de Hitler.

En 1939, Staline, le "Père du peuple russe", le grand Staline, vénéré des dirigeants du KPD, trahit définitivement la classe ouvrière en signant un pacte avec Hitler, le plus grand ennemi des communistes et des ouvriers, alors que des milliers de combattants communistes mourraient dans les camps nazis, torturés par la Gestapo.

C'est alors que j'ai quitté le KPD. Je n'ai adhéré à aucun autre parti, je suis resté un communiste et un révolutionnaire. Ce n'est pas moi qui ai changé, mais nos dirigeants qui nous ont trahis.

Le SPD et le KPD sont responsables de la défaite du prolétariat allemand

L'histoire des partis social-démocrates et communistes nous montre que tant que ces partis étaient minoritaires, ils avaient un caractère révolutionnaire. En devenant des organisations de masse, ils se sont transformés.

Ils sont devenus des partis parlementaires ou dictatoriaux. Ils avaient plusieurs langages et ils ont trahi le prolétariat. Ils lui ont fait faire fausse route, et c'est le grand capital qui en a profité.

Pour faire face à la menace nazie, il fallait l'unité de la classe ouvrière. Les dirigeants du SPD et ceux du KPD auraient pu avoir des divergences politiques et s'unir malgré tout contre le fascisme. C'était nécessaire. S'ils avaient fait l'unité, la classe ouvrière aurait battu le fascisme.

Mais ils ne défendaient pas les intérêts de la classe ouvrière ; par égoïsme, ils tenaient à leurs places. Ils espéraient garder leurs sièges, même avec Hitler au pouvoir, et ils ont refusé le combat.

Pire même, ces dirigeants ont divisé en ennemis socialistes et communistes. Les dirigeants social-démocrates, à la solde du capital, combattaient les communistes. Les dirigeants communistes, obéissant aux ordres de Moscou, combattaient les socialistes.

Et ils ont même aidé Hitler. Les social-démocrates au gouvernement interdisaient les meetings ouvriers, alors qu'ils autorisaient les rassemblements de droite. La police de Severing arrêtait les ouvriers, alors qu'elle fermait les yeux sur la terreur nazie. Au Reichstag, les députés communistes marchaient avec les nazis contre les socialistes. Le KPD a même organisé des grèves avec eux.

Cette politique des partis ouvriers a été désastreuse pour le prolétariat. Les nazis, qui se disaient socialistes et révolutionnaires, sont devenus populaires, et la classe ouvrière s'est mise à haïr le SPD et le KPD.

En Allemagne, dans les années 1930, il y avait sept millions de chômeurs. La crise était catastrophique. Or le Parti social-démocrate, au gouvernement, ne faisait rien contre la misère, et le Parti communiste, lui, ne proposait rien de valable.

Hitler affirmait qu'il luttait pour un vrai socialisme, pour un socialisme national. Bien sûr, sa propagande imitait celle des communistes.

Les affiches nazies parlaient de socialisme et utilisaient un verbiage prolétarien très radical. Les nazis ont copié nos méthodes de propagande, mais aussi nos méthodes de lutte — ils ont même organisé des grèves — et même nos chants révolutionnaires !

Pour devenir populaires et arriver au pouvoir, les nazis comptaient sur les sept millions de chômeurs. Alors, ils ont installé des cuisines roulantes et servi des soupes populaires. Ils pouvaient faire cela parce que les grands propriétaires terriens leur fournissaient les légumes et la viande. Et ils ont promis du travail.

A cause de la misère et parce qu'on leur promettait quelque chose, donc par égoïsme, les chômeurs sont entrés en

masse dans les rangs nazis. Ils ne comprenaient pas alors qu'ils seraient utilisés dans une prochaine guerre comme chair à canon pour accroître les richesses des capitalistes.

Finalement, les masses combattantes contre le fascisme ont progressivement diminué et Hitler est arrivé au pouvoir sans qu'il n'y ait quasiment de résistance.

(A suivre)



En 1933, le nonce du pape en Allemagne, M^{gr} Vasallo di Terragrossa, félicite Hitler et ajoute : *“Pendant longtemps, je ne vous ai pas compris, aujourd’hui, je vous comprends.”*

**Evgueni
Gromov :
Staline,
l'art, les récompenses
et les décorations**

Ces pages sont extraites — avec l'autorisation de l'auteur — du remarquable ouvrage d'Evgueni Gromov, *Staline, le pouvoir et l'art*, publié à Moscou en 1992. Il analyse en détail les rapports entre Staline et son système, d'un côté, et le monde des artistes (surtout des écrivains), de l'autre, tout au long du règne de Staline, qui, dès la fin des années 1920, entreprit de contrôler étroitement toutes les disciplines intellectuelles et leurs représentants : historiens, philosophes, écrivains, peintres, sculpteurs, musiciens, etc.

Il s'attache en particulier à étudier en quoi la terreur n'est que l'un des éléments — certes essentiel, mais nullement unique — du système de rapports que Staline instaure entre le pouvoir et l'intelligentsia dite "créatrice". Staline élabore en même temps tout un système bureaucratique soigneusement hiérarchisé pour corrompre et acheter les consciences.

Pour compléter l'analyse d'Evgueni Gromov sur l'alternance entre la carotte et le bâton dans le jeu de Staline, nous reproduisons un court passage des souvenirs du sculpteur Iouri Annenkov, consacrés à un écrivain rallié au régime, le comte Alexis Tolstoï, trois fois prix Staline...



Kirov, Vorochilov et Staline.

Staline et les écrivains : la carotte et le bâton

STALINE avait soigneusement lu *Le Prince*, de Machiavel, dont il était un disciple doué, et en politique comme dans ses rapports avec les gens. Il avait d'ailleurs peine à distinguer l'individuel du social. Diviser pour régner, la carotte (1) et le bâton, ces composantes traditionnelles du pouvoir d'Etat, prises sous leur forme la plus brutale et la plus concentrée, étaient aux yeux de Staline les normes quotidiennes de son existence et de son activité.

Le but était simple : la soumission absolue du peuple et de chaque individu à la volonté de Staline. Absolue et en même temps capable d'initiative ! Tous étaient obligés de tendre leurs forces au maximum pour tenter de réaliser le mieux possible les prescriptions du guide. Staline avait beau parler de l'idéologie communiste, il considérait, dans les replis secrets de sa conscience, que ce sont des motifs simples, élémentaires, qui meuvent les hommes de la façon la plus sûre : la peur pour leur existence et l'aspiration au bien-être matériel, tout cela multiplié par la vanité et l'ambition. Ce dernier mobile est particulièrement caractéristique des intellectuels, qu'il s'agisse des savants ou des artistes. Mais la dominante est la peur.

Staline n'est vraisemblablement pas parvenu d'un coup à de telles conclusions. Elles étaient depuis toujours ni-

chées en lui, mais pendant un certain temps ne s'exprimèrent pas avec toute leur force. La relative facilité avec laquelle il réussit à briser ses rivaux politiques, dont bon nombre avaient été des révolutionnaires hardis et fermes, renforça sa conviction dans la toute-puissance de la peur et de la répression. En 1937-1938, il fera dévaler sur le pays une terreur de masse, qui frappera aussi l'intelligentsia créatrice. Mais au départ, le dictateur voulut plus agir sur elle en maniant la carotte.

Staline considérait qu'il avait comblé de bienfaits les écrivains en les libérant du joug du RAPP (2) et en fondant leur Union de créateurs (3), sur le type de laquelle furent constituées les autres unions de créateurs. Ce faisant, il trans-

Notes de la rédaction :

(1) En russe, on dit "le pain d'épices".

(2) RAPP : association des écrivains prolétariens, dirigée par Averbakh, gendre du chef du NKVD à l'époque, Iagoda, dissoute, ainsi que les débris des autres organisations d'écrivains, par une résolution du comité central du 23 avril 1932, dont il est question plus bas. Une Union des écrivains, dont la création est alors décidée, doit rassembler tous les écrivains. Elle tiendra son congrès de fondation en 1934.

(3) "Créateurs" désigne les diverses catégories d'artistes (écrivains, peintres, sculpteurs, compositeurs, etc.). L'Union des écrivains est la première du genre.

forma une partie significative de l'intelligentsia créatrice en une nouvelle couche privilégiée. Y accéder signifiait acquérir un certain nombre de privilèges et d'avantages conséquents, depuis le droit à un espace habitable complémentaire et — pour parler des écrivains — à une possibilité supplémentaire de se faire imprimer. Le gouvernement soviétique réalisa toute une série de mesures pour améliorer l'existence de l'intelligentsia créatrice. On augmenta sensiblement les honoraires du travail littéraire, ainsi que pour les concerts.

A cette époque, la crise du logement sévissait à Moscou et dans d'autres grandes villes. On permit aux écrivains et aux artistes de créer des coopératives de logements. On attribua aux plus connus et aux plus célèbres d'entre eux des appartements prélevés sur le fonds de l'Etat. Les plus connus eurent accès aux magasins spéciaux du parti et à l'hôpital du Kremlin. On permit au Litfond (4) de construire des datchas, des maisons de la création (5), des polycliniques. On augmenta les honoraires versés aux acteurs et aux musiciens.

En vérité, la grande masse des acteurs, surtout en province, végétait et continua à mener une existence misérable. Et la grand masse des auteurs vivait pauvrement tant qu'ils n'étaient pas membres de l'Union des écrivains. Les jeunes peintres et sculpteurs vivaient aussi souvent dans la pauvreté : l'Etat ne donnait ses commandes, comme les ateliers et les appartements, qu'aux maîtres reconnus.

Le principe hiérarchique dans la répartition des biens était respecté de façon très scrupuleuse. On accablait de faveurs les généraux de l'art, les colonels et les commandants s'en voyaient attribuer moins et les grades inférieurs devaient se contenter de peu de chose. Mais ils avaient la perspective de monter en grade. Quelques chiffres permettront d'éclairer la situation. Les honoraires de base d'un soliste du Bolchoï Teatr (en dehors des concerts) était de 5 000 roubles ; les musiciens de jazz de première classe de la catégorie d'Outessov (6) touchaient la même chose ; un acteur

moyen de la capitale touchait de 500 à 600 roubles. A la même époque, un travailleur, à Moscou, gagnait 200 à 250 roubles et un médecin de 300 à 350.

Les élus avaient vécu assez bien dans les périodes antérieures, surtout pendant la période de la NEP. Mais à cette époque, ils en avaient un peu honte et un peu peur, tant étaient fortes les traditions de l'ascétisme révolutionnaire. Dans la seconde moitié des années 1930, on commence à s'éloigner de ces traditions dans la société et on les abandonne presque complètement dans le milieu de l'intelligentsia. Le cercle des élus s'élargit sensiblement. La collection de tableaux, d'antiquités, de bijoux devient à la mode, surtout chez les acteurs et les musiciens connus.

Les mœurs et les coutumes changent peu à peu avec la bénédiction des autorités. Nadejda Mandelstamm (7), revenant de son exil de Voronège en 1937, l'a remarqué avec une perspicacité toute féminine : *« Lorsque nous avons quitté Moscou, les écrivains ne formaient pas encore une couche privilégiée, et maintenant ils ont pris racine et ont réfléchi à la façon de conserver leurs privilèges. »*

On prenait l'habitude de bien s'habiller, d'avoir un costume du dimanche. On se rendait désormais plus souvent dans des restaurants chers, on allait prendre les eaux. Les plus favorisés avaient leur voiture personnelle, qui était parfois un cadeau du gouvernement.

Le mode de vie des écrivains se transformait. Nadejda Mandelstamm écrit : *« Dans le nouvel appartement de*

(4) Litfond : fonds de l'Union des écrivains alimenté par l'Etat et destiné à aider matériellement des membres de l'union.

(5) Maisons de repos où les écrivains peuvent se faire envoyer quelques semaines pour écrire à l'aise (au moins au motif officiel).

(6) Outessov : trompettiste de jazz fameux en URSS dans les années 1930, à l'époque où le jazz y était très à la mode.

(7) Femme d'Ossip Mandelstamm, déporté par Staline au Goulag, où il périt en 1938. A publié en français des souvenirs édités chez Gallimard sous le titre : *Contre tout espoir* (Paris, 1972).

Kataiev (8), tout était nouveau : une nouvelle femme, un nouvel enfant, de nouveaux roubles et un nouveau mobilier. "J'aime le moderne", dit Kataiev en fronçant les sourcils ; à l'étage en dessous, Fedine (9) aimait l'acajou, dont il avait fait faire des garnitures entières. L'argent a rendu les écrivains fous, non seulement parce que l'argent était neuf, mais parce qu'il était inhabituel. »

Kataiev avait rapporté d'Amérique le premier réfrigérateur possédé par un écrivain, suscitant l'envie des autres.

Certes, les propos de Nadejda Mandelstamm, qui était pauvre comme Job, comportent une certaine exagération, mais dans l'ensemble, elle définit fidèlement la nouvelle situation. Les écrivains, et ce n'est pas en soi un péché, aspiraient à une belle vie pleine de confort.

Les artistes, dans la Russie pré-révolutionnaire, accédaient assez souvent à l'aisance matérielle, et sensiblement plus élevée et stable que dans la Russie soviétique. Mais sous le tsar, s'ils n'étaient pas membres de l'Académie impériale des sciences ou de l'Académie des Beaux-Arts, s'ils n'appartenaient pas à un service de l'Etat, ils se trouvaient en dehors des structures de l'Etat et de la table bureaucratique des rangs (10). Possédant une haute autorité morale, un écrivain connu ne cherchait pas d'ordinaire et ne possédait pas un haut statut social officiel. Et il se glorifiait à juste titre de son indépendance spirituelle.

Staline ne voulait pas entendre parler d'une telle indépendance. C'est pourquoi il s'attacha systématiquement à attirer les artistes créateurs dans le système de l'Etat et du parti, en prenant en compte leurs aspirations et leurs ambitions. On donne désormais régulièrement des décorations et des titres aux artistes. On en fait des députés, on les ontrouit dans les comités du parti, on les installe dans les présidiiums, on les nomme dans des commissions gouvernementales.

L'objectif du pouvoir est ici très clair : il veut, en utilisant divers leviers, implanter la psychologie nomenklaturiste, ainsi que la tartuferie et le conformisme qui y sont consubstantiels, dans l'intelligentsia. Tous les intellectuels ne sont

certes pas gangrenés par cette psychologie, mais elle infecte néanmoins l'âme de pas mal d'entre eux. Ajoutons-y les effets de l'instinct de conservation. La reconnaissance officielle engendre une certaine protection sociale, valeur suprême dans notre pays.

A peine l'Union des écrivains fut-elle créée que les disputes et les querelles s'y enflammèrent. Deux des causes en furent l'amour-propre exacerbé et l'ambition déchaînée, facteurs permanents dans ce milieu. Mais l'essentiel était ailleurs : toute une série de dirigeants de l'Union des écrivains s'occupèrent plus d'une vaine lutte pour le pouvoir et l'influence que de leurs activités proprement littéraires. Un groupe d'écrivains dirigé par Alexandre Fadeiev (11) entra en guerre contre un autre groupe dirigé par le secrétaire de l'Union des écrivains de l'URSS, Vladimir Stavski (12). Ils étaient tous les deux dans les faveurs du Guide, qui accordait néanmoins sa préférence à ce dernier. La querelle grandiose dura plusieurs années.

En mai 1937, le vice-directeur de la section de l'instruction et de la culture

(8) Valentin Kataiev (1897- ?), romancier auteur de *Au loin une voile*, du roman *Pour le pouvoir des soviets*. Prix Staline en 1946, prix Lénine en 1961.

(9) Constantin Fedine (1892- ?), auteur du roman *L'Enlèvement d'Europe*, prix Staline en 1949. De nombreuses années membre de la direction de l'Union des écrivains sous Khrouchtchev et Brejnev.

(10) Sous le tsarisme, les serviteurs de l'Etat sont classés en quatorze rangs soigneusement hiérarchisés, dont la liste constitue le tableau des rangs.

(11) Alexandre Fadeiev (1901-1956), secrétaire de l'Union des écrivains de 1938 à son suicide, en 1956, quelques semaines après le rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès contre certains crimes de Staline. Auteur du roman *La Jeune Garde*, qui reçut le prix Staline en 1946, mais que Staline le contraignit à modifier et à réécrire par la suite. Elu membre du comité central au XVIII^e Congrès du PC (mars 1939), puis au XIX^e Congrès (octobre 1952), réélu seulement membre suppléant au XX^e Congrès du PCUS (février 1956).

(12) Vladimir Stavski (1900-1943), secrétaire administratif de l'Union des écrivains de 1936 à 1938. Spécialisé dans la dénonciation des écrivains qualifiés de "trotskystes". Correspondant de guerre de la *Pravda*, périt sur le front en 1943.

du comité central du Parti communiste russe (b), A. Angarov, envoie un rapport à Staline, Kaganovitch, Andreiev, Jdanov et Iejov. Il y affirme : *“La manière dont la direction de l’Union des écrivains et son secrétariat dirigent la communauté des écrivains suscite une sérieuse inquiétude.”* La liste des proches est énorme et tous tapent dans le mille. Conclusion : *“Sous la direction du camarade Stavski, l’Union des écrivains, d’organisation sociale, s’est transformée en une institution administrative, très bureaucratifiée...”*

Le présidium et la direction de l’Union des écrivains étaient convoqués de façon extrêmement rare, et pour discuter de questions d’organisation et pas de problèmes littéraires. Les plaintes et les demandes des écrivains étaient restées sans être examinées pendant deux bonnes années. Stavski et son appareil se montraient grossiers avec les simples membres de l’union et ne leur accordaient aucune assistance. Tous les biens de l’union étaient répartis entre *“un petit groupe de coryphées”*. La critique de certaines œuvres était bâclée et unilatérale. *“Le bilan d’une telle pratique est que l’activité littéraire des gens diminue. Certains écrivains ont complètement cessé d’écrire et se sont renfermés dans leur coquille (Asseiev, Svetlov) (13). L’absence de travail d’éducation chez les écrivains (...) mène certains d’entre eux au pessimisme, à la défiance à l’égard de leurs propres forces et même, dans plusieurs cas, à une aigreur intérieure.”*

Les mœurs de cliques se perpétuent dans l’Union des écrivains, où l’on dresse face à face les membres du parti et les sans-parti. La direction ne s’occupe pas des jeunes, elle ne s’occupe pas non plus de l’activité des revues littéraires. En un mot, c’est la débâcle totale.

Comment réagit Staline à ce rapport ? Il fait arrêter Angarov, condamné à mort et fusillé *« pour participation à l’organisation des “droitiers” et développement d’une activité de sabotage dans le domaine de la littérature et de l’art »*.

Les querelles, pourtant, continuent. Les membres de la direction de l’Union

des écrivains V. Guerassimova et A. Karavaieva adressent en mars 1938 une lettre à A. Andreiev, dans laquelle elles se plaignent de Stavski et de sa *“main droite”*, V. S. Vichnievski (14). Ce dernier présentait ses collègues Vs. Ivanov, L. Leonov, N. Virta et C. Féline *“comme des carriéristes et quasiment comme des ennemis du peuple”*. Les auteurs de la lettre sont des communistes tout à fait loyales, mais elles considèrent que les affaires de la communauté littéraire vont très mal. *“Une situation tout à fait intolérable s’est créée chez nous, que l’écrasante majorité des écrivains juge très pénible et dans laquelle il leur est tout simplement impossible de mener une existence créatrice.”* Auparavant, en janvier 1938, la *Pravda* avait publié un article *“Sur les insuffisances dans l’activité de l’Union des écrivains”*, signé A. Tolstoï, A. Fadeiev, A. Korneitchouk, V. Kataiev et A. Karavaieva (15).

La rédactrice en chef de *Literatournaïa Gazeta*, O. Voitinskaïa, qui avait déjà rempli plusieurs missions délicates que lui avait confiées la direction suprême du parti, envoie à Jdanov une lettre qui a tout d’une dénonciation. Elle déclare surtout que *“la résolution du comité central du 23 avril 1932 n’a pas été mise en œuvre”*.

La direction du comité central est contrainte de prendre des mesures. Une réunion est convoquée au comité central pour discuter du travail de l’Union des

(13) Nicolas Assiev (1899- ?) et Mikhail Svetlov (1903- ?), poètes soviétiques. Le premier a eu le prix Staline en 1941 ; le second est fameux pour son poème *Grenade*, écrit en 1926.

(14) Vsevolod Vichnievski (1900-1951), dramaturge, auteur entre autres de *La Tragédie optimiste* et du scénario du film *Nous de Cronstadt*. Prix Staline en 1950. Dénonciateur de nombreux écrivains.

(15) Alexis Tolstoï (1883-1945), comte, rallié au régime, auteur de plusieurs romans fameux, dont *Aelita*, *L’Hyperboloïde de l’ingénieur Garine*, *Pierre I^{er}* et *Le Chemin des tourments*. Prix Staline en 1941, 1943 et 1946. Alexandre Korneitchouk (1905- ?), dramaturge, membre du bureau du conseil central du Mouvement de la paix. Elu membre du comité central du PCUS aux XIX^e (1952), XX^e (1956) et XXII^e Congrès (1961) du PCUS. Prix Staline en 1941, 1942, 1943, 1949 et 1951.

écrivains de l'URSS ; on arrête un bon paquet d'écrivains, on en persuade quelques-uns, on amadoue quelques autres, mais les changements radicaux sont minces.

Bien entendu, les dissensions internes dans une union de créateurs ne s'expliquent pas seulement et pas d'abord même par une lutte intéressée de groupes et d'individus dressés l'un contre l'autre. Les causes profondes en sont ailleurs. Elles découlent de la chasse frontale aux saboteurs, aux espions, aux opposants, que Staline développa dans le pays au cours de la seconde moitié des années 1930. Les écrivains eux-mêmes, surtout ceux qui étaient proches du pouvoir, intervenaient sous le drapeau d'une lutte impitoyable contre les ennemis du

peuple, en cherchant à les débusquer de façon préventive dans leur propre milieu et en se protégeant de façon là aussi préventive contre les accusations éventuelles (et fréquentes) d'insuffisance idéologique, voire de trahison de la patrie socialiste.

Ces dissensions ne présentaient pas le moindre danger pour la direction du Kremlin. Elles pouvaient même présenter un avantage. Staline pouvait intervenir plus aisément dans le rôle, qui lui était devenu habituel, d'arbitre charismatique, dans les affaires littéraires comme dans le destin des écrivains, en fonction du principe "diviser pour régner"...

Evgueni Gromov

Une confession du "comte soviétique" Alexis Tolstoï

IOURI ANNENKOV, après avoir rencontré Alexis Tolstoï en URSS en 1924, peu avant son départ du pays, le revoit à Paris en 1937, lors d'un voyage touristique de celui que l'on appelait "le comte soviétique". Ce dernier refuse de discuter avec lui de politique en lui déclarant : "La politique ? Je m'en fous ici. Je m'en fous. Je m'en fous." Annenkov emmène régulièrement Tolstoï se promener en voiture. Un jour, Tolstoï lui dit :

"Tu as une belle voiture, c'est certain. Mais la mienne est quand même plus chic que la tienne. Et j'en ai même deux.

— *Moi, lui rétorquai-je, j'ai acheté ma voiture avec de l'argent que j'ai gagné. Et toi ?*

— *A dire la vérité, mes deux voitures m'ont été offertes, l'une par le comité central, l'autre par le soviet de Leningrad. Mais je ne peux en utiliser qu'une, car je n'ai en tout et pour tout qu'un seul chauffeur."*

Iouri Annenkov souligne qu'en Europe, les gens conduisent eux-mêmes leur voiture, et que "seuls les malades et les snobs ont un chauffeur. En URSS, ces chauffeurs, lui demande-t-il, ne sont-ils pas des tchékistes en service commandé ?"

"Bah ! me répondit Tolstoï... Nous sommes tous des tchékistes... Mais voilà, si je vais chez un ami qui habite Kouznetski Most (1) prendre le thé et que j'y reste une ou deux heures, je ne retrouverai pas les pneus de ma voiture, envolés ! Et si je vais dîner chez une connaissance et que j'y reste jusqu'à trois heures du matin, en redescendant, je ne retrouverai que le squelette de ma voiture : plus de roues, plus de vitres, plus de sièges. Mais avec un chauffeur installé à l'avant, on retrouve tout en l'état. Compris ?"

(1) Rue du centre de Moscou où se trouvait un immeuble du NKVD (au n° 24) — NDLR.



Un magnifique exemple du "réalisme soviétique" : Kirov, Staline et Vorochilov...

Lettre à
Nezavissimaia
Gazeta

(Vadim Rogovine)

Le 2 juillet 1998, le journal russe *Nezavissimaia Gazeta* (c'est-à-dire le "journal indépendant") publiait un article dont l'auteur présentait un ouvrage défini comme un scoop. Ce dernier publiait un document prétendument longtemps caché au public, quoique tiré à des centaines de milliers d'exemplaires en 1938 : le compte rendu du troisième procès de Moscou (de l'imaginaire "*bloc des trotskystes et des droitiers*").

Reprenant les affabulations grossières de l'accusation, dont le porte-parole était le procureur glapissant Andreï Vychinski, l'auteur de l'article affirme l'existence réelle du complot inventé par Staline, dont les auteurs (les droitiers et les trotskystes) auraient voulu démembrer l'URSS au profit des grandes puissances capitalistes... ce que feront en 1991 les héritiers de Staline lui-même.

L'anticommunisme virulent de la presse russe n'empêche pas, en effet, la reprise des affabulations stalinienne elles-mêmes. Ainsi, un récent article de la sérieuse revue *Voprossy Istorii* affirmait l'existence réelle du complot du Kremlin inventé par les services du NKVD en 1935, qui permit la première inculpation et les premières condamnations des vieux dirigeants bolcheviks Zinoviev et Kamenev, et la mise en cause du président du comité exécutif des soviets, Avel Enoukidzé, un homme qui en savait trop et dont Staline voulait se débarrasser...

L'auteur de l'article critiqué par Vadim Rogovine reproche à Staline son "*excès de mollesse*" dans la répression. Au mois d'octobre 2001, deux partis "communistes", le RKRП et le RPK, ont fusionné, et leur congrès de fusion a annulé la décision du XXII^e Congrès du PCUS (octobre 1961) condamnant Staline et réclamé la réhabilitation pénale de ce dernier. Il est bien évident qu'assimiler le socialisme avec Staline, c'est-à-dire avec la famine de 1932-1933, la chasse aux paysans, le Goulag, l'assassinat massif de tous ceux qui pouvaient être suspectés d'avoir le moindre doute ne peut que tendre à pousser les nouvelles générations dans les bras des privatisateurs.

Inutile de dire que *Nezavissimaia Gazeta* ne publia pas une ligne de la lettre de Rogovine. L'"indépendance" a ses limites.

Un mauvais roman policier

BIEN que mes opinions sur les événements de notre histoire après la révolution d'Octobre diffèrent sérieusement de celles qui sont exprimées sur les pages de votre journal, je crois possible de vous demander de publier ma lettre.

Le 2 juillet de cette année, dans la rubrique "Ex-libris NG", votre journal a publié un article de A. Rosliakov intitulé "*Le complot découvert : Boukharine a été fusillé sans être innocent*", qui occupe toute une page et qui est consacré, de façon assez inattendue, selon les mots de son auteur même, à un livre intitulé *Compte rendu d'audience*, récemment publié "*par le poète Serge Alikhanov*". Ce livre constitue (ici et plus loin, je reproduis des citations de l'article en conservant le style et les expressions spécifiques de l'auteur) "*un in-folio incluant le compte rendu sténographique du procès du bloc trotsko-boukharinien*". D'après l'auteur de l'article, "*l'histoire de cette édition rappelle vaguement un roman policier. L'affaire est si volumineuse, complexe, que, jusqu'à aujourd'hui, elle est une tache blanche pour le grand public.*" Son secret était dissimulé dans le compte rendu sténographique du procès qui, en 1938, a été "*reproduit et diffusé par poste spéciale à toutes les directions du NKVD du pays, afin qu'elles en prennent connaissance.*

Cependant, très vite, nos spécialistes du secret ont par circulaire exigé : renvoyer au centre tous les exemplaires de ce sténogramme et, dans certains endroits, le détruire sur place."

Même le destin de ce compte rendu sténographique prend le caractère d'un roman policier. Il s'est trouvé un brave qui a fourré dans le poêle des papiers sans intérêt, a dissimulé soigneusement ce compte rendu sténographique tout en affirmant l'avoir détruit.

Dix ans plus tard, ce brave a raconté son exploit à son petit-fils en le lui expliquant ainsi : il a voulu garder la vérité authentique pour ses descendants et il lui a confié : si l'occasion s'en présente un jour, publier ce document si sincère de l'époque... La carrière honorable du petit-fils le pousse à ne pas dévoiler ni le nom de son grand-père ni le sien, afin de garder ce document secret jusqu'au dernier moment. Il a confié à Alikhanov cette édition en prenant les dépenses à son compte, mais a demandé de garder le silence sur lui jusqu'à la publication du document. Toutes ces précautions, dont je ne puis apprécier la légitimité, aboutissent à ce que l'ouvrage soit publié sous un nom qui ne signifie rien pour personne, afin que les organes compétents ne soient avertis de rien.

Difficile de dire si toute cette histoire est une pure mystification utilisant

l'ignorance du public ou le fruit de l'ignorance de l'auteur de l'article lui-même. En réalité, le "compte rendu sténographique secret" publié par Alikhanov est la simple reproduction du livre *Compte rendu sténographique du procès du bloc des droitiers et des trotskystes*, publié un mois après la fin du procès à quelques centaines de milliers d'exemplaires, destiné à une vente publique et à la plus large diffusion. En même temps, à Moscou, furent publiées des éditions de ce livre en de nombreuses langues étrangères à des fins de diffusion dans les pays étrangers. Ce "compte rendu sténographique" se trouve dans des milliers de bibliothèques publiques de notre pays et du monde entier, dans des milliers de bibliothèques de citoyens de l'ex-URSS. On le voit apparaître périodiquement sur les étalages des bouquinistes.

Qu'apporte ce compte rendu, d'après Rosliakov ? Il affirme :

"Le procès a été mené de façon très solide par le seul Vychinski, un homme d'une énergie colossale, d'une mémoire féroce, qui ne laissait dans l'ombre aucune miette d'aucun détail concret concernant chacun des accusés, un polémiste hors du commun à sa manière." Dans ses *"duels avec Boukharine"*, Vychinski, *"à chaque fois, prenait le dessus, sans permettre à son adversaire de transférer le jeu dans le champ de sa sophistique arrogante favorite"*. Dans son ensemble, *"le tableau du crime que le procureur de fer met en lumière au bout de dix jours à partir de la masse des aveux, des dénégations, des interrogatoires croisés, est effrayant"*.

Après quoi, Rosliakov expose minutieusement certains détails et les accusations fondamentales contenues dans le compte rendu sténographique (publié, je le repète, en 1938), en les accompagnant de commentaires du genre : la majorité des accusés furent *"conduits par Vychinski à une certaine sincérité"*, le procès présente *"des tableaux égaux dans leur puissance au Macbeth de Shakespeare"*. En conclusion, l'auteur affirme que *"le document publié rend peu vraisemblable qu'une vingtaine d'hommes,*

interrogés de façon très méticuleuse par Vychinski, se soient chargés d'une fausse accusation fabriquée par quelqu'un... Pour arriver à composer et à lier solidement entre elles la masse de précisions apparues au procès, il aurait fallu une brigade entière de Shakespeare informés de toutes les finesses de la géopolitique."

Je ne vois pas de raison de polémiquer avec A. Rosliakov ; je voudrais seulement rappeler certains faits connus de tout homme qui s'intéresse à l'histoire des procès de Moscou et à la bacchanale de la terreur stalinienne en général. Quasiment dès le premier jour du procès, la presse étrangère et émigrée a publié des centaines, voire des milliers d'articles qui démasquaient les innombrables altérations et les falsifications évidentes contenues dans le compte rendu sténographique. Des centaines d'articles et d'ouvrages scientifiques publiés à l'étranger, puis chez nous, ont au cours des six décennies suivantes confirmé et complété ces dénonciations. Aujourd'hui, aucun historien professionnel dans le monde entier ne considère ce procès autrement que comme la plus grande falsification judiciaire que l'histoire humaine ait jamais connue.

La note sur le procès publiée en particulier dans le livre bien connu *La Réhabilitation. Les procès politiques des années 1930-1950* (Moscou, 1991) montre, à partir de l'examen des documents de l'instruction et de pièces d'archives, que le procès a constitué une chaîne de falsifications éhontées. Et pourtant, Rosliakov affirme que *"tous les accusés ont été réhabilités, sauf Iagoda, mais sur la base de quels documents, personne ne l'a encore jamais appris"*.

J'ai effectué une analyse détaillée de ce procès dans mes livres *1937* et *Le Parti des fusillés*, publiés en 1996 et 1997, et édités par des maisons d'édition progressistes en Angleterre, en Australie, en Allemagne et aux Etats-Unis. La conception de ces livres se distingue nettement des versions historiques qui dominent dans la presse "démocratique" comme dans la presse "nationale-patriotique" (y compris la majorité des édi-

tions qui se nomment communistes). C'est sans doute pourquoi, à l'exception de deux petits comptes rendus (dans *Moskovskaia Pravda* et dans *Voprossy Istorii*), ces livres n'ont jamais été mentionnés dans la presse russe, alors que l'édition allemande a suscité une dizaine de recensions. Ce silence obstiné opposé à une étude scientifique de l'histoire des pages les plus sombres du stalinisme contraste avec le "feu vert" donné aux inventions et aux calomnies du type de celles qui encombrant l'article de Rosliakov.

Cet article s'inscrit dans le flot sans cesse grandissant de publications et d'éditions consacrées à la justification et à l'exaltation de Staline. Ce flot vise non seulement à réanimer les falsifications staliniennes les plus ignobles, mais aussi à présenter "sous un nouveau jour" les événements historiques des dernières années, et en particulier les raisons des effrayantes défaites des premières années de la guerre.

Ainsi, Rosliakov écrit : « *Il est difficile de ne pas relier les aveux des boukhariens sur la préparation massive "de l'ouverture du front" avec ce qui s'est passé en 1941, lorsque les Allemands, les principaux alliés et les principaux destinataires des informations secrètes des traîtres, se sont rués sans rencontrer d'obstacle à l'intérieur de l'URSS. On peut ainsi com-*

prendre le trouble ressenti par Staline dans les premières années de la guerre sous l'angle suivant : il croyait avoir complètement écrasé les traîtres, mais tout se passait exactement selon le scénario mis en place profondément par eux dans le système de direction du pays. »

Le sens politique de l'article de Rosliakov apparaît nettement dans sa tirade finale : « *Il est difficile de ne pas établir un parallèle avec l'histoire récente lorsque l'effondrement de l'URSS s'est effectué exactement comme l'avaient médité Boukharine et Trotsky (nouvelle calomnie contre les dirigeants de la révolution d'Octobre, V. R.), mais à la fin des années 1930 la tentative de démembrement du pays avait été féroce-ment écrasée.* » C'était, selon Rosliakov, une « *férocité stalinienne, franche, déclarée sous le slogan "Ecrasez la vermine" ; après tout ce qui a été affirmé, on a envie de reprocher à Staline non pas un excès de dureté, mais un excès de mollesse dans sa lutte contre les fripouilles prêtes à tout pour conquérir le pouvoir* ».

L'objectif politique de Rosliakov, tourné non vers le passé, mais vers le présent et le futur, n'a pas besoin de commentaires supplémentaires. C'est à cet objectif que sont subordonnées les falsifications historiques de cet auteur, fabriquées et inspirées par bien d'autres que lui.

НАРОДНЫЙ КОМИССАРИАТ ЮСТИЦИИ СССР

СУДЕБНЫЙ ОТЧЕТ

ПО ДЕЛУ

АНТИСОВЕТСКОГО „ПРАВО-ТРОЦКИСТСКОГО БЛОКА“

РАССМОТРЕННОМУ
ВОЕННОЙ КОЛЛЕГИЕЙ ВЕРХОВНОГО СУДА СОЮЗА ССР

2-13 марта 1938 г.

ПО ОБВИНЕНИЮ

БУХАРИНА Н. И., РЫКОВА А. И., ЯГОДЫ Г. Г., КРЕСТИНСКОГО Н. И., РАКОВСКОГО Х. Г., РОЗЕНГОЛЬЦА А. П., ИВАНОВА В. И., ЧЕРНОВА М. А., ГРИНЬКО Г. Ф., ЗЕЛЕНСКОГО И. А., БЕССОНОВА С. А., ИКРАМОВА А., ХОДЖАЕВА Ф., ШАРАНГОВИЧА В. Ф., ЗУБАРЕВА П. Т., БУЛАНОВА П. П., ЛЕВИНА Л. Г., ПЛЕТНЕВА Д. Д., КАЗАКОВА И. И., МАКСИМОВА-ДИКОВСКОГО В. А. и КРЮЧКОВА П. П.

В ПРЕСТУПЛЕНИЯХ, ПРЕДУСМОТРЕННЫХ ст. ст. 58^а, 58^б, 58^в, 58^г и 58^д УГОЛОВНОГО КОДЕКСА РСФСР, а ИВАНОВА ЗЕЛЕНСКОГО и ЗУБАРЕВА КРОМЕ ТОГО, В ПРЕСТУПЛЕНИЯХ, ПРЕДУСМОТРЕННЫХ ст. 58^а УГОЛОВНОГО КОДЕКСА РСФСР

ОТЧЕТ СОСТАВЛЕН ПО ТЕКСТУ
ГАЗЕТ „ИЗВЕСТИЯ СОВЕТОВ ДЕПУТАТОВ
ТРУДЯЩИХСЯ СОЮЗА ССР“ и „ПРАВДА“

ЮРИДИЧЕСКОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО НКЮ СССР • 1938

Le “compte rendu sténographique” du troisième procès de Moscou : un document “secret” publié à des centaines de milliers d'exemplaires en 1938.

Lee Harvey Oswald et les trotskystes américains

(Jean-Marc Schiappa)

Depuis l'époque où Staline les présentait comme des agents des services étrangers, des saboteurs, des espions et des bandits, les trotskystes ont été soumis à de multiples campagnes de calomnies, dont le qualificatif d'"hitléro-trotskyte" inventé par la direction du PC français sous l'Occupation ne fut pas l'un des moindres.

On a vu récemment des relents de ce vocabulaire dans certaines publications tapageuses.

Ainsi, dans *Le Figaro* (16 juin 2001), un certain Max Clos affirmait, sans évidemment l'ombre d'un argument, que le trotskysme avait engendré trois mouvements terroristes : la Fraction Armée rouge (allemande), les Brigades rouges (italienne) et Action directe (française).

Qu'aucun membre de ces groupes, pourtant fort diserts en général sur leurs motifs et mobiles, ne se soit réclamé du trotskysme n'embarrasse apparemment pas ce chroniqueur.

Depuis lors, d'autres ont fait mieux ou aussi bien, avec une élégance parfois douteuse. Ainsi, dans l'hebdomadaire *Marianne* (11 au 17 juin 2001), pouvait-on lire, sous le titre accrocheur "*De la différence entre trotskisme et syphilis*", un commentaire sur la déclaration d'un ancien trotskyste, proclamant : "*Le trotskisme, c'est quand même pas la syphilis.*" L'hebdomadaire, en page 10, commentait anonymement et très finement : "*C'est vrai : la syphilis, ça se soigne.*"

Le petit article que Jean-Marc Schiappa consacre à la provocation montée autour de Lee Harvey Oswald éclaire une des pages de ces machinations répétées et montre qu'elles ne sont pas l'apanage des seuls services de police de l'ex-URSS ou des anciennes "démocraties populaires".

Une construction des services "spécialisés" américains

CE n'est pas la première fois que l'on essaye de mêler les trotskystes à un attentat terroriste aux Etats-Unis.

Le précédent le plus célèbre — mais nullement le seul — fut l'assassinat du président J. F. Kennedy, le 22 novembre 1963, à Dallas, à propos duquel, de "révélations miraculeuses" en "preuves incontestables" en passant par une "enquête fulgurante", on a pu savoir assez rapidement (et maintenant, avec des preuves réellement incontestables) que les sommets les plus hauts de l'Etat, dont le FBI et la CIA, furent directement impliqués, y compris dans l'assassinat lui-même (1).

Dès le lendemain de l'assassinat de Kennedy, le 23 novembre 1963, des photos d'Oswald en tenue de terroriste ont circulé. Elles ont été publiées et ont servi de "preuve" pour établir la culpabilité de ce dernier. En effet, outre un pistolet à la hanche, Oswald arborait un fusil de guerre et deux journaux, l'un du Parti communiste américain, *The Worker*, l'autre étant l'hebdomadaire des trotskystes (à l'époque), *The Militant*. Preuves irréfutables...

Et pourtant, sans même parler de l'éventuelle et nullement établie participation d'Oswald au crime directement, sans même évoquer l'improbable fusil de guerre, qui n'était aucunement une arme du crime, les spécialistes ont établi que la photographie était falsifiée (2).

En fait, il s'agit d'un montage, dont on a récemment retrouvé les éléments dans les archives de la police de Dallas (3), le visage d'Oswald étant superposé à une autre silhouette, probablement celle du policier Roscoe White, dont la responsabilité directe dans le crime est, elle, certaine (4).

Aussitôt, après cette "découverte", les mêmes services de police ont cherché à impliquer les trotskystes américains. Le chef de la police de Dallas, Curry, répondait lors d'une conférence de presse, le lendemain du meurtre, à la question suivante d'un journaliste :

« *Je crois que vous avez des photographies du suspect, Oswald, avec une carabine comme celle qui a été utilisée. Pourriez-vous décrire cette photographie ?*

(1) Le procureur Garrison, dans *J. F. K.*, et le journaliste W. Reymond, dans son récent et définitif ouvrage *Kennedy, autopsie d'un crime d'Etat*, ont parlé de "coup d'Etat". La lecture de ce dernier ouvrage est instructive sur le degré de manipulation officielle qui a présidé avant, pendant et après l'assassinat de Kennedy.

(2) Quand on parle ici des spécialistes, il s'agit de chercheurs indépendants ou de journalistes. Les services comme le FBI ou la CIA ont, pour leur part, cherché à dérouter l'enquête et cacher leurs responsabilités... Ces spécialistes, outre les auteurs des deux ouvrages déjà cités, sont Léo Sauvage (*L'Affaire Oswald*), Thomas Buchanan (*Les Assassins de Kennedy*) et H. Popkin (*Les Assassins de Kennedy*).

(3) W. Reymond, *op. cit.*, p. 112.

(4) W. Reymond, *op. cit.*, *passim*.

— *C'est la photographie d'Oswald debout, face à un appareil photographique, tenant à la main une carabine qui est très similaire à la carabine que nous avons en notre possession. Il avait également un pistolet attaché à la hanche. Il tenait à la main deux journaux, dont l'un semblait être The Worker, et, sur l'autre, on voit "Soyez militant". Je ne sais si c'était un titre ou le nom du journal* » (5).

L'inculture politique du chef Curry n'a pas empêché cette information de faire le tour du monde : la photo truquée a même été publiée à la "une" de *Time-Life*.

Il est dans l'ordre des choses que la presse stalinienne internationale ait reproduit et amplifié ces calomnies. Mais comment le journal du SWP s'est-il retrouvé en possession de l'agent Oswald ?

En mai 1963, Oswald, après avoir été entraîné chez les "marines" et avoir fait un séjour en tant que réfugié politique en... URSS, est revenu aux Etats-Unis. Déjà, cette situation incongrue signe une provocation. Nous ne pouvons ici reconstruire, faute de place, la biographie de Lee Harvey Oswald, il faut renvoyer aux ouvrages mentionnés. Il vit à la Nouvelle-Orléans et, « à partir de la fin mai, Oswald, se lance dans la propagande procastriste, bombardant de lettres le "Fair Play for Cuba Comittee" (FPCC) de New York, le "Communist Party" et le "Socialist Workers Party", auxquels il donne des informations ou fausses ou abusives sur ce qu'il fait » (6).

Il organisa différents incidents et prit la parole à la radio, dans le seul but de se faire passer pour un "marxiste convaincu". Le 1^{er} septembre, "il écrit au Communist Party" et au "Socialist Workers Party qu'envisageant de déménager et de s'installer à Washington, Baltimore ou Philadelphie, il souhaite entrer en contact avec leurs membres en ces villes" (7). Un peu plus tard, toujours en septembre, au Texas, il cherche à rencontrer les dirigeants du Socialist Labor Party, organisation réformiste américaine, mais on ne sait s'il s'agit bien de L. H. Oswald ou de quelqu'un cherchant à se faire passer pour lui (8). En novembre, il prend

contact avec les responsables de l'American Civil Liberties Union, organisation de défense des libertés démocratiques, et s'y infiltre à Dallas (9).

Dernier élément, « *l'administration de l'hebdomadaire trotskyste The Militant a annoncé qu'un certain Lee H. Oswald, de Dallas, avait souscrit en décembre 1962 un "abonnement de propagande" à un dollar. Cet abonnement, renouvelé en mai 1963 à la Nouvelle-Orléans, était arrivé à expiration en septembre 1963* » (10).

Il est maintenant établi qu'Oswald, qui voulait se présenter comme un "marxiste convaincu", voire un trotskyste, était un agent appointé de la CIA depuis de longues années (11). Dès novembre 1963, on pouvait affirmer qu'Oswald était un provocateur : qui, en effet, pourrait chercher à se lier, en même temps, à une organisation trotskyste, une organisation stalinienne, une organisation castriste et une organisation social-démocrate et, en plus, chercher à y laisser des traces de son passage en mêlant le mouvement ouvrier, dont les trotskystes, à l'assassinat de Kennedy ? La provocation est allée plus loin que ne l'aurait souhaité L. H. Oswald lui-même, et il a joué, comme il l'a déclaré après son arrestation, le rôle du "pigeon" ("patsy"), mais c'est un autre problème. L'implication des trotskystes américains dans l'assassinat de Kennedy apparaît bien pour ce qu'elle est : une construction des services américains.

Les attaques ignobles lancées récemment contre les trotskystes ont au moins un avantage : éclairer le rôle des services dits "spécialisés" et, au passage, mettre à mal leur crédibilité.

Jean-Marc Schiappa

(5) W. Reymond, *op. cit.*, p. 67.

(6) H. Popkin, *op. cit.*, p. 65.

(7) H. Popkin, *op. cit.*, p. 69.

(8) H. Popkin, *op. cit.*, p. 73.

(9) H. Popkin, *op. cit.*, pp. 80-81.

(10) L. Sauvage, *L'Affaire Oswald*, p. 18.

(11) W. Reymond, *op. cit.*, pp. 314 et suivantes.

**Dans
les archives
de Marceau Pivert**

La Seconde Guerre mondiale a montré une deuxième fois dans quelle impasse tragique le capitalisme entraînait l'humanité ; elle aussi souligné pour de nombreux militants ouvriers la faillite retentissante de la social-démocratie et du stalinisme. Ces militants ont cherché des réponses. Le texte de la déclaration de Mexico du 15 mars 1943, bien que resté sans suite, en est un signe parmi d'autres.

L'accord de Mexico...

(Propositions pour une déclaration de principes du mouvement "Socialisme et liberté")

DES militants de différentes tendances de la social-démocratie, du socialisme révolutionnaire, se sont rencontrés et ont analysé les problèmes fondamentaux du monde d'aujourd'hui. Ces rencontres ont souligné l'existence d'un accord général non seulement en ce qui concerne la tactique, mais aussi sur les principes idéologiques exprimés ci-dessous. Le résultat de cet accord est le désir commun d'unir nos forces dans la création d'un nouveau mouvement idéologique, indépendant des partis et des organisations existants, et sans abandonner aucune de nos traditions historiques diverses, qui interprétera les nécessités révolutionnaires du temps présent et de la période de transformation socialiste.

Ce mouvement sera fondé sur les principes suivants :

1) Nous considérons la Seconde Guerre mondiale comme une totale subversion des relations sociales et internationales, comme une démonstration de la crise finale de la civilisation capitaliste, dont la solution historiquement progressiste est l'établissement d'un nouvel ordre socialiste, fondé sur la liberté.

2) Le socialisme est une conception de la vie qui s'efforce de régler les problèmes sociaux et les contradictions que connaissent les hommes aujourd'hui. Le socialisme ne représente pas la domina-

tion ou la dictature d'une classe, mais plutôt la formation d'une société sans classes. Le socialisme implique la destruction de l'Etat, instrument d'oppression, et son remplacement par un nouvel ordre basé sur l'organisation de la classe ouvrière, la répartition équitable des produits, la démocratie des producteurs et la coopération du peuple. Le socialisme signifie la propriété collective des moyens de production, contrôlée par et pour la société.

3) Le socialisme est impossible sans liberté.

Nous nous prononçons de façon nette contre les dictatures de castes (militaires ou bureaucratiques), de partis ou de syndicats, même si cette dictature peut être exercée au nom d'une classe. Cela, parce que nous considérons que même les dictatures qui ont été établies au nom de nécessités provisoires sont devenues les plus grands obstacles au progrès et aux besoins du peuple.

Nous nous prononçons aussi contre toute pensée enrégimentée, qui ne peut être qu'une pensée étouffée. Nous nous prononçons aussi contre la moralité d'Etat et la déification des dirigeants, qui n'est rien d'autre que la préparation psychologique à de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation totalitaire. Notre moralité est une moralité de libération, fondée sur le respect absolu de

l'homme et de la vérité, où nous voyons une nécessité inhérente à la pratique socialiste.

4) Le socialisme est la réalisation la plus complète et la plus totale de la démocratie. Ses meilleures garanties sont la conscience socialiste et la libre initiative populaire. C'est pourquoi nous nous prononçons pour les formes d'organisation et les institutions qui garantissent le mieux les droits collectifs et individuels des hommes et des peuples :

- a) la garantie des droits de l'individu ;
- b) les libertés démocratiques fondamentales ;
- c) les droits des syndicats, qui incluent, à notre sens, le contrôle de la production pour le bénéfice de la collectivité ;
- d) les libertés communales ou municipales ;
- e) l'autodétermination des peuples ;
- f) l'application complète du principe de la non-réélection et du droit de rappel en ce qui concerne les postes des organismes représentatifs.

5) Le socialisme ne peut pas être réalisé dans un cadre local ou national, comme l'a montré l'expérience tragique de la Russie ; il ne peut être réalisé qu'à une échelle internationale. La révolution qui mûrit en Europe avec l'approfondissement de la crise de la société bourgeoise, dont la guerre actuelle est l'une des expressions, sera au moins continentale et aura des répercussions mondiales. L'Etat national remplira un rôle de plus en plus réduit et de plus en plus clairement réactionnaire que dans le passé dans le cours de cette révolution. La destruction de la machine d'Etat, le besoin économique d'une reconstruction continentale et mondiale, la nécessité spirituelle d'en finir avec les haines nationales, afin de réaliser la coopération entre les peuples, imposera une transformation profonde des concepts mêmes d'"Etat", de "pouvoir politique", de "pouvoir économique" et de "nationalité".

6) Le socialisme ne peut être réalisé que par des moyens révolutionnaires. Le nouvel ordre social ne peut être créé ni à

l'initiative ni avec le consentement des classes, castes ou catégories privilégiées et conservatrices, même si elles invoquent le nom de démocratie. Il ne peut être instauré qu'à partir de l'initiative et de l'action révolutionnaire des masses. Nous croyons que les forces fondamentales de la nouvelle révolution seront les travailleurs industriels, agricoles, techniciens et intellectuels, animés d'une profonde conscience sociale. Ensuite, et prenant en compte les contradictions engendrées par la crise sociale et la guerre, le mouvement socialiste doit gagner la coopération des soldats et des combattants, des classes moyennes ruinées et apauvries et des peuples opprimés des pays coloniaux, dont les intérêts exigent une émancipation collective. Le besoin fondamental d'une transformation socialiste, d'une justice sociale, d'une paix authentique et d'une liberté constructive, ressenti par ces groupes, sera le grand levier de la future mobilisation populaire.

7) La signification libertaire du socialisme n'implique pas la faiblesse à l'égard des ennemis de la transformation socialiste. Contre la violence capitaliste ou les éléments bureaucratiques, le mouvement socialiste utilisera la violence révolutionnaire dans la période de transition entre la société présente et la nouvelle société. Pendant cette période de combat et de transition, les armes, les tribunaux et tous les moyens de défense de la nouvelle société resteront sous le contrôle absolu des organisations de base telles que les syndicats, les comités d'usines, les conseils municipaux et, en général, toutes les organisations locales et régionales.

Nous rejetons le monopole du mouvement révolutionnaire par une idéologie orthodoxe ou par un seul parti. Nous jugeons nécessaire la coexistence, la compétition et la collaboration (fondée sur une critique fraternelle) des différentes organisations révolutionnaires qui reflètent les besoins et l'état d'esprit des travailleurs. Le mouvement socialiste est et doit être la vraie réalisation d'une démocratie créative.

Nous rejetons aussi les conceptions et les tactiques selon lesquelles la fin justi-

fié les moyens, et nous affirmons que les moyens utilisés par le mouvement socialiste doivent être en accord absolu avec nos idéaux de libération individuelle et collective.

Etant donné le caractère international de la lutte révolutionnaire et le fait que le socialisme ne signifie pas une uniformité de développement dans les différents pays ni des formes identiques de lutte des organisations d'action révolutionnaire, les socialistes de tous les pays doivent, à notre sens, utiliser au maximum l'initiative créatrice des peuples en utilisant les formes de lutte qui correspondent le mieux à leurs caractères nationaux.

Mexico, le 15 mars 1943

Proposé individuellement par des membres des organisations suivantes :

Socialisme et liberté, groupe de Mexico ; Confederacion nacional del Trabajo (CNT), Espagne ; Union General de Trabajadores (UGT), Espagne ; Federacion Anarquista Iberica (FAI), Espagne ; Partido Socialista Obrero Espanol (PSOE) ; Partido Obrero de Unificacion Marxista (POUM), Espagne ; Parti ouvrier socialiste et paysan (PSOP), France ; Union anarchiste italienne ; Groupes socialistes libertaires italiens ; Parti socialiste ouvrier (SAP), Allemagne ; Union des socialistes allemands et autrichiens ; Révolution prolétarienne, groupe de France ; Opposition soviétique de gauche, Union soviétique.

Et divers autres militants isolés.

PROPOSALS FOR A DECLARATION OF PRINCIPLES
OF THE "SOCIALISM AND LIBERTY" MOVEMENT

Militants of the different tendencies of social-democracy, of revolutionary-socialism and of libertarian-socialism, having met and analyzed the fundamental problems of the present-day world, it has become clear that a general agreement exists not only with regard to tactics but the ideological principles expressed below. The result of this agreement is the common desire to unite our forces in the creation of a new ideological movement - independent of existing parties and organizations and without abandoning any of our diverse historical traditions - which will interpret the revolutionary necessities of the present time and of the period of socialism's transformation.

This movement will be based on the following principles:

1. We view the second world war as a complete subversion of social and international relations, a demonstration of the final crisis of capitalist civilization of which the historically progressive solution is the establishment of a new socialist world based upon liberty.

2. Socialism is a general concept of life which strives to solve the social problems and contradictions which arise amongst men today. Socialism does not represent the domination of the dictatorship of one class but rather the realization of a classless society. Socialism implies the destruction of the state, instrument of oppression, replacing it by a new order based on the organization of the working class, the equitable distribution of products, the democracy of the producers and the organization of the people. Socialism signifies the collective ownership of the means of production, controlled by and for society.

3. Socialism is impossible without liberty.

We take a decided stand against dictatorships of state (military or bureaucratic), party or trade union, even though such dictatorships may be warranted in the case of a class. This, because we consider that even those dictatorships which have been established in the name of provisional necessities have ultimately become the greatest obstacle to progress and the needs of the people. We also stand against all regimented thought because we consider it in reality to be nothing but stifled thought. We stand too against state morality and the deification of leaders which constitute nothing more than the psychological preparation for new forms of oppression and of totalitarian exploitation. Our morality is a morality of liberation and this is based on absolute respect for man and the truth, which we deem an inherent necessity of socialist practice.

4. Socialism is the fullest and most complete realization of democracy. Its best guarantee is in the socialist consciousness and free popular initiative. Consequently we stand for the forms of organization and institutions which best guarantee the individual and collective rights of man and peoples.

- a) Guarantee of the rights of the individual.
 - b) The fundamental democratic liberties.
 - c) Trade Union signs which include in our opinion, the control of production for collective benefit.
 - d) Council or municipal liberties.
 - e) Self-determination of peoples.
- f) Full application of the principles of non-violence and recall with respect to posts in representative bodies.

5. Socialism cannot be realized in a local or national setting as has been demonstrated by the tragic Russian experience but is possible only on an international scale. The revolution which is maturing in Europe with the progress of the crisis of bourgeois society, of which one of the expressions is the present war, will be at least continental and will have wide-spread repercussions. The national state will fulfill a lesser and more clearly reactionary role than in the past in the course of this revolution. The destruction of the state machines, the economic need for continental and world reconstruction, the spiritual necessity of going away with national hatreds in order to achieve the liberation of the peoples, will be a profound transformation of the very concepts of the "state", "political power", "economic power" and "nationality".

6. Socialism can only be realized by revolutionary means. The new social order can be created neither through the initiative nor with the consent of the privileged and conservative classes. It can come about only through the initiative and revolutionary action of the masses. We believe that the fundamental forces of the new revolution will be the industrial, agricultural, technical and intellectual workers possessed of a profound social consciousness. Further, and taking into account the contradictions brought about by the social and political wars, the socialist movement must win the collaboration of the soldiers and combatants, of the ruined and impoverished middle classes and the oppressed peoples of colonial countries whose social interests demand a collective emancipation. The basic need of these soldiers is a socialist transformation, for a social justice, for a peace and of constructive liberty will be the great levers for the future popular mobilization.

7. The libertarian significance of socialism does not imply weakness towards the enemies of the socialist transformation. Against the capitalist violence or bureaucratic elements, the socialist movement will use revolutionary violence in the period of transformation. Against the present to the new society. In this stage of transformation from nation, arms, the tribunals and all the means of combat and of oppression, society will remain under the absolute control of the rank and file organizations, such as the unions, factory committees, town councils and in general of all the local and regional organizations.

We reject the concept of the monopoly of the revolutionary movement by an orthodox ideology or by one party. We consider necessary the co-existence, competition and the collaboration (based on fraternal criticism) of the different revolutionary organizations which reflect the needs and words of the workers. The socialist movement is and must be the true realization of a creative democracy.

We reject also the concepts and tactics according to which the movement must be in absolute accord with our ideals of individual and collective liberation. Granted the international character of the revolutionary struggle in the different countries, we do not assume uniformity of development in the organizations of revolution, nor identical forms of struggle of the organizations of revolution, nor identical forms of creative initiative of all countries; just as we insist in that best correspond to the peoples; employing those forms of struggle that best correspond to their national characters.

Mexico D. F., March 15th, 1945.

Proposed individually by members of the following organizations:

- SOCIALISMO Y LIBERTAD Group of Mexico
- Confederacion Nacional del Trabajo (CNT) de Espana.
- Union General de Trabajadores (U.G.T.) de Espana.
- Federacion Anarquista Iberica (F.A.I.) de Espana.
- Partido Socialista Obrero Espanol (P.S.O.E.) de Espana.
- Partido Obrero de Unificacion Marxista (P.O.U.M.) de Espana.
- Social Workers and Pensants Marxists (P.S.W.M.) de Espana.
- Italian Anarchist Union (I.A.U.)
- German Libertarian Socialist Party (G.L.S.P.)
- Union of German and Austrian Socialists (U.G.A.S.)
- REVOLUTION PROLETARIAT Group of France (R.P.G.F.)
- Left Soviet Opposition of the U.S.S.R.
- And various other isolated militants.

**Retour
sur le film
*La faute à Lénine***

(Jean-Jacques Marie)



Si Staline l'a emporté...

DEUX semaines avant son passage sur Arte, j'ai eu la possibilité de voir le film de Daniel Leconte et Stéphane Courtois en préprojection. Cette vision présentait un intérêt inhabituel. D'ordinaire, lorsqu'il m'est arrivé de voir un film en préprojection, puis de le revoir, il n'y avait aucune différence entre les deux copies. Ce n'était pas le cas de *La faute à Lénine...*

Lors de la préprojection, j'avais été frappé par une accumulation d'erreurs grossières, qui soulignaient l'amateurisme extrême du travail de Leconte et Courtois. Un spectateur averti a dû attirer l'attention des deux auteurs sur le ridicule dont ils se couvraient et les erreurs les plus énormes ont été corrigées dans les deux semaines d'intervalle, mais, les ayant notées, je crois juste de les rapporter ici...

Des bourdes énormes

Nous apprenions ainsi que, le 1^{er} décembre 1934, "*Staline et sa garde rapprochée débarquent à Pétersbourg (qui s'appelait d'ailleurs depuis dix ans Leningrad !)* avec le cercueil de Kirov, abattu quelques jours avant à Moscou". Tout, ici, est à l'envers... Kirov, premier secrétaire du parti de Leningrad, a été

abattu le 1^{er} décembre à Leningrad, où Staline a débarqué avec ses proches le 2 décembre, et le cercueil de Kirov a été exposé à la salle des syndicats, à Moscou, le 5 décembre.

"*Beria remplace Iejov en 1937*" à la tête du NKVD. Non, il le remplace en décembre 1938. "*Les Allemands de la Volga sont déportés en 1943.*" Non, ils sont déportés en Sibérie et au Kazakhstan en octobre 1941.

Mais des erreurs grossières sont restées ; leur maintien souligne encore la légèreté avec laquelle les auteurs traitent les faits les mieux établis, et donc l'histoire même. La manifestation pacifique des ouvriers de Pétersbourg du 9 janvier 1905, conduite par le pope Gapone, et que les Cosaques mitraillent à bout portant, devient dans le film une "insurrection". C'est un scoop !

"*En 1919, apprend-on, Lénine décrète la première grande purge, qui réduit le nombre des membres du parti de 300 000 à 150 000.*" Faux. En 1919, aucune grande purge n'est effectuée ; le parti compte 314 000 membres enregistrés au VIII^e Congrès en mars 1919, il passe à 612 000 membres au IX^e, en mars 1920. Et c'est ensuite que le bureau politique (et non Lénine tout seul) décide une purge pour écarter du parti les simples ralliés au vainqueur.

Les cinq millions de morts dus à la famine de 1921-1922 provoquée par sept années ininterrompues de guerre et de guerre civile sont imputés dans le film aux bolcheviks et au bolchevisme ! Pourquoi ne pas leur attribuer le typhus, qui a régné trois ans durant ? Un intervenant affirme que Lénine, en approuvant la nomination de Staline au poste de "secrétaire général du parti", l'a fait accéder au poste de dirigeant suprême. Stupide : la *Pravda* a alors annoncé en quatre lignes la nomination de Staline comme "secrétaire du comité central" (et non "du parti"), car tout le monde, à l'époque, y voyait une fonction essentiellement administrative. A tort, sans doute, mais c'était ainsi.

De l'erreur à la falsification

La déportation des peuples permet aux auteurs de passer de l'erreur au grossissement. Le film fixe le nombre des membres des peuples déportés par Staline à 7 millions, sans nous dire sur quelle base ce chiffre est calculé. Or les statistiques secrètes du NKVD sur le nombre d'individus à déporter de 1937 à 1949, date des dernières déportations massives (avant l'interminable transport en train, où périrent de nombreux enfants et vieillards), débouchent sur un total légèrement inférieur à 3 millions. C'est assez tragique pour qu'il soit inutile d'en rajouter... Ce trafic des chiffres vise Lénine, car, dans le film, Nicolas Werth — dont le père, Alexandre, justifia jadis la déportation de ces peuples dans son livre *L'URSS en guerre* — affirme que Staline l'a emporté parce qu'il était "le meilleur disciple de Lénine". Donc, tout ce qu'il a fait... c'est la "faute à Lénine".

Le scénariste Courtois, comme dans son *Livre noir*, falsifie même une phrase de Staline, comme si les crimes réels de ce dernier ne suffisaient pas, comme si ce qu'il avait dit et fait ne suffisait pas ! Il lui fait proclamer "l'extermination des koulaks". Or Staline a promulgué "la liquidation des koulaks en tant que classe" et sa féroce politique antipaysanne

en 1929-1933 a pour but, non "d'exterminer" les koulaks ou prétendus tels, mais de les terroriser et de les briser socialement en en tuant une partie, en en affamant une autre et en en déportant une troisième partie, déracinée, dans leur propre province ou dans des terres inhospitalières à défricher en Sibérie. Ainsi, en 1946, la statistique des peuplements spéciaux enregistre "600 000 anciens koulaks", soumis donc à une terrible oppression et à une intense surexploitation, mais non à l'extermination.

Une étrange conception de l'histoire

Le film présente la révolution d'Octobre comme un "putsch" : la preuve, elle a fait six morts en tout et pour tout. Effacée, la guerre, qui en Russie a déjà semé près de 3 millions de morts et des centaines de milliers de mutilés ; effacée, la haine grandissante de millions de soldats pour cette guerre que le gouvernement provisoire veut continuer à faire ; effacées, la volonté des paysans de s'emparer de la terre des grands propriétaires et de l'Eglise, et leur décision de la partager sans tarder ; effacées, les tentatives dérisoires, certes, mais réelles, du chef du gouvernement provisoire, Alexandre Kerenski, d'instaurer une dictature sans autre appui que les ambassades étrangères en constituant un directoire fantôme de cinq membres, pour continuer coûte que coûte la guerre qui saigne la Russie.

Interviewé dans le film, un certain Dominique Colas, ancien maoïste comme Courtois, et qui, un moment, adora comme lui Staline, assène au spectateur une découverte surprenante : Lénine a pris le pouvoir en octobre 1917 dans le seul but et avec pour seul programme la volonté de "détruire ses ennemis", de les "abattre" pour provoquer "la guerre civile". Il efface ainsi les premières mesures du nouveau gouvernement : le décret sur la paix, le décret sur la terre, la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande, le décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat (qui suscite la fureur de l'Egli-

se orthodoxe), etc., qui ne détruisent que le vieil édifice vermoulu féodal-monarchique et auraient ouvert la voie à une transformation sociale profonde si les tenants de cet ordre ancien n'avaient tenté à toute force de le restaurer.

Et c'est le deuxième aspect de ce film : tous les adversaires de la révolution y disparaissent. L'Armée des volontaires, qui se constitue en décembre 1917 dans le sud, les manœuvres des ambassades et services britanniques, français, allemands, américains, les débarquements de contingents anglais, français, japonais, le dépeçage de la Russie occidentale par les troupes allemandes, l'insurrection des socialistes-révolutionnaires (S-R) de gauche en juillet 1918 pour contraindre la Russie soviétique à reprendre la guerre contre l'Allemagne, le verdict prononcé par la conférence spéciale de l'armée du sud de condamner à mort quiconque a participé à l'instauration du gouvernement des commissaires du peuple, la fourniture de chars, d'avions, de canons, d'argent aux armées blanches par les Alliés, les exécutions massives de gradés de l'Armée rouge (la première fois que Wrangel fait des prisonniers, il fait fusiller les 370 officiers devant la troupe), les insurrections organisées dès juin 1918 par l'ancien socialiste-révolutionnaire Savikov, les troupes de Denikine qui entraînent dans les villes conquises en chantant "*Massacrons les youpins*" et les éventraient ou les pendaient : tout cela est effacé d'un trait et n'a jamais existé ; le film ressasse : Lénine a inventé un ennemi pour mieux l'écraser : la contre-révolution serait un fantasme ou un fantôme...

Et la Constituante ?

Le film insiste beaucoup sur la dissolution de l'Assemblée constituante, qui s'est réunie un seul jour le 5 janvier et a été dissoute par les bolcheviks... et (ce qu'oublie évidemment les auteurs du film, qui ne le savent d'ailleurs peut-être pas, tant leur ignorance est grande) par les socialistes-révolutionnaires de gauche, alors au gouvernement et d'accord avec cette décision. Pourquoi ?

L'historien américain — pourtant très antibolchevik — Martin Malia en donne la raison en quelques lignes. Il souligne d'abord que cette Assemblée "*n'était pas prête à suivre les surenchères bolcheviques ni à reconnaître le gouvernement des soviets*" (*La Tragédie soviétique*, p. 158). Qu'est-ce que les "*surenchères bolcheviques*" ? C'est le décret sur la paix, proposant la paix à tous les belligérants et l'engagement des négociations de paix avec ceux qui ont répondu (les Allemands et les Autrichiens) ; le décret sur la terre, validant, concrétisant et élargissant le partage des terres par les paysans et la préparation de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La majorité socialiste-révolutionnaire de l'Assemblée constituante pose ainsi le problème : les soviets ou nous, la guerre (dont les paysans mêmes, qui ont voté S-R, ne veulent pas, mais qu'exigent les "Alliés" français et anglais, dont cette majorité exprime les exigences !), la terre tout de suite (que les paysans, qui ont voté S-R, prennent déjà contre la volonté de ces mêmes S-R, qui depuis juin 1917 dénoncent des prises comme illégales) ou après la victoire (impossible). C'est donc le choix entre révolution et contre-révolution.

Martin Malia précise d'ailleurs : "*Ce qu'on ne fait pas assez souvent remarquer, c'est que cette Assemblée aurait été bien en peine de gouverner face aux désordres de l'époque. Trotsky exagérait à peine lorsqu'il disait que l'Assemblée n'était rien d'autre que le fantôme du gouvernement provisoire : elle était dominée par les mêmes partis qui avaient été incapables de maîtriser la situation en 1917 et, comme eux, elle était privée de tout appui militaire et administratif. Elle n'avait pas non plus de programme (...). Enfin, elle n'avait derrière elle aucun électorat prêt à se battre pour défendre son droit à gouverner*" (*La Tragédie soviétique*, p. 158). On ne saurait guère mieux dire.

Fallait-il donc, parce que les paysans, en votant souvent S-R, croyaient voter pour la paix et pour la terre, alors que les S-R voulaient continuer la guerre qui interdisait le partage des terres, opposer l'apparence au contenu ? Le même argu-

ment condamnerait la Commune de Paris, qui, pour mobiliser les énergies, imposa à la Convention en 1793 la proscription des élus girondins (pourtant légitimement élus), qui prétendaient interdire à la Convention de prendre les mesures nécessaires au salut de la révolution et de la patrie en danger.

Martin Malia, qui pourtant condamne le dissolution de l'Assemblée constituante comme *"le crime suprême des bolcheviks"*, conclut son réquisitoire

contre l'Assemblée par un constat lucide, qui est un verdict accablant : *"Il n'y eut donc aucune résistance, aucune protestation, même quand l'Assemblée fut dispersée. Dès lors qu'ils avaient obtenu la terre, les paysans ne s'intéressaient plus à la politique. Quant aux ouvriers, ils croyaient encore que les soviets étaient vraiment leur chose..."* (p. 158).

Reste donc aux auteurs du film à lire Malia...

Jean-Jacques Marie



Pages oubliées

DAVID KNOUT

contribution à l'histoire de

**LA RÉSISTANCE
JUIVE en FRANCE**

1 9 4 0 - 1 9 4 4

Préface de Louis SAILLANT

Président du Conseil National de la Résistance



Editions du Centre

P A R I S

Les trotskystes français dans la Résistance vus par le Centre de documentation juive contemporaine en 1947

Le Parti communiste internationaliste

LA section française de la IV^e Internationale, le Parti communiste internationaliste (trotskyste), a toujours compté un nombre considérable de militants juifs.

Le caractère internationaliste de ce parti interdisant à ses membres toute manifestation de "nationalisme", fût-il défensif, il n'y avait pas au sein du PCI de résistance juive, c'est-à-dire de groupes spéciaux composés de Juifs, comme on en rencontrait chez ses frères ennemis, les communistes.

Néanmoins, on peut affirmer, sans risquer un démenti, que la résistance trotskyste comprenait un pourcentage élevé de Juifs. Leur connaissance des langues, en particulier de l'allemand, en faisait de précieux militants antifascistes.

Le Parti communiste internationaliste, en fonction même de ses principes fondamentaux, s'attacha spécialement à la propagande dans l'armée allemande. Pendant quatre ans, il publia en allemand

des tracts et deux journaux : *Unser Wort* et *Arbeiter und Soldat*. De nombreuses cellules furent organisées dans la Wehrmacht, la Kriegsmarine et la Luftwaffe. Le mot d'ordre donné aux ouvriers français était le suivant : "*Un soldat allemand gagné au communisme, ce n'est pas un ennemi de moins, c'est un allié de plus*" ; celui destiné aux soldats allemands était : "*Ouvrier allemand sous l'uniforme, rejoins tes camarades sans uniforme. Rejoins tes camarades français qui luttent dans le maquis contre le fascisme, pour la révolution socialiste mondiale.*"

Un des responsables du travail antifasciste était Widelin, un Juif allemand (1). (Abattu en 1942 par la brigade spéciale dans le bois de Vincennes et

(1) L'activité de Widelin s'étendait à toute la France, et ses camarades le voyaient apparaître partout, tantôt en civil, tantôt en uniforme de soldat de la Wehrmacht, bien que recherché par la Gestapo depuis un an et demi ; quelques mois avant son arrestation, il échappa de justesse à l'ennemi lors de l'arrestation par les Allemands à Brest de trente soldats et marins allemands, dont quelques officiers, que Widelin avait organisés en "cellules".

laissé pour mort, il est hospitalisé plus tard à "Rothschild", mais fusillé le soir même où un groupe armé du PCI, s'étant assuré la complicité d'un médecin, s'apprête à enlever leur camarade de l'hôpital.)

La liste de noms juifs parmi les déportés et les fusillés trotskystes est longue. Mentionnons, toutefois, Henri Souzin, Français, membre du comité exécutif de la fédération du bâtiment, responsable du travail syndical illégal, arrêté en 1941, mort à Auschwitz ; Jean Meichler, fusillé par la Gestapo à Paris en 1941 comme responsable de *Unser Wort* ; les étudiants Lucien Braslawsky (Lubra) et Jules Joffé (Pouly), bien connus dans les milieux des Auberges de

la jeunesse ; arrêtés en 1942 comme responsables du service des "faux papiers" du PCI, ils disparaîtront pour toujours ; Henri Kunstlinger, membre de la commission de la zone Sud, fusillé par les SS à Lyon, en juillet 1944 ; Sylvain Itkine, auteur-acteur-metteur en scène bien connu dans les milieux du théâtre d'avant-garde ; pris la veille de la libération de Lyon, il fut incarcéré à Montluc et torturé avant d'être tué (son corps n'a jamais été retrouvé) (2).

(2) Itkine, avant de devenir trotskyste, militait dans les rangs du Parti communiste français. Il travailla d'abord avec le groupe "Franc-Tireur", pour entrer ensuite dans un réseau de renseignements, où sa tâche était particulièrement dangereuse. Une trahison eut raison de son courage.

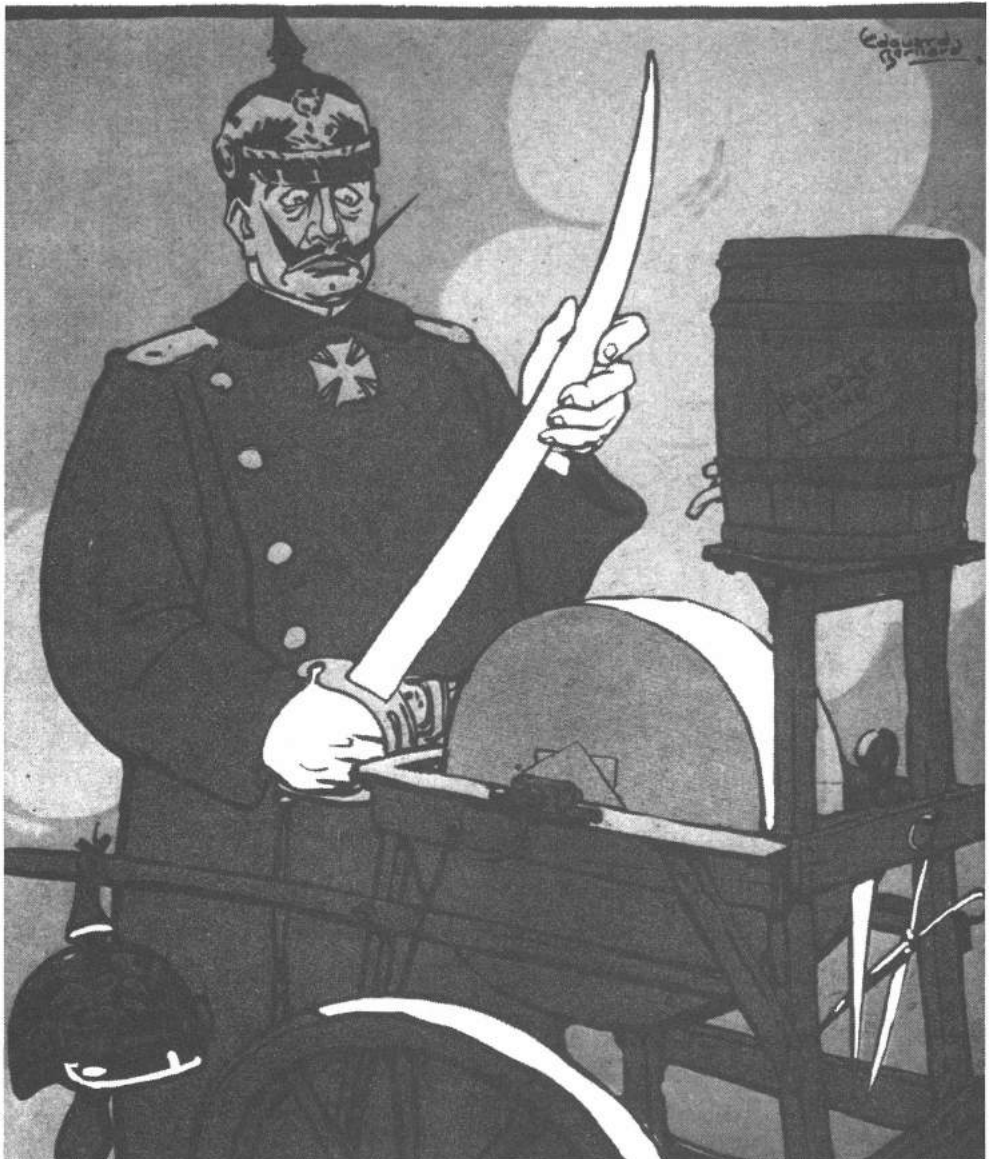
Chronique des falsifications

N° 379
juillet 1908
Centimes

L'Assiette au Beurre

SOMMES-NOUS PRÊTS ?

REDACTION
ET ADMINISTRATION
62, rue de Pro
PARIS
TÉLÉPHONE
243-741



Des faux aux conséquences fatales...

DANS le numéro d'avril-juin 2000 de la revue de la BDIC, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Jean-Jacques Becker étudie plusieurs faux concernant la guerre de 1914-1918.

Le premier concerne le livre jaune publié par le ministère des Affaires étrangères français sous le titre *Documents diplomatiques, 1914, la guerre européenne*. Ce type d'ouvrages, souligne Jean-Jacques Becker, "n'étaient pas des modèles de sincérité", et, ajoute-t-il, "il y a longtemps que l'on sait que parmi ces ouvrages, le livre jaune français occupe une place enviable et qu'il a manié avec une grande dextérité l'omission et le faux pur et simple" (p. 35). Ce livre jaune, élaboré par le secrétaire général du Quai d'Orsay, fut publié en décembre 1914 avec la volonté de montrer que l'Allemagne était responsable et seule responsable de la guerre...

Il comporte ce que Jean-Jacques Becker qualifie de "faux caractérisé" : une dépêche du 22 novembre 1913 de Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, qui rapporte une conversation entre le roi des Belges, Albert I^{er}, et l'empereur allemand, Guillaume II. La dépêche de Cambon fait dire au roi des Belges : "Guillaume II en est venu à penser que la guerre contre la France était inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre" (p. 35).

Or le texte publié dans le livre jaune comporte une suppression et une adjonc-

tion. Une suppression : la dépêche de Cambon continuait : "Il considère que la politique française, loin de décourager à l'intérieur les esprits exaltés, a tendu depuis un certain temps à faire suspecter à tout propos et à contrecarrer partout l'Allemagne, et il est persuadé que l'idée de revanche ne cesse de hanter l'esprit français." Le livre jaune supprime cette phrase et en rajoute une : "L'empereur a cessé d'être partisan de la paix." Comme dit Jean-Jacques Becker, le texte de Cambon "avait été très largement réécrit pour devenir une sorte de chef-d'œuvre de la falsification" (p. 35).

De plus, Cambon avait déjà modifié les propos de Guillaume II tels que l'ambassadeur belge à Berlin les lui avait transmis. D'après l'ambassadeur belge, Guillaume II avait dit au roi des Belges : "La guerre avec la France me paraît inévitable et prochaine. La France elle-même veut la guerre, et elle s'arme dans cette intention, comme l'indique le vote de la loi sur le service militaire de trois ans. Le langage de la presse française montre d'ailleurs une hostilité croissante à notre égard. L'esprit de revanche du peuple français se manifeste de façon de plus en plus agressive."

Il s'agissait donc, plus que d'une menace, d'un avertissement, que Cambon commentait en ces termes : "Il est clair qu'en présence de cette situation, nous devons nous monter très prudents" (p. 35).

Le faux avait comme fonction de soutenir la propagande patriotique fran-

çaise et de confirmer que l'Allemagne et elle seule portait la responsabilité de la guerre. Il aura des conséquences politiques... Lors de la conférence dite de la Paix, tenue à Versailles en 1919, une commission fut chargée d'examiner les responsabilités du déclenchement de la guerre. La commission reprit le faux de décembre 1914 et conclut :

“De longs mois avant la crise de juillet 1914, l'empereur allemand avait cessé de se poser en champion de la paix. Confiant dans la supériorité écrasante de son armée, il laissait ouvertement se manifester son inimitié avec la France” (p. 35).

Ce faux de propagande fut donc l'une des origines de l'article 231 du traité de Versailles, qui proclame :

“Les gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît, que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés, et leurs nationaux, et, en conséquence, de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés” (p. 35).

Le faux sert ainsi à justifier les réparations financières que l'Allemagne doit payer, qu'elle ne pourra pas payer, qui motiveront l'occupation de la Ruhr par l'armée française au début de 1923. Cette occupation enflammera le nationalisme allemand et donnera son premier essor au mouvement nazi. Jean-Jacques Becker est donc fondé à écrire :

“A travers cet article et un certain nombre d'autres, le traité de Versailles a été un levier extrêmement puissant du nationalisme allemand, qui devait conduire à la Deuxième Guerre mondiale” (p. 36).

Le faux fabriqué par les services de propagande de l'impérialisme français pour juger et faire payer l'impérialisme allemand (tout en lui laissant, sur ordre de Foch, les armées nécessaires à écraser l'insurrection spartakiste !) est donc une première amorce de la Seconde Guerre mondiale...

Un deuxième faux qui consolide le premier...

On n'en reste pas là pour les faux patriotiques. Un second vient confirmer le premier...

Après l'assassinat qui coûte la vie au prince héritier de la couronne d'Autriche-Hongrie, le grand-duc Ferdinand, le gouvernement austro-hongrois adresse à la Serbie, le 23 juillet 1914, un ultimatum, juge la réponse serbe du 28 juillet insuffisante et déclare la guerre à la Serbie. Le mécanisme de la guerre mondiale est enclenché ; selon Jean-Jacques Becker, *“le conflit austro-serbe (...) aurait pu rester limité”* (p. 36), d'autant que l'armée autrichienne n'était pas en état de déclencher une offensive rapide. Le gouvernement austro-hongrois ne décrète d'ailleurs pas la mobilisation générale.

Même si ce dernier constat est peu contestable, cette opinion est en revanche évidemment discutable. La mécanique d'une guerre qui dresse des impérialismes rivaux pour un nouveau partage du monde l'emporte sur les hésitations ou les décisions individuelles des divers chefs d'Etat. Mais pour la propagande patriotique, la question n'est pas là : elle est de déterminer qui a pris la responsabilité personnelle de transformer ce conflit éventuellement local en un incendie mondial. La propagande patriotique française a longtemps affirmé : l'Allemagne. Or c'est le tsar Nicolas II, qui, le 30 juillet, décrète le premier la mobilisation générale. Le gouvernement allemand répond en décrétant à son tour la mobilisation générale. Et le gouvernement autrichien lui-même ne décrète la mobilisation générale que le 31 juillet à 12 h 30.

Jean-Jacques Becker souligne :

“Comme nous l'avons vu dans l'exemple précédent, une fois la guerre déclenchée, l'essentiel pour la France était de proclamer à la face du monde l'agression préméditée de l'Allemagne. Il fallait donc camoufler la réalité et éviter qu'il n'apparaisse que c'était la Rus-

sie qui avait réellement mis le feu aux poudres en proclamant la première sa mobilisation générale” (p. 36).

Jean-Jacques Becker étudie les modalités de transmission de l’information, qui montrent que, sans doute, le gouvernement français n’a pas été averti immédiatement de l’ordre de mobilisation générale russe. Les aléas de l’information, le secret et de désir de falsifier se mêlent de façon inextricable ; toujours est-il que *“ce qui était un faux, une erreur ou une absence d’information (...) ne fut pas reconnu et devint à son tour vérité d’évangile. La vérité resta, elle, longtemps secrète ou ignorée” (p. 36).*

Parole d’évangile, ce faux est resté longtemps dans les manuels d’histoire. Jean-Jacques Becker souligne que *“le faux en lui-même n’a probablement pas eu une très grande importance quant aux circonstances qui ont débouché sur la guerre (...). En revanche, et nous re-*

joignons là l’exemple précédent, ce faux a servi à renforcer la démonstration de la culpabilité de l’Allemagne, accusée de ne pas avoir retenu l’Autriche, et même de l’avoir inspirée. Ce fut donc un élément de propagande non négligeable. En outre, le maintien de cette version fut aussi un des éléments qui permirent de condamner l’Allemagne lors de l’établissement du traité de Versailles, de provoquer une grande indignation en Allemagne — et nous avons déjà évoqué les conséquences de cette indignation” (p. 37), qui sera effectivement utilisée à leurs propres fins par les nazis, brochant sur le thème de l’humiliation de l’Allemagne. Certes, cette utilisation n’explique pas à elle seule, loin de là, l’ascension du nazisme, mais elle lui a servi.

Hitler pouvait dire merci aux faussaires “patriotiques” français !

Marc Teulin

Notes de lecture

Laurent Rucker : Staline, Israël et les Juifs (1)

LE 14 mai 1947, le vice-ministre des Affaires étrangères soviétique, Andreï Gromyko, prononce à la tribune de l'ONU un discours salué par Abba Eban comme *"une aubaine inouïe ; en un instant, ajoute-t-il, toutes nos prévisions, tous nos calculs sur l'issue de la discussion aux Nations unies se trouvaient bouleversés"* (p. 101). En proposant la constitution d'un Etat judéo-arabe ou de deux Etats distincts, Gromyko, *"prononçant des mots qu'aucun dirigeant sioniste ne renierait"* (p. ???), prend de vitesse les dirigeants américains eux-mêmes.

Un fidèle supporter...

Cette déclaration, qui fit du bruit, concrétisait et accélérât une politique dont les premières manifestations étaient antérieures. Laurent Rucker souligne ainsi : *"Si l'on considère la politique du bloc soviétique entre 1946 et 1948 (jusqu'au 15 mai), malgré les incertitudes statistiques, on peut conclure qu'elle aura très fortement contribué à renforcer le poids démographique des Juifs en Palestine. Sur les 60 000 immigrants entrés en Palestine entre 1946 et 1948, 96 % étaient originaires d'Europe, dont près de 80 % de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Hongrie"* (p. 147).

C'est le début d'une collaboration étroite avec l'URSS de Staline — sur-

tout par Tchécoslovaquie, Roumanie, Pologne et Bulgarie interposées —, dont on connaissait les grandes lignes, mais sur laquelle Laurent Rucker, à partir de l'étude des archives russes, apporte nombre d'éléments de détail nouveaux.

Des fournitures d'armes massives

Rucker souligne l'importance décisive de ce soutien, qui se matérialise entre autres par la fourniture d'avions de chasse et l'entraînement de pilotes israéliens en Tchécoslovaquie :

"L'aide militaire apportée par la Tchécoslovaquie à Israël en 1948 a permis à l'Etat juif naissant de gagner la première guerre israélo-arabe" (p. 172).

La liste des fournitures d'armes tchécoslovaques à Israël entre janvier 1948 et février 1949 (p. 137) est effectivement impressionnante : 58 millions de cartouches, 24 500 fusils Mauser P-18, 10 000 baïonnettes pour ces fusils, 5 015 mitrailleuses légères, 880 mitrailleuses lourdes, 250 pistolets, 22 tanks avec leurs munitions, 1 million de cartouches de munitions antichars, 84 avions de combat, 9 932 bombes.

(1) PUF, Paris, 2001. 392 pages, 22,10 euros (145 F).

Une aide jusqu'au printemps 1951

L'ouverture des archives isaréliennes remet en cause l'idée répandue jusqu'alors que cette aide avait pris fin au cours de l'année 1948. En janvier 1949, le Dr Asher Citron, haut fonctionnaire du ministère de la Défense israélien, arrive à Prague pour coordonner les opérations d'achat d'armes. Dans son *Journal*, David Ben Gourion donne le détail des armes reçues en 1950 de Tchécoslovaquie par Israël : "2 500 mitrailleuses, 5 000 fusils semi-automatiques, 40 000 fusils, 40 000 culasses, 20 millions de cartouches" (p. 173). Laurent Rucker précise : "Moscou était régulièrement informé de ces négociations" (p. 173). Il ne saurait en être autrement.

"Grâce à l'aide militaire tchécoslovaque, les dirigeants israéliens ont pu élargir le territoire accordé par l'ONU ; grâce à l'arrivée massive des Juifs des démocraties populaires, ils vont gagner la bataille du nombre (...)." Pendant que la Tchécoslovaquie entraîne les pilotes israéliens sur les avions qu'elle leur fournit, plus de 300 000 immigrants viennent de toutes les démocraties populaires, sauf de Hongrie.

Laurent Rucker souligne que "cette ligne de conduite sera maintenue jusqu'à la fin de l'année 1951" (p. 155), plus longtemps qu'on ne l'a dit, provoquant une crise grave dans les Partis communistes arabes et libanais, dont certains, comme le PC syrien, paient le choix de Moscou par une brutale répression. Même la prise de position pro-américaine d'Israël lors de la guerre de Corée ne l'affecte guère.

Ainsi, Laurent Rucker signale encore au printemps 1951 une position du gouvernement soviétique favorable à Israël dans deux conflits avec les Etats arabes. Une querelle entre la Syrie et Israël à propos du drainage des eaux du lac Huleh débouche sur des affrontements armés. Les deux Etats font appel au Conseil de sécurité de l'ONU, où le représentant de l'URSS s'abstient. "A

l'occasion de cette crise, l'URSS n'a pas pris ouvertement une position pro-israélienne, mais l'abstention de son délégué à l'ONU a profité à l'Etat hébreu" (p. 174).

Et Laurent Rucker souligne : "Un scénario presque identique s'est reproduit quelques semaines plus tard, lors du différend qui opposa Israël à l'Egypte" (p. 174) à l'occasion des entraves égyptiennes à la circulation des navires israéliens dans le canal de Suez. Le Conseil de sécurité condamne l'Egypte et le représentant de l'URSS s'abstient une nouvelle fois : "Les dirigeants soviétiques — Staline ? — avaient décidé de s'en tenir à leur attitude de neutralité passive, puisqu'aucun projet de résolution de l'URSS ne fut présenté au Conseil de sécurité. Moscou ne vint pas au secours de l'Egypte, favorisant ainsi la position israélienne" (p. 175).

La politique antisémite développée en URSS même à compter de l'automne 1948 (date à laquelle Staline dissout le Comité antifasciste juif) n'affecte pas cette étroite collaboration. Il y a là une discordance entre ces deux aspects, que l'auteur note en soulignant : "L'hypothèse selon laquelle la répression à l'égard des Juifs d'URSS serait le résultat d'une modification de la politique soviétique au Proche-Orient n'est vérifiée par les faits ni au plan chronologique ni au plan des orientations." Cette politique à double face, pour reprendre une expression stalinienne, avait donc des fondements très politiques et fort peu idéologiques.

Une politique d'ensemble

Mais lesquels ? L'idée que Staline, en soutenant de façon décisive Israël de 1947 à 1951, avait l'idée d'y créer un "Etat communiste", est évidemment farfelue. Elle est aussi farfelue que l'idée qu'en aidant Churchill à écraser les partisans communistes grecs en 1945-1947, il aurait voulu créer une "Grèce communiste".

La politique de Staline, à partir de 1945, consiste à respecter le partage du monde défini à Yalta et à en tirer toutes les conséquences, y compris face au mouvement de décolonisation qui secoue les grands empires.

Il suffit de se rappeler qu'au lendemain de la guerre, le PCF se prononce pour l'Union française (bien sûr, renouvelée) et qu'en juin 1956, vingt mois après le début de l'insurrection en Algérie, le groupe parlementaire du PCF vote les pouvoirs spéciaux au gouverneur général

de l'Algérie, Robert Lacoste, pour y "rétablir l'ordre", on sait comment...

Quant au contraste apparent entre le soutien à Israël et l'antisémitisme, il sera résolu par le procès des 14 communistes tchécoslovaques à Prague (dont le secrétaire général du PC tchèque, Rudolf Slansky), dont le caractère antisémite est délibérément souligné par l'indication répétée de la qualité de Juifs de 11 des 14 accusés...

Marc Teulin

Victor Serge : Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques, 1908-1947 (1)

Une sélection drastique

Cette réédition des écrits politiques de Victor Serge, précédée d'une introduction de Jil Silberstein et suivie de notes et de repères biographiques dus à Jean Rièrre, contient la plupart de ses écrits politiques essentiels, surtout historiques : *La Ville en danger*, *Petrograd*, *L'An II de la révolution russe*, *Pendant la guerre civile*, *Les Anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, *Lénine en 1917*, *Destin d'une révolution, 1917-1937*, *Vie des révolutionnaires*, et les fameuses *Mémoires d'un révolutionnaire*, qui, contrairement à ce que pourrait laisser supposer la couverture, ne représentent qu'une partie relativement restreinte de cet énorme volume, suivi de quelques écrits plus théoriques : *Puissance et limite du marxisme*, *Pour un renouvellement du socialisme*, et son véritable testament politique : *Trente ans après la révolution russe*, rédigé cinq mois après sa mort.

Contraints à opérer une sélection drastique, les auteurs ont dû écarter *L'An I de la révolution russe* (réédité par La Découverte l'an passé), qui reste à ce jour la meilleure histoire des débuts de la révolution russe ; ils ont aussi écarté *Portrait de Staline* et, ce qui est plus regrettable, son remarquable *De Lénine à Staline* ; mais l'essentiel de ce dernier texte se retrouve en fait dans *Destin d'une révolution*, reproduit dans ce volume.

Anarchiste dans sa jeunesse, rédacteur de la revue *L'Anarchie*, emprisonné cinq ans pour ce délit, réussissant à rejoindre la Russie soviétique en février 1919, au moment où elle vacille sous l'offensive de Koltchak à l'est, puis de Denikine au sud, il adhère au Parti bolchevique pendant la révolution ; opposant de gauche en 1923, puis "trotskyste", exilé, expulsé d'URSS en 1935, tra-

(1) Bouquins, Laffont, 1 048 pages, 30 euros (198,75 F).

duisant Trotsky, rompant avec lui en 1938, promoteur d'un "socialisme humaniste", il a écrit des romans qui donnent des divers moments de la révolution et de sa dégénérescence stalinienne une image bien plus fidèle et vraie que les pesants ouvrages de spécialistes ignares. Victor Serge est un grand témoin, un authentique historien et un véritable écrivain, auteur de plusieurs romans, dont cinq ont été il y a près de vingt ans publiés au Seuil sous le titre *Les Révolutionnaires*.

Un portrait politique de Lénine

Son *Lénine en 1917* définit avec beaucoup de clarté et de simplicité la trajectoire politique de Lénine en cette année décisive. Il souligne un aspect occulté par tous les amateurs de wagon plombé et d'argent allemand : Lénine s'attache, tout au long de cette année difficile, à "persuader", à convaincre, et d'abord les dirigeants mêmes de son parti, prêts pour beaucoup à s'engager dans une première version de la "gauche plurielle" et qu'il en détache patiemment, pas à pas. D'où son intense activité de publiciste pendant les sept mois qui séparent Février d'Octobre. Victor Serge souligne la simplicité rectiligne de son écriture : "Il jette les arguments avec force. Il les répète, il les enfonce obstinément" (p. 213) pour préparer l'action.

"La vieille loi qui nous courbe à l'instant même où nous croyons lui échapper"

Dans *La Ville en danger*, Victor Serge dresse un tableau saisissant de la Petrograd d'octobre 1919 face à la seconde offensive du général Ioudenitch ; ce dernier, réfugié en Estonie après un premier échec et armé par le gouvernement anglais, fond sur l'ancienne capitale russe,

où l'attend déjà un gouvernement russe contre-révolutionnaire tout prêt à sortir de la clandestinité. Son essai est centré sur les mesures prises pour défendre une ville dont il décrira l'existence glaciale et affamée dans son roman *Ville conquise*. Il y insistera sur le drame, que l'essai laisse informulé, mais que Serge abordera plus tard, et qui marquera toute sa pensée sans jamais l'amener à rejeter ni la révolution ni le socialisme :

" Nous avons tout conquis et tout s'est dérobé à notre prise. Nous avons conquis le pain et c'est la famine. Nous avons déclaré la paix à l'univers las de guerres et la guerre s'est installée dans chaque maison. Nous avons proclamé la libération des hommes et il nous faut des prisons, une discipline de "fer" — où couler notre faiblesse humaine dans des moules d'airain pour faire ce qui est peut-être au-dessus de nos forces —, et nous sommes des porteurs de dictature. Nous avons affirmé la fraternité et c'est "la fraternité ou la mort" qu'il faut dire. Nous avons fondé la République du travail et les usines meurent, l'herbe y croît dans les cours. Nous voulons que chacun donne selon ses forces et reçoive selon ses besoins, et nous voici privilégiés au sein de la misère générale, puisque nous avons moins faim que d'autres. Viendrons-nous à bout de la vieille loi qui nous courbe à l'instant même où nous croyons lui échapper ? " (Les Révolutionnaires, p. 305).

La faillite des anarchistes russes

Dans son étude *Les Anarchistes et l'expérience de la révolution russe*, il étudie "le désastre de l'anarchisme russe, totalement dépassé par les événements à la hauteur desquels il n'a pas su se hausser, malgré les belles forces dont il disposait" (p. 133). Il souligne en même temps qu'avant la révolution, des militants de divers partis ont préparé, et même, dit-il, fait la révolution, "propagandistes et terroristes socialistes-révolutionnaires (...), anarchistes, menche-

viks (...). Il faudra plus tard, en refaisant l'histoire de ces époques troublées, rendre justice à tous." Mais la différence, dit-il, avec les bolcheviks, porte sur un point : "Tous les autres ont défailli ou se sont trompés au dernier moment ; les bolcheviks, eux, ont osé. Tout est là" (p. 137).

Au passage, si l'on peut dire, il explique : "Il est naturel que la falsification de l'histoire soit aujourd'hui à l'ordre du jour" (p. 853).

Jil Silberstein s'interroge : "Victor Serge peut-il incarner autre chose qu'un trouble-fête échappé par erreur des cachots d'une histoire qu'on veut obstinément croire révolue ?" (p. 8). La réponse est oui. Tout spectateur du pitoyable téléfilm présenté sur Arte, le 16 octobre, "La faute à Lénine", où l'on apprend par la bouche d'un pauvre universitaire que Lénine n'a pris le pouvoir que pour détruire un ennemi qu'il fabrique (2), devrait lire avec satisfaction ces lignes du testament politique que Victor Serge rédigea cinq mois avant de mourir, alors même qu'il avait rompu avec le bolchevisme :

"Il est naturel que la falsification de l'histoire soit aujourd'hui à l'ordre du jour. Parmi les sciences inexactes, l'histoire est celle qui lèse le plus d'intérêts matériels et psychologiques. Les légendes, les erreurs, les interprétations tendancieuses pullulent autour de la révolution russe, bien qu'il soit facile de s'informer sur les faits. Mais il est plus commode, évidemment, d'écrire et de parler sans s'informer" (p. 853).

Un peu plus loin, Victor Serge commente une "découverte" que les mêmes fabricants de vent revendiquent aujourd'hui comme neuve.

"Un parricide est le continuateur biologique de son père"

Il se moque de l'Américain James Burnham, qui affirme que "Staline est le véritable continuateur de Lénine". Il souligne :

"Le paradoxe, poussé à ce degré hyperbolique, ne manque pas d'un attrait stimulant à l'endroit de la pensée paresseuse et ignorante... Il va de soi qu'un parricide est le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible, ce qui peut, au reste, convenir à des intellectuels brillamment obscurantistes" (p. 865).

Rien n'a changé, on le voit, depuis un demi-siècle, sauf à constater que les "intellectuels obscurantistes" d'aujourd'hui, dont il est inutile de citer les noms, ultime avatar de leurs prédécesseurs, ont descendu encore quelques degrés dans la platitude et la nullité.

"Rien n'est plus faux"

Parmi les canards auxquels Serge tord le cou, l'un des plus répandus est celui du "putsch" d'octobre 1917 "renversant une démocratie naissante". "Rien n'est plus faux, souligne-t-il. Aucune institution démocratique n'existait sérieusement en dehors des soviets, ou conseils des ouvriers, des paysans et des soldats... Le gouvernement provisoire présidé par Kerenski s'était refusé à accomplir la réforme agraire, refusé à ouvrir la négociation de paix réclamée par la volonté populaire, refusé à prendre des mesures effectives contre la réaction.

(2) L'auteur de ces fadaïses ignore — parmi tant d'autres choses — le programme annoncé par le premier des chefs contre-révolutionnaires, Kornilov : "Si nous devons brûler la moitié de la Russie et tuer les deux tiers de la population pour sauver la Russie, nous le ferons" (cité par Orlando Figes, plutôt hostile aux bolcheviks, *A People's tragedy*, Penguin books, 1996, p. 561). Un obus de l'Armée rouge expédiant Kornilov dans l'autre monde en février 1918 l'empêchera de réaliser cet ambitieux programme.

Il vivait dans le transitoire entre deux complots permanents : celui des généraux et celui des masses révolutionnaires. Rien ne permettait de prévoir l'établissement pacifique d'une démocratie socialisante" (p. 853).

Ailleurs, il affirme : "*Le complot bolchevique fut littéralement porté par une colossale vague montante*" (p. 854), qui dressait contre le gouvernement provisoire (émanation de la défunte IV^e Douma impériale !) des millions d'hommes las de la guerre, de la disette, et affamés de terres et de paix. Toutes affirmations incontestables, qui font aujourd'hui figure de vérités clandestines.

Deux organisations sociales incompatibles...

L'époque qu'il a traversée et ses "convulsions" l'ont amené à infléchir plusieurs fois sa voie, "*à remettre en cause certains choix et repenser jusqu'à la fin ce socialisme qui fut, dans la tourmente, son fanal*". Il le fit dans des conditions particulièrement pénibles. Son "*refus des concessions*", sur lequel Silberstein insiste, lui vaudra "*arrestations, captivité (dix années au total), mises à l'index, expulsions, perquisitions, persécutions, calomnies, interdictions de publier, déportation, faim obsédante, confiscation de tous ses manuscrits, destitution de sa nationalité soviétique, hostilités, menaces, boycotts, pérégrinations dans la France occupée*" (p. 11)...

Mais Serge n'a jamais considéré — à l'inverse, par exemple, plus tard, des thuriféraires d'un Soljenitsyne — que ces épreuves par elles-mêmes validaient

sa pensée. Rien de plus loin de lui que cette idée chrétienne du martyr sanctifiant la parole qu'il profère par les souffrances qu'il subit.

Victor Serge a gardé jusqu'à la fin une "espérance rationnelle" nourrie d'un optimisme révolutionnaire, qui l'a parfois induit à sous-estimer la puissance destructrice d'une bureaucratie qu'il avait pourtant combattue avec acharnement et qui le lui a rendu au centuple. Ainsi écrit-il, dans son testament politique, *Trente ans après la révolution russe* :

"En URSS (...), aucun retour à l'ancien régime ou même au grand capitalisme n'est possible en raison du haut degré de développement atteint par la production étatique" (p. 868). Serge n'avait ainsi pas perçu — ou pour le moins sous-estimait profondément — cette aspiration de la bureaucratie dirigeante à rétablir la propriété privée, que Trotsky avait analysée dans un livre traduit par Victor Serge lui-même, *La Révolution trahie*. Le même Victor Serge écrivait pourtant plus justement, en 1921 :

"Etant donné l'interdépendance de tous les pays civilisés, il n'est pas possible que subsistent côte à côte, dans des pays voisins, deux organisations sociales différentes, l'une fondée sur la propriété privée, l'autre fondée sur la propriété collective des moyens de production. L'impérialisme capitaliste et le communisme ne peuvent pas coexister. L'un doit tuer l'autre" (p. 136).

L'histoire des douze dernières années montre que le Serge de 1921 avait sur ce point vu plus juste que le Serge de 1947...

Jean-Jacques Marie

Paul Klebnikov : Parrain du Kremlin (1)

BESSEDOVSKI, le parrain, héros de l'ouvrage du journaliste américain Paul Klebnikov, a déclaré un jour à ce dernier : "Aujourd'hui, nous assistons à une redistribution de la propriété sans précédent dans l'histoire." Il ne "pensait pas", ajoutait-il, que, vu le niveau d'insatisfaction des nomenklaturistes bénéficiaires ou écartés du partage du butin, "le niveau du crime soit supérieur en dimension au processus de transformation" (p. 23) !

"Une catastrophe sans précédent dans l'histoire moderne"

Cette "transformation" n'est qu'un vaste pillage, accompagné de la destruction de secteurs entiers de l'économie. Paul Klebnikov le souligne en montrant d'abord comment la nomenklatura a lié étroitement privatisation et mafia, puis les conséquences catastrophiques de cette entreprise : "Avec la privatisation, dit-il, les dirigeants politiques de la Russie et les directeurs de l'industrie se retrouvèrent à la tête des principales entreprises du pays. Désormais, il s'agissait de faire fonctionner ces sociétés pour leur propre compte et non plus pour celui du parti ou de l'Etat. Et ils avaient besoin de protection" (p. 49). Ils sollicitèrent les truands : l'union entre privatisation et mafia est donc immédiate. Aussi, la privatisation s'effectue-t-elle d'emblée dans le sang des rivaux et surtout des victimes parmi la population dépossédée, spoliée, ruinée : Klebnikov souligne "le désastre que furent les premières an-

nées de l'ère Eltsine (...). Les statistiques démographiques évoquent (...) une catastrophe sans précédent dans l'histoire moderne, la seule comparaison possible étant avec des pays détruits par la guerre, le génocide ou la famine" (p. 125). La revue *L'Histoire* publiait d'ailleurs en novembre un article intitulé "La Russie va-t-elle mourir ?", dont l'auteur affirme : "Partout domine le sentiment d'une décennie irrémédiablement perdue pour la santé de la population, d'un effroyable gâchis de vies humaines."

Attaché à raconter dans le détail les manœuvres qui ont permis à Bessedovski de s'emparer de secteurs entiers de l'économie russe, pour les piller et les vider de leur substance (automobile, aviation, etc.), Paul Klebnikov décrit fort bien les mécanismes du fantastique pillage organisé par quelques hommes sous la protection des gouvernements Eltsine successifs et d'Eltsine lui-même. Ils constituent des sociétés fantômes ou écrans, qui vendent des services fantômes à des tarifs exorbitants et pompent l'argent des entreprises avec la complicité de leurs directeurs mafieux. La société écran achète leur production à un prix inférieur au prix de revient et, sous prétexte de commercialisation et de frais de gestion multiples et divers, la revend avec un énorme bénéfice, en général transféré sur les paradis fiscaux organisés par les Etats occidentaux. Bessedovski ruine ainsi à son profit la principale usine d'automobiles d'URSS, AvtoVaz, la compagnie aérienne Aeroflot, etc. L'entreprise qui produit la marchandise étant dès lors déficitaire, des experts oc-

(1) Robert Laffont, 456 pages, 2001, 21,20 euros (139 F).

cidentaux grassement rémunérés après un audit déclarent rituellement l'entreprise non concurrentielle et non rentable, affirment nécessaire de brader son matériel inexorablement vieilli, de rénover sa gestion archaïque sous la houlette d'une nouvelle équipe chargée de chasser une bonne partie de sa main-d'œuvre et de disloquer en unités plus petites l'entreprise déclarée malade de gigantisme et, vu ses pertes organisées, rachetable et rachetée pour une bouchée de pain. Pillage et destruction de la production vont ainsi de pair...

Gaidar, ancien chroniqueur économique "marxiste-léniniste" de la *Pravda*, est nommé Premier ministre de Russie au début de janvier 1992. Il met en œuvre, pour préparer la privatisation, des mesures de libération des prix dites "thérapie de choc", dont Paul Klebnikov écrit : "Il suffit de quelques semaines à la thérapie de choc de Gaidar pour détruire la vieille économie planifiée et les économies de la population. Désormais, la privatisation se ferait à la même vitesse impitoyable" (p. 147). La "thérapie de choc" a effectivement réduit en fumée les épargnes de millions de travailleurs et de retraités, restés des mois durant sans retraites et sans salaires, réduits à vendre leurs maigres biens et dont beaucoup sont alors morts de faim, de froid ou du sentiment insupportable de leur déchéance.

Oleg Davydov, ancien ministre du Commerce extérieur, a tiré — après coup — les leçons de cette "thérapie de choc" : "Nous avons fait une faute en privatisant des secteurs rentables, des secteurs qui pouvaient permettre à l'Etat de survivre. Les banques se sont tout bonnement emparées des revenus de l'Etat. Elles les ont pris à cette partie de la population qui ne parvenait pas à être

payée. Le plus tragique est que si elles étaient toujours des entreprises publiques, ces sociétés seraient rentables. Elles paieraient leurs impôts, elles paieraient leurs ouvriers, elles investiraient, elles seraient vivantes. Mais ces prétendus propriétaires sont arrivés et (...) il n'y a pas de bénéfices, il n'y a pas de taxes payées, l'usine et l'équipement se détériorent de plus en plus. Et l'argent fuit vers l'étranger." Ce mécanisme a été mis en place sous la houlette des institutions internationales et européennes (FMI, Banque mondiale et Union européenne) et de leurs experts.

Klebnikov, qui souligne que "la richesse industrielle de la Russie fut littéralement bradée" (p. 158) par les privatiseurs, publie en page 159 de son livre un tableau éclairant. Il compare le prix auquel ont été achetées à des enchères (truquées) nombre d'entreprises en 1993 et leur prix sur le marché boursier quatre ans plus tard. Gazprom était cotée, en 1997, 160 fois plus que son prix d'achat, l'entreprise Système d'énergie unifiée et le trust pétrolier Lukoil 18 fois plus, Rostelmecom 9 fois plus, le trust du gaz, Iougankneftegaz 20 fois plus, l'autre trust du gaz Sourgoutneftegaz... 90 fois plus. Il résume en quelques mots sa description précise et détaillée de cette entreprise : "Le pays fut pillé et détruit par les nouveaux propriétaires" (p. 12). La Russie donne de ce phénomène mondial une image saisissante, car l'impérialisme devait d'un coup y détruire la propriété d'Etat des moyens de production, le monopole du commerce extérieur et le contrôle des changes.

J.-J. Marie

Michaël Merrien :

L'émigration en France

de Léon Trotsky

(19 novembre 1914-31 octobre 1916)

PARMI les ouvrages déposés au CERMTRI par des étudiants chercheurs et historiens qui ont consulté et travaillé sur nos archives, nous ne saurions trop recommander aux militants et aux personnes intéressées la lecture du passionnant mémoire de maîtrise de Michaël Merrien.

La documentation est riche et étayée avec rigueur. Outre les documents que nous possédons à notre centre, Michaël Merrien a consulté notes et rapports de police au centre d'archives du deuxième bureau (RG), dont certains adressés directement au ministre de l'Intérieur lui-même (M. Malvy).

De même, l'apport des documents du service historique de l'armée de terre démontre, s'il en était besoin, l'importance que l'Etat impérialiste en guerre attachait à l'émigré révolutionnaire et les craintes que son activité lui inspirait.

L'essentiel de l'ouvrage est centré sur le rapprochement qui s'opère entre Lénine et Trotsky sur les questions principales, rapprochement qui sera déterminant pour les deux futurs dirigeants de la révolution d'Octobre et la fondation de III^e Internationale.

A la Conférence de Zimmerwald, Léon Trotsky rédigea le fameux manifeste dans lequel il reprend certaines analyses contenues dans le projet bolchevique (des passages en sont directement inspirés). Ce manifeste est adopté à l'unanimité, soutenu par Lénine, malgré certaines réserves. Celui-ci écrit dans son journal, *Le Social-démocrate* (11 octobre 1915), en conclusion de son article : "Ce serait une piètre tactique que de se refu-

ser à marcher avec le mouvement international grandissant de protestations contre le social-chauvinisme, uniquement parce que ce mouvement ne fait qu'un pas en avant."

C'est au cours de cette "période française" que s'effectue sa rupture politique définitive avec les éléments mencheviques et que se réalise la commune compréhension, entre les deux leaders, de l'impérieuse nécessité de construire une nouvelle Internationale, la III^e, dont Trotsky, du reste, dès le 8 janvier, appelle à la fondation (*Goloss*).

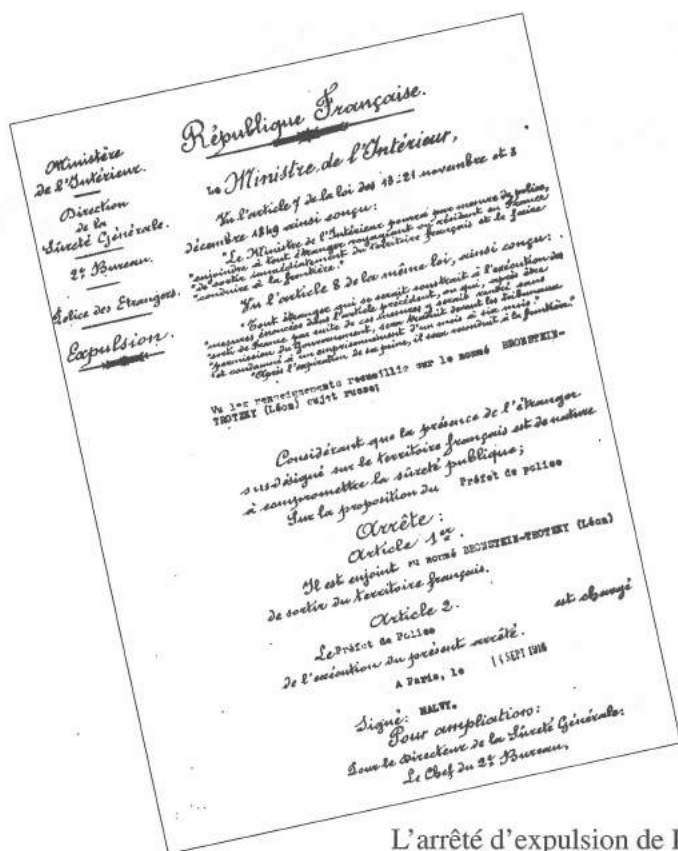
Les liens tissés avec les milieux pacifistes et révolutionnaires, syndicalistes, groupés autour de *La Vie ouvrière*, les Rosmer, Monatte, Merrheim et de nombreux autres, sont décrits avec justesse et permettent de comprendre le rôle que Trotsky sera amené à jouer auprès de la future section française de la III^e Internationale dans le premier épisode de son existence.

Nous y relevons toute l'importance de l'influence qu'a exercée le journal édité par l'émigré russe, il faudrait dire les journaux (*Goloss*, puis *Naché Slovo*), car en raison des interdictions répétées, il fallait en changer le titre. *Naché Slovo* a connu une diffusion impressionnante jusqu'à Marseille et au-delà des frontières et des nations antagonistes. Les écrits du révolutionnaire internationaliste, alors que la presse même très modérément pacifiste est muselée, soumise à la vigilante censure militaire, explicitent la décision émanant des plus hautes sphères de l'Etat de l'expulser au mépris de sa propre légalité.

Ce mémoire trouvera, nous l'espérons vivement, dans un "contexte éditorial plus favorable", l'éditeur et le large public de lecteurs qu'il mérite.

Puisse cette modeste présentation y contribuer.

Adrien Lévy



L'arrêté d'expulsion de Léon Trotsky.

Pavel Chinsky : Staline, archives inédites, 1926-1938 (1)

C E volume est constitué pour l'essentiel de longs extraits de lettres et télégrammes de Staline (ou adressés à Staline) tirés du fonds Staline des archives de l'ancien comité central pendant les dix années décisives de son ascension vers le pouvoir absolu et de la liquidation par ses soins

de la vieille garde bolchevique et du parti lui-même, à la tête duquel il s'est hissé, classés en trois séries : vie privée, vie politique ; la gestion des affaires courantes ; la "répression ouverte".

(1) Berg International, Paris, 2001, 158 pages, 18 euros (118 F).

Staline dans son cabinet

Cette troisième partie est sans doute la plus intéressante : dans une note à Kaganovitch, en date du 27 août 1936 (au lendemain du procès des seize, dont Zinoviev et Kamenev, qui s'est achevé le 23 août, et de l'exécution des condamnés le lendemain), Staline propose d'adresser "au gouvernement allemand" (c'est-à-dire à Hitler) une note demandant l'expulsion de Berlin de Léon Sedov, le fils de Trotsky... heureusement pour lui réfugié à Paris depuis février 1933. Que Staline veuille demander à Hitler d'expulser le fils de Trotsky (qu'il dénonce, par ailleurs, comme un agent de la Gestapo !) en dit long sur le degré de collaboration qu'il envisage déjà avec le dictateur nazi. Kaganovitch informe Staline que Sedov est à Paris et lui propose d'inviter le gouvernement français de Front populaire "à priver Sedov du droit d'asile" (p. 120), "mais sans publication dans la presse". Difficile, en effet, de présenter une telle demande comme une défense des libertés démocratiques que le PCF proclamait à tous vents. En plein gouvernement de Front populaire, cela ferait désordre...

Staline, mécontent des nombreuses failles du procès de Moscou, qu'il a pourtant supervisé de A à Z (ce qui l'amènera à limoger Iagoda et à le remplacer par Iejov à la tête du NKVD), l'est tout autant de la façon dont sa presse l'utilise et l'éclaire. Ainsi télégraphia-t-il à Kaganovitch et Molotov le 6 septembre : "La Pravda, dans ses articles sur le procès des zinovévistes et des trotskystes, a échoué avec éclat. La Pravda n'a pas fait un seul article expliquant de manière marxiste le processus d'abaissement de ces salauds, leur visage socio-politique, leur véritable plate-forme. Elle a tout ramené à une question personnelle, au fait qu'il y a des méchants qui veulent prendre le pouvoir et des gentils au pouvoir, et a nourri le public de ce fatras puéril" (p. 121).

Les deuxième et troisième procès de Moscou auront, entre autres, comme fonction de réparer ce fatras, dont Staline porte la responsabilité, car supervi-

sant le procès, dont il a suivi pas à pas toutes les étapes, il n'a pensé qu'après à cet aspect essentiel. Mais il lui faut toujours des boucs émissaires de ses propres défaillances.

Staline, qui réclame l'expulsion de Trotsky de Norvège, s'impatiente et télégraphie à Kaganovitch le 28 août : "Dites ce que Litvinov (le commissaire du peuple aux Affaires étrangères — NDA) a fait pour expulser Trotsky de Norvège et Sedov de France..." Le gouvernement social-démocrate norvégien, dont le ministre de la Justice, Trygve Lie, sera après la guerre secrétaire général des Nations unies, menacé du boycott de son poisson par Staline, assignera sans tarder Trotsky à résidence, puis l'expulsera de Norvège dès que le président du Mexique, le général Cardenas, s'affirmera prêt à lui accorder l'asile. Staline fera assassiner Sedov par ses hommes de main, recrutés pour beaucoup dans l'émigration monarchiste dite "blanche", en février 1938.

Pavel Chinsky montre, à travers quelques épisodes choisis, comment Staline fait de sa biographie personnelle un élément clé de son ascension : son mécontentement devant la publication par la Pravda de sa rencontre avec sa mère en 1935, la liquidation de son ancien ami Enoukidzé, président du comité exécutif central des Soviets, qui veut s'attribuer le rôle... qu'il a vraiment eu dans le mouvement ouvrier géorgien au début du siècle, que Staline limoge, rétrograde, puis fait fusiller : "La mise en avant de ses faits d'armes, qu'ils soient réels ou inventés, n'était pas (...) la banale expression d'une vanité personnelle. Elle servait un but autrement plus ambitieux : asseoir définitivement sa légitimité de successeur de Lénine à la tête de l'Etat bolchevique" (p. 51).

Pavel Chinsky commente les documents qu'il publie : "En se consacrant corps et âme à la pérennisation et au renforcement du pouvoir, c'est-à-dire de l'Etat, le secrétaire général était indéniablement un liquidateur de l'esprit même de la révolution d'Octobre" (p. 138). Il ajoute ensuite : "Saigné à blanc par la guerre civile, déstabilisé par la dispari-

tion de Lénine, le parti était dans la première moitié des années vingt en train de se vider de sa substance. C'est bien là, dans cette angoissante perte d'identité, et non dans le fracas héroïque des journées révolutionnaires, qu'est le terreau extraordinairement fécond du stalinisme" (p. 139).

Certes, mais pendant la guerre civile, de décembre 1917 à la fin de l'année 1921, les bolcheviks et Lénine en tête ont, eux aussi, renforcé non leur pouvoir personnel, mais celui de l'Etat, entre les mains duquel tout s'est alors trouvé concentré. C'est une des caractéristiques du "communisme de guerre". Et pourtant, ce faisant, ils n'ont pas liquidé "l'esprit de la révolution d'Octobre", car cette concentration visait à défendre le pouvoir soviétique (même si les soviets se trouvaient par cette concentration réduits à un rôle secondaire) en aidant à préparer l'explosion révolutionnaire là où elle était possible. De plus, le pouvoir d'Etat de Staline est non seulement celui du dictateur, mais aussi celui de toute une couche sociale, que l'on appelle aujourd'hui la "nomenklatura", cette nouvelle génération de cadres privilégiés promus sur les cadavres des vieux bolcheviks (même devenus staliniens). C'est au nom de cette génération que Souslov disait au secrétaire général du PC géorgien, Mjavanadzé : "Nous devons tout à Staline." C'est cette génération qui plongera l'URSS dans la "stagnation" brejnevienne et dont les enfants, pressés de transformer leur contrôle de la propriété d'Etat en propriété privée, plongeront l'URSS dans la privatisation-destruction.

Une dernière remarque : évoquant la période de 1922-1924, Pavel Chinsky écrit : « *Le tribun Trotsky, à qui la routine administrative répugnait, fut rapidement mis à l'écart des centres névralgiques de décision au lendemain de ses exploits militaires. Il fallait toute sa*

myopie politique et sa condescendance pour prétendre que Staline avait été porté au pouvoir par la "bureaucratie", alors qu'il s'agit très exactement de l'inverse » (p. 55)... C'est donc Staline qui aurait porté au pouvoir la bureaucratie ! Un homme portant lui-même toute une couche sociale au pouvoir serait un véritable démiurge ! Nous sommes là en plein roman...

Ce roman fait abstraction de mille et un facteurs historiques : la bureaucratie existe bien avant que Staline ne s'en fasse le porte-parole et le défenseur. Elle repose, comme Lénine l'a maintes fois souligné, sur le vieil appareil d'Etat nullement démantelé, même si l'appareil du parti qui en est la matrice se superpose à ce vieil appareil d'Etat en s'y assimilant plus ou moins, sur la ruine totale de la Russie soviétique après sept ans de guerre et de guerre civile, sur la dislocation et la désintégration de la classe ouvrière, et l'apathie qu'elles engendrent et que renforce l'éloignement de la révolution en Europe.

Cet appareil, qui s'est développé sous le communisme de guerre et tend à se séparer d'un parti ravagé lui aussi par la guerre civile, où la moitié de ses membres ont trouvé la mort, tend à affirmer des intérêts spécifiques, distincts de ceux de la population laborieuse et du parti lui-même. Staline est le premier à le saisir et à répondre à ses demandes. Il aide donc la bureaucratie à accéder au pouvoir, et cette dernière, voyant en lui son défenseur attitré, le hisse au-dessus des autres dirigeants bolcheviques, soit beaucoup moins aptes que lui à ce rôle (Zinoviev, Kamenev), soit hostiles à la bureaucratie (Trotsky).

Cette remarque n'annule évidemment en rien l'intérêt de ce volume et des documents qu'il contient...

J.-J. M.

**Les Cahiers
du CERMTRI :
l'intervention
de Bordiga
au VI^e exécutif élargi
de l'Internationale
communiste
(février-mars 1926)**

Le n° 102 des Cahiers du CERMTRI, paru en septembre 2001, est consacré à “*La gauche du PC d’Italie. Bordiga au VI^e exécutif élargi de l’Internationale communiste (février-mars 1926)*”.

Il se présente en deux parties : d’une part, des extraits du chapitre II du livre de Sandro Saggiori et Arturo Peregalli : *Bordiga, la défaite et les années obscures, 1926-1945*, inédit en français, et, d’autre part, des extraits des débats du VI^e exécutif élargi de l’Internationale communiste, qui, comme le souligne l’introduction à ce Cahier, “fut le dernier (si l’on excepte le VII^e exécutif élargi à la fin de la même année, et qui vit l’affrontement de Trotsky et de Boukharine) à être le cadre d’une discussion qui permit à des opposants à Staline de défendre leurs positions dans le cadre des instances dirigeantes de l’Internationale communiste”.

“Lier la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat”

FONDATEUR et dirigeant majeur du PC d'Italie, Amadeo Bordiga occupa une place importante dans l'histoire du communisme européen et mondial. L'école stalinienne de falsification et de manipulation des polémiques et discussions passées a relégué le dirigeant du PC d'Italie aux oubliettes de l'histoire par une référence expéditive à l'ouvrage de Lénine *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme* ; or il faut rappeler que c'est dans le cadre d'une discussion ouverte dans l'Internationale communiste sur la question de la participation au Parlement que Lénine polémiqua avec Bordiga, qui faisait alors du refus de participer une question de principe. Cette sévère critique n'empêchait nullement Lénine de reconnaître les mérites de Bordiga dans la lutte contre les réformistes italiens. Les divergences s'approfondirent ensuite, pour se concentrer, à partir de 1921, sur la question du front unique et du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

On peut, bien sûr, critiquer les positions politiques de Bordiga, porter jugement sur tel ou tel aspect de la politique qu'il défendit, qu'il s'agisse de la question du front unique, de la question des syndicats ou autre. Au-delà et comme une question fondamentale qui apparaît à la lecture de ce *Cahier*, c'est du combattant révolutionnaire internationaliste

dont il s'agit, du caractère international de la révolution commencée en Russie.

C'est de ce point de vue que l'on appréciera l'affrontement avec Staline, tel que le relatent Saggioro et Peregalli, lors de cet exécutif élargi de l'Internationale communiste. Considérant la révolution russe comme un maillon de la révolution prolétarienne mondiale, il refuse que la question russe (c'est-à-dire le débat engagé par l'Opposition unifiée) ne soit pas abordée et demande dans une réunion du groupe italien avec Staline : *“Staline considère-t-il que la collaboration des autres partis communistes, qui représentent l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, est nécessaire pour déterminer la politique du parti russe ?”*

Concluant son intervention à la cinquième séance de l'exécutif élargi, il reviendra sur la question :

“Puisqu'un bouleversement révolutionnaire ne s'est pas encore produit dans les autres pays, il est nécessaire de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat. Je n'entends pas approfondir ici cette question, mais j'affirme que, dans cette lutte, on doit s'appuyer, certes, en premier lieu sur la classe ouvrière russe et sur son parti communiste, mais qu'il est fondamental de s'appuyer également sur le

prolétariat des pays capitalistes. Le problème de la politique russe ne peut être résolu dans les limites étroites du seul mouvement russe, la collaboration directe de toute l'Internationale communiste est absolument nécessaire."

Le refus de Staline

Alors que, depuis la fin 1924, Staline a développé la "théorie" du "socialisme dans un seul pays", les demandes insistantes de Bordiga concernant l'ouverture dans l'Internationale d'une discussion sur la Russie se heurteront à un refus catégorique, car pour Staline, l'ouverture de la discussion russe au plénum de l'exécutif élargi "signifierait en fait la rouvrir dans le parti russe".

Les cellules d'entreprise

Les rapports du PC russe avec l'Internationale sont au cœur de l'intervention de Bordiga à la cinquième séance de l'exécutif élargi. Il y aborde la question de la "bolchevisation" des partis de l'IC, mot d'ordre par lequel l'appareil mettra au pas les différentes sections de l'IC. Sur la question de l'organisation des PC sur la base des cellules d'entreprise, présentée par la direction de l'IC comme la panacée, Bordiga remarque :

"Pour ma part, je conteste que le parti communiste doive être absolument formé sur la base des cellules d'entreprise... On nous dira : ce que vous réclamez, c'est ce que réclament aussi tous les éléments droitiers ; vous voulez des organisations territoriales, dans lesquelles les intellectuels, avec leurs longs discours, dominant toute la discussion. Mais ce danger de démagogie et de tromperie de la part des dirigeants existera toujours (...). Il est notoire qu'opportunisme et trahison s'infiltreront en général dans le parti et dans les masses par l'entremise de certains dirigeants,

mais la lutte contre ce danger doit être menée d'une autre manière.

Même si la classe ouvrière pouvait se tirer d'affaire sans intellectuels d'origine bourgeoise, elle ne pourrait pour autant se passer de dirigeants, d'agitateurs, de journalistes, etc., et il ne lui resterait pas d'autre choix que de les chercher dans les rangs des ouvriers. Mais les dangers de corruption et de démagogie de ces ouvriers devenus des dirigeants n'est pas différent de celui des intellectuels. Dans certains cas, ce sont d'anciens ouvriers qui ont joué le rôle le plus sordide dans le mouvement ouvrier, chacun le sait.

Et en définitive, est-ce que les intellectuels ne jouent plus aucun rôle dans l'organisation en cellules d'entreprise telle qu'elle est pratiquée maintenant ? C'est le contraire qui se passe. Ce sont les intellectuels qui, conjointement avec d'anciens ouvriers, constituent l'appareil du parti. Le rôle de ces éléments ne s'est pas modifié, il est même plus dangereux maintenant (...). Le danger sur lequel nous attirons l'attention ne consiste pas dans un recul de l'influence des intellectuels, mais, au contraire, dans le fait que les ouvriers ne se préoccupent que des revendications immédiates de leur entreprise et qu'ils ne voient pas les grands problèmes du développement général de la classe ouvrière."

Dénonçant le régime interne institué dans les partis communistes, Bordiga pose la question de la démocratie dans le parti. "Comment réaliser le centralisme démocratique ?", demande-t-il. "Au moyen de l'éligibilité des camarades, de la consultation de la masse du parti pour résoudre certaines questions (...). On a considéré par principe la masse des membres du parti comme inférieurs, comme des éléments que l'on peut mettre en mouvement, et non comme facteur d'un travail commun (...). Nous exigeons que l'on en finisse avec cette méthode d'agitation à l'intérieur du parti. Le parti doit rassembler autour de lui cette partie de la classe ouvrière qui a une conscience de classe. Il est nécessaire que la grande masse des membres du

parti se forge une conscience politique commune et qu'elle étudie les problèmes que se pose le parti communiste. En ce sens, il est d'une extrême urgence de changer le régime interne du parti."

Soigner les causes, non les symptômes

Abordant la question des fractions et du droit de tendance dans l'IC comme dans ses partis, il remarque :

"Les fractions ne sont pas la maladie, mais seulement le symptôme, et si l'on veut soigner l'organisme malade, on ne doit pas combattre les symptômes, mais on doit essayer de sonder les causes de la maladie. D'autre part, il s'agissait dans la plupart des cas de groupes de camarades qui ne faisaient aucune tentative pour créer une organisation ou rien de semblable. Il s'agissait de points de vue, de tendances qui cherchaient à se faire jour dans l'activité normale, régulière et collective du parti. Par sa méthode de chasse aux fractions, de campagnes à scandale, de surveillance policière et de méfiance à l'égard des camarades, une méthode qui représente en réalité le pire fractionnisme se développant dans les couches supérieures du parti, on n'a pu que détériorer la situation de notre mouvement et pousser toute critique objective dans la voie du fractionnisme."

Pour preuve, dit-il *"la crise du parti français. Comment s'est-on attaqué aux fractions dans le parti français ? Très mal — par exemple, dans la question de la fraction syndicaliste qui est en train de naître. Certains des camarades exclus du parti sont retournés à leurs premières amours, ils publient un journal dans lequel ils exposent leurs idées. Il est clair qu'ils ont tort. Mais les causes de cette importante déviation ne doivent pas être recherchées dans les caprices des méchants enfants Rosmer et Monatte. Elles doivent bien plutôt être cherchées dans les erreurs du parti français et de toute l'Internationale."*

Il est nécessaire, dit-il, *"de démontrer par notre stratégie et par notre tactique*

prolétarienne l'erreur que font ces éléments anarcho-syndicalistes... On ne résoudra pas le problème en appliquant à l'encontre de l'opposition, de Loriot, etc., les règles d'un petit catéchisme du comportement personnel."

L'élection des organismes dirigeants

Montrant comment, en Allemagne, *"l'intervention de l'exécutif élargi de l'Internationale communiste contre les centrales des partis a été peu heureuse"*, il pose la question des rapports entre l'Internationale et les sections nationales, la question de l'élection des organes dirigeants :

"Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un sommet et des côtés qui tendent vers ce sommet. C'est ainsi qu'on peut représenter l'unité et la nécessaire centralisation. Mais aujourd'hui, du fait de notre tactique, notre pyramide repose dangereusement sur son sommet ; il faut donc renverser la pyramide ; ce qui, maintenant, est au-dessous doit passer par-dessus, il faut la mettre sur sa base pour qu'elle retrouve son équilibre. La conclusion à laquelle nous aboutissons sur la question de la bolchevisation est donc qu'il ne faut pas se contenter de simples modifications d'ordre secondaire, mais que tout le système doit être modifié de fond en comble."

Il faut un cours nouveau

Pour lui, cette modification est nécessaire, précisément, parce qu'avec *"le problème de la stratégie révolutionnaire du prolétariat et du mouvement international des paysans et des peuples coloniaux et opprimés, la question politique d'Etat du parti communiste en Russie est aujourd'hui pour nous la question la plus importante"*.

Et c'est de ce point de vue qu'il conclut son intervention à la cinquième séance plénière de l'exécutif en réaffirmant :

“Il est en outre nécessaire de mettre à l'ordre du jour de nos partis les problèmes de la tactique dans le monde entier et les problèmes de l'Etat russe ; mais cela ne peut se faire qu'au travers d'un cours nouveau, avec des méthodes complètement différentes.”

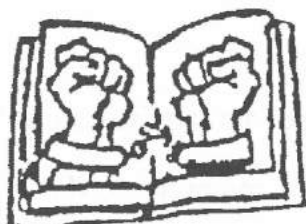
Voici quelques-uns des problèmes soulevés par Bordiga lors de ce VI^e exécutif élargi de l'IC, au cours duquel il

prit contact avec Trotsky, qui n'avait pu participer aux travaux de cet exécutif parce qu'il lui avait été interdit de défendre ses propres propositions sans l'autorisation du bureau politique du PC russe. Sa solidarité affirmée avec Trotsky lors de l'exécutif de février-mars 1926, tout comme ses prises de position lors de sa détention contre la campagne anti-trotskyiste amenèrent à l'exclusion de Bordiga pour trotskysme, en mars 1930.

Jacques Lombard

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

N° 39, 20 novembre 1944 : *D'un discours à l'autre... - Un agent des trusts - L'assassinat de Lord Moyne - Les avocats de l'impérialisme - Les événements de Belgique - Où va la France (suite) - La lutte ouvrière contre le fascisme.*

N° 40, 12 décembre 1944 : *Vivent les travailleurs grecs, défenseurs de la cause prolétarienne !*

N° 41, 24 décembre 1944 : *"L'aspect actuel de la lutte des classes"... - L'offensive allemande - "Capitulation sans conditions" - Où va la France (suite) - Un nouveau pacte franco-soviétique.*

N° 42, 18 janvier 1945 : *Que se passe-t-il en Afrique du Nord - Lénine sur la guerre.*

N° 43, 30 janvier 1945 : *Un CC d'union sacré - Où va la France (suite).*

N° 44, 21 février 1945 : *Quand le "nouvel ordre européen" devient "la déclaration de l'Europe libérée"... - Une Internationale au service des marchands de canons - La Pologne entre la bombe et la prison.*

N° 45, 20 mars 1945 : *"Peut-on aller de l'avant si on a peur d'aller vers le socialisme ?" - Pour le 62^e anniversaire de la mort de Karl Marx ; "Les destinées historiques de sa doctrine" (Lénine, 1913).*

Le n° 46 manque. A partir du n° 47, les documents sont imprimés (une ou plusieurs pages).

N° 47, 21 mai 1945 : *Le sang coule en Afrique du Nord - Comment aller de l'avant - Qu'est-ce qu'une provocation ? - Quand c'est L'Humanité qui la dénonce... - Les morts ensevelissent les vivants - Au mur des Fédérés le 27 mai.*

N° 48, 11 juin 1945 : *Après l'Afrique du Nord, la Syrie et le Liban - De Gaulle s'exerce au coup d'Etat - Le cas Jouhaux : un avertissement - Comment l'Etat-cagoule protège et nourrit le fascisme - L'Allemagne, image de notre avenir capitaliste.*

N° 49, 11 juillet 1945 : *Les deux bouts d'un même bâton... - La "punition des coupables" - Lénine sur "l'épuration" - A qui profite le chauvinisme ? - A la place de la "Montagne", il n'y avait que le "Marais".*

N° 50-51, 3 septembre 1945 : *Pour l'unité de combat - A bas le référendum plébiscitaire ! - Les chefs communistes capitulent encore et toujours ! - Bilan d'une "pacification" - La bataille de la production... contre les ouvriers - Pourquoi le Japon a-t-il capitulé ? - Les faux et les vrais anti-fascistes - Qui sont-ils ? - Lénine sur le parlementarisme.*

N° 52, 27 septembre 1945 : *Pourquoi et pour qui les ouvriers revendiquent-ils ? - Pour une Assemblée constituante souveraine : boycottage du référendum pétainiste ! - L'Indochine aux Indochinois ! - Le "bloc occidental" - Construction... destruction... - Les "défenseurs de la civilisation" - Comment les ouvriers doivent-ils répondre au mot d'ordre "produire" - La bonne voie.*

N° 53, 24 octobre 1945 : *Le soleil luit de l'Orient ! - Il faut forger l'unité révolutionnaire - Après le oui-oui, un million de votants ont rejeté le référendum - Le combat qui approche - Capitalisme de monopole - Leçon d'un meeting.*

N° 54, 14 novembre 1945 : *Que feront-ils au gouvernement ? - Qu'est-ce qu'un gouvernement ouvrier-paysan ? - Votre parole est d'or, colonel Bernard - Il y a vingt-huit ans - L'Internationale et la guerre - Meeting du 13 novembre à Wagram sur l'Indochine - Entretien avec un ouvrier communiste - Les intellectuels et le parti du prolétariat - Pourquoi se battent les corps expéditionnaires ? - L'Afrique bouge.*

N° 55, 1^{er} décembre 1945 : *Les "nationalisations", source d'inflation - La bourgeoisie honore les négats, la classe ouvrière les rejettera ! - Les ouvriers ne s'y trompent pas, messieurs les juges ! - La liberté pour qui ? - La crise gouvernementale et ses enseignements - Il faut forger l'unité révolutionnaire - Grattez les opportunistes, vous découvrirez les sectaires - Aux Etats-Unis, nos camarades dénoncent l'impérialisme américain - Au sujet du procès de Nuremberg - L'opposition syndicale "lutte de classe".*

N° 56, 24 décembre 1945 : *Vers la grève générale victorieuse ! - Hervé le jésuite - Ce que M. de Gaulle appelle "l'indépendance" - Les "nationalisations" - Par la lutte gréviste ? - Imposons le contrôle ouvrier - La répression coloniale - Notre lutte pour la démocratie - Entretien avec un ouvrier communiste - Que signifie la dévaluation ?*

N° 57 : manque à la collection.

N° 58, 14 février 1946 : *Croizat le calomniateur - Qui l'emportera ? - Nouveau langage, ancien régime - Où va la France ? - La révolution russe, notre guide, par J. P. Cannon.*

N° 59 et n° 60 manquants à la collection.

N° 61, 14 mai 1946 : *La source de notre force - De l'internationalisme communiste à l'internationalisme des banquiers - Les mineurs américains en grève - Partout, le capitalisme affame les producteurs - Comment on éduque les ouvriers - 1^{er} Mai 1946 - Le salaire au rendement contre les ouvriers - Echos - Gangstérisme patronal - Ne touchons pas à la part des bourgeois - "L'armée du peuple".*

N° 62 : manque à la collection.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! La Lutte de classe, organe de l'Union communiste (trotskyste)

N° 63, 14 mai 1946 : *La volonté populaire - Le ravitaillement, problème de classe - A bas l'occupation ! - L'âne sous la peau du lion - A l'action pour un salaire décent garanti par l'échelle mobile - Accords capitalistes - Echos - Où va se nicher la démocratie chez Renault.*

N° 64, 1^{er} juillet 1946 : *Echec à la réaction - D'une manifestation à une véritable riposte - Lutte de classe et tactique électorale - Les demi-mesures - Echos.*

N° 65, 19 juillet 1946 : *Conquête de la démocratie - La classe ouvrière au pied du mur - Légalité bourgeoise, légalité ouvrière - Chez Citroën - Echos - Correspondance.*

N° 66, 6 septembre 1946 : *Que veut de Gaulle ? - L'organisation nécessaire - Qu'était-ce que la Libération ? - "Promesses" impérialistes - Assemblée des cadres syndicaux de la région parisienne - Echos - Correspondances.*

N° 67, 18 septembre 1946 : *Qui nous donnera une Constitution démocratique ? - Appel à tous - Mathieu - Leurs alliés et les nôtres - Pas de méthodes fascistes dans le mouvement ouvrier ! - Payez pour qu'ils soient considérés - Jean Jaurès - Conversation.*

N° 68 : manque à la collection.

N° 69, 2 octobre 1946 : *Qui tient la queue du poêle ? - Que pouvons-nous faire ? - Il y a deux ans, en Grèce, Churchill remplaçait Hitler - Et voici les actes - Camarade lecteur, que feras-tu cette semaine pour la "Lutte" ? - Réponse à un correspondant - Echos.*

N° 70 : manque à la collection.

N° 71, 18 octobre 1946 : *Vantardises et réalités - Pendant qu'il est encore temps - "Pourquoi nous soutenons les marins et les camionneurs new-yorkais en grève" - La lutte de classe s'intensifie aux colonies - 340 000 électeurs ont boycotté le référendum - Echos - Camarade sympathisant.*

N° 72, 25 octobre 1946 : *Aveux d'impuissance - Il y a du ravitaillement... mais point de gouvernants - De février à octobre 1917 - Conférences et discours préparent-ils la paix ? - Echos - Dirigeants ouvriers ou larbins du capital ?*

N° 73, 31 octobre 1946 : *Union pour un gouvernement ouvrier et paysan - Pour affirmer notre volonté révolutionnaire, votons trotskyste -. Nouvelles manœuvres de division - Les paroles et les actes - A bas les heures supplémentaires ! - A politique bourgeoise, méthode bourgeoise - Pour ou contre ? - Souscription - Echos.*

N° 74, 23 novembre 1946 : *Du Front populaire à l'Union nationale - "Dernière incarnation" de l'Etat - Production et pouvoir d'achat - Une résolution de syndicats aux Etats-Unis - Une première réponse - Attention aux manœuvres patronales - Echos - Conversation ouvrière - La représentation ouvrière chez Renault - Le statut des ouvriers frontaliers belges.*

Les numéros 75 à 77 manquent.

N° 78, 7 décembre 1946 : *Mise en scène - Du beurre ou des canons ? - Où sont les quarante heures ? - Le conflit hindo-musulman - Méthodes impérialistes.*

Concernant cette période 1940-1946, le CERMTRI possède également :

- les correspondances entre le comité d'unification POI-CCI et le groupe "Lutte de classes" ;
- des tracts de la période janvier 1944 à avril 1946 ;
- les n° 2 à 8 et le n° 11 couvrant la période de novembre 1945 à avril 1945 de *La Voix des travailleurs*, bulletin inter-usines de l'opposition syndicale "lutte de classes" CGT.

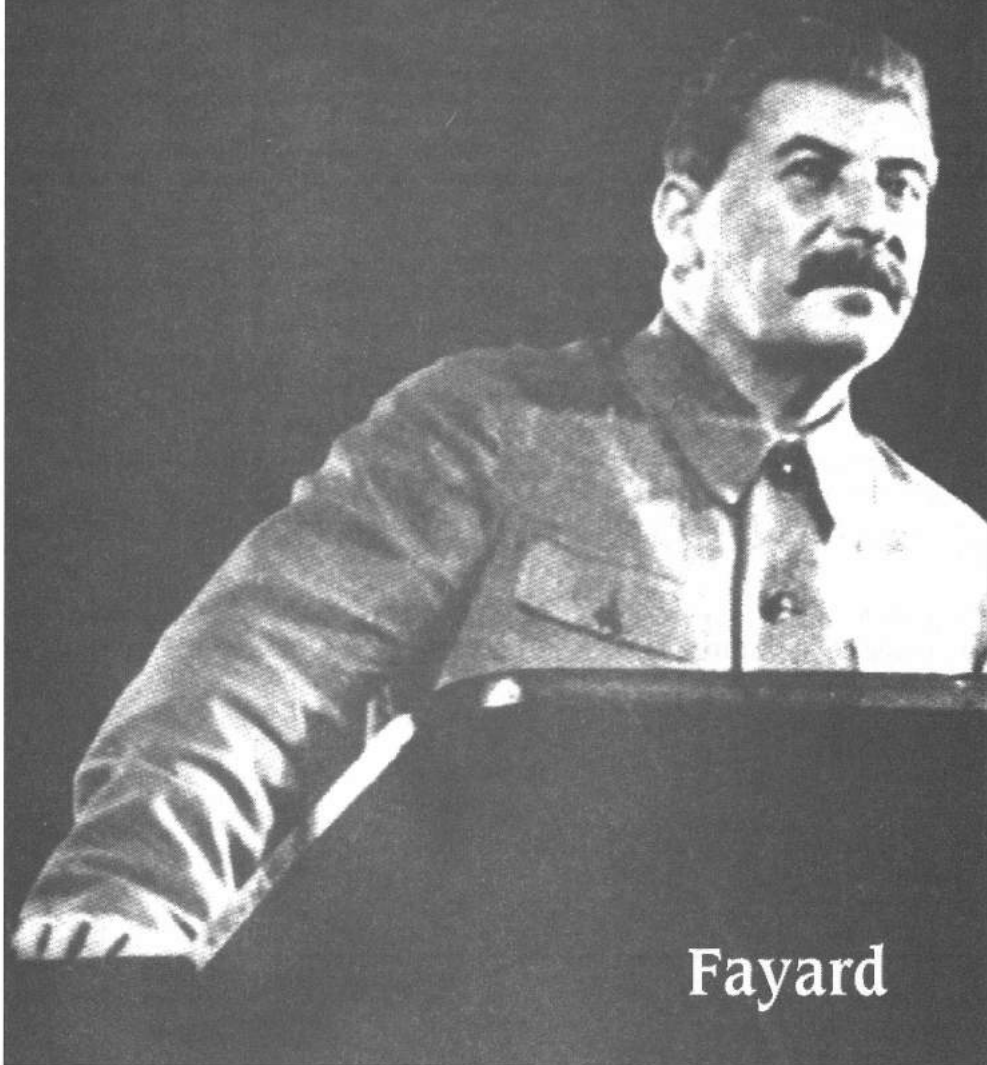
Appel à nos lecteurs : le CERMTRI serait reconnaissant envers ceux qui possèdent les numéros indiqués manquants de lui en faire parvenir une copie.

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

STALINE

Jean-Jacques
Marie



Fayard

990 pages, en vente à la SELIO, 30 euros (196,80 F).

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360